

# RAPPORT ANNUEL 2012



BANQUE POPULAIRE  
ATLANTIQUE  
BANQUE & ASSURANCE



# SOMMAIRE

## **p3..... RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE) 1**

- Informations sociales, environnementales et sociétales • 1.1
- Valorisation du capital immatériel de la Banque Populaire Atlantique • 1.2

## **p18..... RAPPORT DE GESTION 2**

- Présentation de la société • 2.1
- Capital social de la société • 2.2
- Organes d'administration, de direction et de surveillance • 2.3
- Contexte de l'activité • 2.4
- Activités et résultats consolidés du Groupe • 2.5
- Activités et résultats de l'entité sur base individuelle • 2.6
- Fonds propres et solvabilité • 2.7
- Organisation et activité du contrôle interne • 2.8
- Gestion des risques • 2.9
- Événements postérieurs à la clôture et perspectives • 2.10
- Éléments complémentaires • 2.11

## **p50..... ÉTATS FINANCIERS 3**

- Comptes individuels • 3.1
- Comptes consolidés • 3.2

## **p127..... DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES 4**

- Personne responsable des informations contenues dans le rapport • 4.1
- Attestation du responsable • 4.2

# 1 - RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'ENTREPRISE (RSE)

## 1.1 INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

### 1.1.1 INTRODUCTION

Les facteurs favorisant le développement durable, observés en 2010 et 2011, se sont renforcés en 2012 :

- Les autorités nationales et locales multiplient le recours aux outils bancaires verts et aux microcrédits pour appuyer les politiques de lutte contre le changement climatique et la pauvreté. En témoigne par exemple, la remise au gouvernement d'un livre blanc sur le financement de la transition écologique prévu pour début 2013.
  - Par la même, on observe une demande accrue de produits « responsables », avec des exigences de transparence de plus en plus fortes : produits bancaires « écologiques » en coopération public-privé, produits financiers éthiques...
  - Les enjeux liés à l'inclusion bancaire et la lutte contre le surendettement font l'objet d'une attention croissante de la part des pouvoirs publics et de la société civile : par exemple, fin 2011, le Secours Catholique, l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas) et la Croix-Rouge ont lancé un Manifeste pour l'inclusion bancaire des populations fragiles ; en décembre 2012, la Conférence gouvernementale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale consacrait l'une des 7 tables rondes à l'inclusion bancaire et la lutte contre le surendettement.
- Le facteur du coût énergétique est de plus en plus structurant pour le développement économique des entreprises. Après la création d'un observatoire de la précarité énergétique et une table ronde nationale de l'efficacité énergétique en 2011, ces thèmes ont été inscrits comme un des chantiers prioritaires de la conférence environnementale des 14 et 15 septembre 2012.
- La demande de transparence dans la conduite des affaires s'est poursuivie cette année avec la mise en œuvre de la loi dite "Grenelle" en France, imposant le reporting réglementaire sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et des émissions de gaz à effet de serre. D'autres initiatives, aux niveaux européen et international vont dans le sens d'une intégration renforcée des critères RSE dans l'activité économique.

#### 1.1.1.1 Stratégie développement durable

La Banque Populaire Atlantique puise les sources de son dynamisme dans ses racines régionales. Attentive au développement des territoires et de ses populations, elle s'engage pour l'avenir en appliquant au quotidien les principes du développement durable.

Impliquée dans une démarche active vis-à-vis de ses clients et sociétaires, elle développe des solutions à forte dimension sociale et environnementale : une gamme de livrets solidaires, sa gamme de prêts « verts » et de prêts « handicap », etc.

Ses actions visent à dynamiser l'entrepreneuriat et à soutenir l'économie, y compris en période difficile. En créant l'agence Atlantique Solidarité, la Banque Populaire Atlantique a participé en 2012 à la sauvegarde de plus de 900 professionnels et entreprises et 4200 emplois sur son territoire. Les enjeux liés à l'inclusion bancaire et à la lutte contre le surendettement font l'objet d'une attention croissante. C'est pourquoi la Banque Populaire Atlantique, en complément de son soutien historique à l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique), a créé en 2012 sa structure microfinance pour accompagner les clients fragiles.

En complément, elle s'est investie dans une démarche socialement responsable qui se traduit par la diversité et l'équité des recrutements, ainsi que par ses actions en faveur de l'emploi des personnes handicapées. Consciente de son rôle à l'égard des générations futures, la Banque Populaire Atlantique a mis en place des moyens afin de réduire ses impacts directs sur l'environnement en optimisant les déplacements de ses collaborateurs (formations e-Learning, Plan de déplacements Entreprise), et en consommant mieux (achats responsables, limitation et recyclage des déchets, etc.).

Elle travaille également sur son territoire à l'amélioration de la société au travers de partenariats et d'actions de mécénat. Grâce à sa Fondation d'entreprise, elle soutient les acteurs du territoire qui agissent pour la préservation de l'environnement, du patrimoine culturel et qui favorisent le renforcement du lien social, l'échange et la solidarité, la lutte contre l'exclusion et le handicap.

En 2012, le budget consacré au développement durable se répartit comme suit :

	2012
Nombre d'ETP dédié au développement durable	5,5
Montant du Dividende Coopératif et RSE (en milliers d'euros)	2 192
- Dont relation aux consommateurs	1 064
- Dont relation aux sociétaires	178
- Dont relation à la société civile	950

Le Dividende Coopératif & RSE est un outil de mesure et de qualification des actions de responsabilité sociale menées par la Banque Populaire Atlantique à destination de ses sociétaires, de ses administrateurs, de ses clients et de la société civile.

L'objectif du Dividende Coopératif & RSE est de présenter les actions qui vont au-delà de ses obligations légales. Cela se traduit par la mise en place d'actions d'intérêt général au-delà de ses seuls intérêts commerciaux. Etre responsable, c'est s'interroger sur ses pratiques et innover au service des clients et sociétaires dans le cadre de son métier de banquier. C'est pourquoi, le Dividende Coopératif & RSE exclut les initiatives :

- uniquement réglementaires,
- à finalité commerciale,
- liées au métier de base.

Vis-à-vis des clients, le Dividende Coopératif & RSE regroupe l'ensemble des actions réalisées par la Banque Populaire Atlantique avec pour intention première de mettre en œuvre ou d'intégrer les préoccupations sociétales et environnementales dans ses pratiques commerciales, de lutter contre l'exclusion bancaire et d'apporter des réponses différentes, nouvelles ou spécifiques aux besoins de ses clients.

Vis-à-vis des sociétaires et de leurs représentants, il regroupe toutes les actions de gouvernance coopérative (hors fonctionnement du conseil d'administration et en dehors de l'assemblée générale statutaire) relevant de la participation et de l'information des sociétaires, de l'information et de la formation des administrateurs et de la sensibilisation des collaborateurs au modèle coopératif Banque Populaire.

Enfin, à l'égard de la société civile, le Dividende Coopératif & RSE regroupe l'ensemble des moyens alloués aux associations et organisations d'intérêt général du territoire dans le cadre de partenariats non-commerciaux, d'actions de mécénat<sup>(1)</sup> ou à travers la Fondation d'Entreprise Banque Populaire Atlantique.

Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de la politique développement durable du Groupe BPCE. Le plan stratégique 2010–2013 du Groupe BPCE, intitulé « Ensemble », s'est donné pour mission de construire un groupe bancaire universel à la vocation et la capacité d'offrir tous les produits et services bancaires et financiers à ses différents clients, au plus proche des besoins des territoires et de l'économie. D'emblée, ses dirigeants ont souhaité qu'il intègre des objectifs de développement durable à travers un corpus de 10 actions emblématiques liées aux valeurs de responsabilité sociétale et au soutien de la croissance verte et solidaire.

Cette démarche a permis au Groupe BPCE de devenir l'acteur bancaire de référence de l'économie sociale et solidaire, de l'économie verte, et de l'investissement socialement responsable et solidaire : numéro 1 de l'épargne solidaire<sup>(2)</sup> et du microcrédit<sup>(3)</sup>, pionnier du financement de l'environnement, reconnue « Banque de l'année » des énergies renouvelables en mars 2012<sup>(4)</sup>. Le Groupe BPCE a soutenu dès leur création des structures de l'économie sociale et solidaire comme l'Avisé ou France Active.

## **Le soutien à des chartes développement durable**

La Banque Populaire Atlantique soutient en outre les chartes suivantes :

### **• Label LUCIE**

La Banque Populaire Atlantique s'est engagée en 2011 dans un processus de labellisation, la labellisation LUCIE. Ce label de référence repose sur la norme ISO 26000, nouveau standard international en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

Après avoir été auditée par VIGEO, l'ère agence de notation RSE d'Europe, plusieurs engagements ont été pris : développer une offre de service à destination des clients fragiles, étendre la politique d'achats responsables, identifier les obstacles à la féminisation de l'encadrement en vue de prendre les actions correctives nécessaires...

Ces engagements ont permis à la Banque Populaire Atlantique d'obtenir le label Lucie en janvier 2012, devenant ainsi la première banque européenne labellisée.

### **• Dirigeants Responsables de l'Ouest**

La Banque Populaire Atlantique est engagée auprès de l'association Dirigeants Responsables de l'Ouest. Cette association fédère des chefs d'entreprise des Pays de la Loire et de Bretagne convaincus que la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) améliore la performance économique de leur entreprise. Elle vise l'échange de bonnes pratiques RSE via des réunions thématiques et ateliers.

### **• Global Compact**

La Banque Populaire Atlantique s'adosse à l'engagement de BPCE au Global Compact, dont la signature est intervenue en 2012. Ce code de bonne conduite a été choisi par l'ensemble des banques coopératives car il est à ce jour le plus exhaustif et le plus reconnu au plan international. Les références sur lesquelles il s'appuie (ONU, OCDE, OIT...) permettent aux Banques Populaires d'initier, de poursuivre ou encore de développer leur politique de développement durable dans le respect de valeurs universelles. Enfin, les objectifs du Global Compact sont compatibles avec ceux de l'ISO 26000 et du Global Reporting Initiative (GRI), ces derniers critères étant ceux utilisés dans le reporting du groupe BPCE.

### **• Charte de la diversité**

La charte de la diversité incite les entreprises à garantir la promotion et le respect de la diversité dans leurs effectifs. La Banque Populaire Atlantique a signé cette charte en 2006 : elle s'engage ainsi à lutter contre toute forme de discrimination et à mettre en place une démarche en faveur de la diversité.

## **Cartographie des parties prenantes externes**

Les principales parties prenantes de la Banque Populaire Atlantique sont ses sociétaires, ses clients, ses fournisseurs, l'Etat, les collectivités territoriales, le monde académique et le monde associatif.

Faits marquants 2012 :

- Participation au conseil d'administration et au Bureau de FACE Loire Atlantique (Fondation Agir Contre l'Exclusion) ;
- Participation au conseil d'administration de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire ;

(1) Tel que défini par l'article 238 bis du Code général des impôts

(2) Source : Finansol

(3) Source : Adie / FAS / FCS - France Active Garantie – Fonds Cohésion Sociale

(4) Source : reconnaissance dévolue à Natixis comme « Meilleur arrangeur de financements d'infrastructures d'énergie renouvelable » par les Infrastructure Journal Awards 2011 qui se sont tenus à Londres le 29 mars 2012

- Soutien à la chaire microfinance d'Audencia ;
- Participation au projet de charte de la responsabilité globale lancé par la mairie de Saint Herblain ;
- Participation au projet lancé par la Région Pays de la Loire, de création d'un référentiel RSE ;
- Adhésion à la marque Produit en Bretagne, association qui fédère plus de 300 entreprises participant au rayonnement économique et culturel de la Bretagne ;
- Organisation des Trophées Régionaux du Développement Durable, en partenariat avec EDF, la CGPME, l'Ecole des Mines de Nantes, l'Ecole Centrale de Nantes et l'ESAIP d'Angers.

### 1.1.1.2 Méthodologie du reporting RSE

Consciente des enjeux sociétaux actuels et considérant la responsabilité sociétale de l'entreprise, comme une façon de réaffirmer son identité et de renforcer sa distinction coopérative, la Banque Populaire Atlantique s'est efforcée de fournir une vision sincère et transparente de ses actions et de ses engagements en termes de RSE.

Sous l'égide du Groupe BPCE et dans le respect de l'organisation décentralisée du groupe, un socle d'indicateurs communs a été redéfini en 2012, permettant à chaque entité de renseigner ces indicateurs sur son périmètre individuel et de consolider les données au niveau du groupe.

Les indicateurs pris en compte sont les indicateurs définis dans le décret du 20 février 2002 relatif à la loi sur les Nouvelles Régulations Économiques dite « loi NRE » complétés par les indicateurs liés aux nouvelles dispositions de l'article 225 de la loi dite "Grenelle 2". La construction des indicateurs pour répondre à la réglementation sont issus de la Global Reporting Initiative (GRI) et de son supplément pour le secteur financier. La correspondance avec les indicateurs définis dans le référentiel GRI 3.1 (Global Reporting Initiative) est indiquée dans la table d'équivalence au chapitre 1.1.5.

### Périmètre

Le périmètre de reporting extra-financier couvre exclusivement la Banque Populaire Atlantique, ses filiales n'étant pas concernées.

## 1.1.2 INFORMATIONS SOCIALES

### 1.1.2.1 Emploi et formation

#### Effectif / embauches

Pour l'exercice 2012, le nombre total d'embauches en contrats à durée indéterminée et déterminée s'élève à 155. Ainsi la Banque Populaire Atlantique reste un acteur économique important sur son territoire.

Au-delà de ces recrutements, elle accompagne la professionnalisation des jeunes de la région en proposant des contrats d'alternance (33 en 2012) ainsi que des stages école (114 en 2012). Elle offre aussi la possibilité à 238 étudiants d'avoir une première expérience professionnelle pour les remplacements d'été.

	2012
Effectifs totaux (CDI + CDD hors alternance)	1 575
Nombre de CDI (y compris alternants)	1 523
% de CDI par rapport à l'effectif total	96,7
Nombre de CDD (hors alternants)	52
% de CDD (hors alternants) par rapport à l'effectif total	3,3
<b>Effectif cadre total</b>	<b>510</b>
% de l'effectif cadre par rapport à l'effectif total	33,5
<b>Effectif non cadre total</b>	<b>1 013</b>
% de l'effectif non cadre par rapport à l'effectif total	66,5
<b>Effectif total femmes</b>	<b>812</b>
% de l'effectif de femmes par rapport à l'effectif total	53,3
<b>Effectif total de femmes cadres</b>	<b>150</b>
% de l'effectif de femmes cadres par rapport à l'effectif cadre total	29,4
<b>Effectif total hommes</b>	<b>711</b>
Total des embauches de cadres en CDI	17
Total des embauches de cadres en CDD	1
Total des embauches de non cadres en CDI	38
Total des embauches de non cadres en CDD	99

### Départs / Licenciements

	2012
Nombre total de salariés ayant quitté l'entité (y compris 77 fins de CDD)	165
dont nombre de départs à la retraite	37
dont % de départs à la retraite sur le nombre total de départ	22,4
dont nombre de licenciements	12
dont % de licenciements sur le nombre total de départ	7,3
Ancienneté moyenne de l'effectif	16 ans 10 mois

### Les rémunérations et leur évolution

	2012
Salaire de base moyen pour les Hommes en CDI pour la population cadre	50 462
Salaire de base moyen pour les Hommes en CDI pour la population non cadre	30 049
Salaire de base moyen pour les Femmes en CDI pour la population cadre	43 813
Salaire de base moyen pour les Femmes en CDI pour la population non cadre	28 166

### Politique salariale

	2012
Ratio salaire d'embauche minimum au sein de l'entité vs salaire minimum national (SMIC)	1,08



## Formation des salariés

La Banque Populaire Atlantique a mis en place depuis de nombreuses années une politique importante de développement des compétences. Cette politique intègre notamment la mise en place :

- De formations systématiques d'adaptation au poste de travail,
- De tutorats formalisés lors de chaque recrutement et lors des évolutions de postes,
- D'une "Heure efficace" hebdomadaire pour sensibiliser et former les collaborateurs et assurer ainsi une montée en compétences globale des équipes
- D'un catalogue de formations e-Learning adaptées à chaque métier

Au global en 2012, 1180 collaborateurs ont bénéficié au moins d'une formation. Plus de 3 millions d'euros y ont été consacrés représentant 5,45% de la masse salariale.

	2012
Nombre total d'heures de formation pour la population "cadre"	11 984
Nombre total d'heures de formation pour la population "non cadre"	24 077
Nombre moyen d'heures de formation par salarié	22,9

## Dispositif d'évolution de carrière

Donner à chacun une vision claire de son avenir est un objectif social prioritaire de la Banque Populaire Atlantique. Chaque début d'année, tous les collaborateurs expriment leurs souhaits d'évolution au cours d'un entretien avec leur manager. Ces entretiens deviennent ensuite la base de travail des Comités de Mobilité et de Carrières (CMC) annuels instaurés à la Banque en 2008 et composés de la ligne managériale et de la DRH (Responsable Formation et Responsable Ressources Humaines). Le CMC a pour vocation d'examiner les situations individuelles de chaque collaborateur et leur apporter une réponse adaptée en terme d'évolution et de formation. À cette occasion, l'engagement de la banque est formalisé par un écrit d'évolution professionnelle à court terme.

	2012
% de salariés bénéficiant d'entretien d'évolution par rapport au nombre total de salariés de l'entité présents sur la période	100

### 1.1.2.2 Diversité

La Banque Populaire Atlantique est convaincue que la diversité des salariés est un enjeu de la politique sociale au sein de l'entreprise car elle représente un atout pour l'innovation, la créativité et l'accompagnement des changements. La coexistence de profils variés est une source de complémentarité, d'équilibre et d'efficacité économique et permet à l'entreprise :

- de s'entourer de compétences diverses et complémentaires, participant ainsi à la réussite de l'entreprise,
- de mieux refléter la société et son environnement, ce qui facilite la compréhension et la satisfaction des clients.

Par ailleurs, l'accès à l'emploi, le recrutement, l'intégration et l'évolution professionnelle des salariés, sans distinction de culture, de nationalité, de sexe, de religion, de convictions politiques, d'appartenance syndicale, d'âge, d'orientation sexuelle, d'expérience, de caractéristiques physiques et de parcours professionnels constituent un axe fort de la politique sociale et du développement de l'entreprise.

Cet engagement s'est concrétisé dès juin 2006 par la signature de la charte de diversité.

A la même période, la Banque Populaire Atlantique s'associe à d'autres grandes entreprises de la région pour créer l'association ENEID (Entreprises Nantaises pour l'Emploi et l'Insertion Durable). Cette association s'est affiliée en janvier 2007 au réseau national FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) et se nomme désormais FACE Loire Atlantique.

Afin de poursuivre ces actions, la Banque a signé en octobre 2009 avec l'ensemble des organisations syndicales un premier accord sur la diversité et la lutte contre les discriminations. L'objectif : ancrer une véritable prise de conscience et l'implication de tous dans la mise en œuvre de l'égalité de traitement de l'ensemble des femmes et des hommes susceptibles de rejoindre la Banque Populaire Atlantique ou déjà en poste au sein de l'entreprise.

Enfin, en août 2011, et en complément de l'accord Groupe Banque Populaire, un accord sur le handicap a été signé avec l'ensemble des organisations syndicales, afin de faciliter l'intégration et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées, qui constitue un volet de la diversité. Et les résultats sont au rendez-vous puisque la Banque a fait progresser son taux d'emploi de salariés en situation de handicap de 3,45% en 2010 à 4,71% en 2012 par la progression des recrutements : 9 en 2010, 24 en 2011 et 30 en 2012.

## Rapport du salaire de base des hommes et de celui des femmes par catégorie professionnelle

	2012
Ratio H/F cadre (salaire moyen par sexe)	1,15
Ratio H/F non cadre (salaire moyen par sexe)	1,07

## Dispositif relatif au congé parental dans l'entreprise

	2012
Nombre de salariés féminins ayant bénéficié d'un congé parental lors du dernier exercice	21
Nombre de salariés masculins ayant bénéficié d'un congé parental lors du dernier exercice	0
Nombre de salariés féminins étant revenues au travail après avoir bénéficié d'un congé parental	7
Nombre de salariés masculins étant revenus au travail après avoir bénéficié d'un congé parental	0

## Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

Indicateur	2012
Nombre de salariés handicapés hors ESAT	68
Taux d'emploi de salariés handicapés avec minoration + ESAT sur l'effectif total	4,71%

### 1.1.2.3 Relations sociales et conditions de travail

#### Santé et sécurité au travail

La Banque Populaire Atlantique s'est organisée pour traiter les questions de santé et de sécurité au travail. Cette mission est confiée au service Administration du personnel en relation avec les Responsables Ressources Humaines, le CHSCT, les médecins du travail et assistantes sociales le cas échéant. La Banque Populaire Atlantique recourt à des experts externes tels que des ergonomes, informaticiens spécialistes des logiciels visuels, ou encore des experts de la déficience auditive. Sous l'impulsion coordonnée du CHSCT et de la DRH, les problématiques identifiées donnent lieu à des mesures d'améliorations. En 2012, les principales mesures prises ont été le travail sur l'ergonomie des nouveaux postes de travail, la fluidité des informations entre les acteurs lors d'agressions verbales, la mise en place de dispositifs d'écoute et de soutien psychologique individuels et collectifs.

Description du bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail :

le comité, issu de l'accord sur le bien être au travail, réunissant élus, médecin du travail, assistante sociale, collaborateurs, a partagé à 2 reprises en 2012 les éléments principaux relatifs à la santé et sécurité au travail et réfléchi principalement aux indicateurs pertinents permettant de détecter les points de vigilance et suivre les avancées au sein de l'entreprise.

#### Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité

	2012
Nombre d'accidents du travail recensés sur l'exercice	10
Nombre d'accidents mortels recensés sur l'exercice	0
Nombre de journées de travail perdues	726

#### Relations sociales

Promouvoir le dialogue social fait partie des valeurs fortes de la Banque Populaire Atlantique.

Au-delà de l'organisation légale qui rythme le dialogue social en entreprise, la Banque Populaire Atlantique a mis en place de nombreuses réunions participatives ou comités de pilotage des accords d'entreprise comme par exemple pour l'accord sur le bien être au travail, de même que des échanges complémentaires réguliers avec la Direction Générale. Les instances sociales bénéficient d'un espace dédié sous intranet accessible à l'ensemble des collaborateurs avec notamment l'accès en ligne aux procès-verbaux du Comité d'Entreprise (CE) ainsi qu'au site du CE par un icône dédié présent sur la page d'accueil du site de la Banque.

Par ailleurs, tous les 2 ans un baromètre social est réalisé auprès de tous les collaborateurs. Une restitution leur en est faite avec partage du plan d'actions qui en découle.

#### Bilan des accords collectifs signés par l'entreprise

Lors de l'exercice 2012, la Banque Populaire Atlantique a signé 4 accords collectifs avec les partenaires sociaux représentants du personnel et décliné 2 plans d'action relatifs à l'accord de branche GPEC : égalité professionnelle et seniors.

	2012
Nombre d'accords collectifs signés au cours de l'exercice relatifs à l'épargne salariale	0
Nombre d'accords collectifs signés au cours de l'exercice relatifs à la formation	0
Nombre d'accords collectifs signés au cours de l'exercice relatifs à la rémunération	1
Nombre d'accords collectifs signés au cours de l'exercice relatifs au temps de travail	3

Ces accords viennent compléter les accords collectifs existants sur :

- La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences
- La formation
- La rémunération
- Le temps de travail
- Le bien être au travail

#### % de salariés couverts par la convention collective de l'entité

	2012
% de salariés couverts par une convention collective	100

#### Absentéisme et heures supplémentaires

	2012
Heures supplémentaires (heures)	275
% d'absentéisme	7,19

### 1.1.2.4 Promotion et respect des conventions de l'OIT

Dans le cadre de ses activités, la Banque Populaire Atlantique s'attache au respect des stipulations des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) :

- Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective. La Banque Populaire Atlantique veille au respect des règles relatives à la liberté d'association et aux conditions de travail.
- Elimination du travail forcé ou obligatoire et abolition effective du travail des enfants. Conformément à la signature et aux engagements pris dans le cadre du Global Compact, la Banque Populaire Atlantique s'interdit de recourir au travail forcé, au travail obligatoire ou au travail des enfants au sens des conventions de l'OIT.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique Achats, la Banque Populaire Atlantique fait référence à sa politique Développement Durable, aux règles énoncées dans le Global Compact ainsi qu'aux textes fondateurs que sont la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et les conventions internationales de l'OIT. Les fournisseurs s'engagent à respecter ces textes dans les pays où ils opèrent, en signant les contrats comportant une clause spécifique s'y référant.

### I.1.3 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

#### I.1.3.1 Démarche environnementale

La démarche environnementale de la Banque Populaire Atlantique comporte deux volets principaux :

- Le soutien à la croissance verte

L'impact majeur des banques en matière d'environnement est principalement indirect, à travers les projets qu'elles financent. Consciente de ces enjeux, la Banque Populaire Atlantique a l'ambition de prendre part au projet du Groupe des Banques Populaires d'être un acteur de référence de la croissance verte. Il s'agit, d'une part, d'accompagner l'émergence de filières d'entreprises en pointe sur les éco-activités (assainissement de l'eau, recyclage et valorisation énergétique des déchets, dépollution des sites, énergies renouvelables) mais aussi de soutenir l'évolution de certains secteurs vers une politique de mieux-disant environnemental, en particulier les transports, l'agriculture et le bâtiment.

- La réduction de l'empreinte carbone qui permet une maîtrise des impacts de l'activité sur l'environnement (gestion des déchets, utilisation durable des ressources...).

Outre les impacts indirects de ses activités de financement, la Banque Populaire Atlantique génère, dans son activité quotidienne, des impacts directs sur l'environnement. En tant que banque disposant d'un réseau commercial, les enjeux portent principalement sur les déplacements, les bâtiments et les consommables : réduire les postes de consommation, augmenter la part des ressources renouvelables et améliorer le recyclage en aval sont les objectifs majeurs.

Parmi les faits marquants 2012 :

- Dans le cadre de la labellisation LUCIE, la Banque s'est engagée en 2012 à réduire les nuisances environnementales liées à ses activités. Pour cela elle a lancé un nouveau plan de déplacements entreprise sur l'ensemble de ses sites.
- 2012 a vu la création d'une nouvelle structure, Atlantique Environnement, dont la mission consiste à accompagner les clients entreprises, professionnels ou agriculteurs de la Banque dans le cadre de financements de projets environnementaux.

Au niveau du Groupe BPCE :

- Le second colloque consacré à la croissance verte et responsable organisé par BPCE a porté sur le thème du financement de l'efficacité énergétique. Il a rassemblé plusieurs centaines de clients et de décideurs politiques dont plusieurs invités par la Banque Populaire Atlantique.

Il a permis d'exposer le choix de BPCE par la Commission Européenne pour devenir la première banque en Europe et sur la France à relayer les objectifs d'économie d'énergie à travers des financements locaux verts du programme Elena-KFW.

#### I.1.3.2 Soutien à la croissance verte

La Banque Populaire Atlantique fournit à toutes ses clientèles des solutions de financements « verts », depuis les projets de clients particuliers jusqu'aux projets de plus grande ampleur pouvant requérir l'intervention de Natixis, filiale du Groupe BPCE.

#### Les solutions aux particuliers

La Banque Populaire Atlantique développe ainsi une gamme de « prêts écologiques » destinés aux particuliers pour faciliter l'acquisition de véhicules propres ou peu polluants, ou permettre l'amélioration de l'habitat, notamment pour le financement des travaux d'économie d'énergie. Elle soutient également les professionnels en leur offrant des services et des solutions de financements sur-mesure pour leurs initiatives en matière d'économie d'énergie et de lutte contre le réchauffement climatique...

- Crédit : Prevair, PROVair, Autovair, Eco Ptz
- Epargne : Codevair, Livret Développement Durable

Prêts verts (2012)	Nombre (stock)	Encours (k€)
Prevair (ressources LDD)	1 239	9 494
Prevair (ressources Codevair)	244	7 591
<b>Total Prevair</b>	<b>1 483</b>	<b>17 085</b>
Prevair Auto	65	714
Eco PTZ	1 389	16 460
PROVair	114	10 625

Epargne verte (2012)	Nombre (stock)	Encours (k€)
Livret Développement Durable	93 662	386 378
Livret Codevair	98	1 137

#### Les solutions aux artisans, PME, agriculteurs et institutionnels

La Banque Populaire Atlantique accompagne historiquement le développement économique des entreprises régionales. Elle le fait spécifiquement dans des offres de services clefs en main tels que le prêt PROVair.

Une nouvelle structure, Atlantique Environnement, a également été mise en place pour intervenir dans le cadre de l'accompagnement et du financement de projets environnementaux portés par les clients entreprises, professionnels ou agriculteurs de la Banque. Elle valide la bonne articulation des aspects techniques, juridiques, réglementaires et économiques des projets et s'assure de la pertinence du montage financier proposé. 60 projets ont été étudiés en 2012 dont 50% concernant l'énergie solaire photovoltaïque, pour une puissance cumulée de 71 Mw.



## Projets de grande envergure

Pour les projets de plus grande envergure nécessitant des ressources financières significatives, tels que l'éolien, le biogaz ou la biomasse, la Banque Populaire Atlantique s'appuie sur le savoir-faire de Natixis qui intervient dans des projets publics comme privés, via ses activités de financements ou de crédit-bail (notamment au travers de sa filiale Natixis Energéo, spécialisée dans le financement des énergies renouvelables).

## Contribution aux initiatives régionales en faveur de la croissance verte

La Banque Populaire Atlantique contribue au développement d'une expertise des éco filières en région qui profite à une dynamique du réseau national des Banques Populaires en valorisant la responsabilité sociale et environnementale :

- participation aux forums régionaux sur les énergies renouvelables/écoclusters, clubs d'entreprises ;
- partenariat sur des événementiels consacrés au développement durable et à la RSE ;
- partenariat universitaire/ESC/Chaire sur la thématique développement durable...

Le principal défi aujourd'hui est de faire coïncider les outils bancaires de soutien à la croissance verte au réel besoin de l'économie locale.

Pour cela, le groupe des Banques Populaires développe des ressources bancaires locales (livrets verts), des fonds de garantie verts et les crédits carbone à l'échelle domestique pour en faciliter l'accès aux PME.

BPCE est reconnu aujourd'hui comme l'établissement où s'est créée une innovation forte sur la question du financement du développement durable en général et de la croissance verte en particulier. Il est par exemple à l'origine du premier livret vert en 1999, du premier prêt écologique en 1990, du premier éco-prêt à taux zéro régional en 2004, des premiers éco-prêts bonifiés régionaux couplés à la valorisation des certificats d'économie d'énergie en 2007 ou encore de la première SOCAMI adaptée à la garantie des financements d'efficacité énergétique dans les copropriétés privées en 2012.

### 1.1.3.3 Réduction de l'empreinte carbone

Consciente des enjeux inhérents au changement climatique et à la pénurie énergétique, la Banque Populaire Atlantique poursuit la mise en œuvre de différentes actions visant :

- à réduire sa consommation d'énergie et améliorer l'efficacité énergétique de ses bâtiments ;
- à inciter ses collaborateurs à limiter leurs consommations d'énergie sur les principaux sites de l'entité.

En 2012, le total des dépenses d'énergie se répartit comme suit :

#### Les dépenses d'énergie

	2012
Montant total des dépenses liées à l'électricité (K€)	462
Montant total des dépenses de gaz naturel (K€)	60
Montant total des dépenses liées au fioul domestique (K€)	0
Montant total des dépenses liées aux autres énergies (K€)	0

En 2012, le total des consommations d'énergie est évalué à 6 253 203 kWh et se répartit comme suit :

#### Les consommations d'énergie

	2012
Consommation totale d'énergie finale (en kWh)	6 253 203
Part d'ENR dans la consommation totale d'énergie finale (éolien, photovoltaïque, géothermie, biomasse...) (en kWh)	0
Consommation totale d'énergie par m <sup>2</sup> (en kWh/m <sup>2</sup> )	91,17
Consommation totale de fioul (en litres)	0
Consommation totale d'électricité (en kWh)	4 714 941
Consommation totale de gaz (kWh PCS Pouvoir calorifique supérieur)	1 538 462

Dans le cadre de sa démarche RSE, la Banque Populaire Atlantique a défini un plan d'action concernant les consommations d'énergie de ses bâtiments.

Un tableau de bord des consommations a été créé en 2012 afin d'avoir une vision objective de la situation et de déterminer les objectifs prioritaires en matière de performance environnementale. Une réflexion est engagée pour mettre en place un bilan carbone simplifié par site afin de mieux suivre les consommations, prioriser les interventions et travaux d'amélioration et sensibiliser les collaborateurs aux problématiques environnementales.

Par ailleurs, un « plan travaux » lancé en 2012 prévoit la réfection de 30% des agences d'ici fin 2014. L'objectif de réduction des consommations énergétiques est intégré à ce plan.

Parmi les actions définies et mises en place, citons notamment :

- Le système d'éclairage automatique en fonction de la luminosité extérieure qui équipe le siège social. En complément, l'utilisation d'ampoules basse consommation, d'énergie renouvelable est étudiée chaque fois que possible lors des travaux (lampadaires solaires avec détecteur de mouvement et lampadaires éoliens pour les parkings extérieurs, LED sur signalétiques agences...)
- Une procédure de veille des postes informatiques est en place sur l'ensemble des postes informatiques des agences.
- L'isolation des bâtiments est étudiée lors de chaque chantier de rénovation.
- Un plan de sensibilisation des collaborateurs aux gestes éco-responsables est en cours afin de limiter les consommations énergétiques.

#### Mesures prises pour réduire les consommations d'énergie liées aux transports

##### Transports professionnels

Afin de mieux gérer les consommations d'énergies liées aux déplacements de ses salariés, la Banque Populaire Atlantique a lancé un Plan de Déplacements Entreprise (PDE) pour l'ensemble de ses sites. Ce PDE a donné lieu à un plan d'actions lié au transport de ses salariés lors de leurs déplacements professionnels.

Ainsi :

- Une incitation à covoiturer est intégrée à toutes les invitations à participer à une réunion ou une formation. Un site covoiturage est mis à disposition sur l'intranet de la Banque.
- Le développement des formations à distance (e-Learning, classes virtuelles) et la réalisation de formations décentralisées sont des objectifs intégrés au plan de formation.
- Le nomadisme (accès au serveur informatique à distance) est testé sur une partie des conseillers de clientèle.
- La Banque travaille régulièrement sur la baisse de l'intensité carbone de la flotte de véhicules possédés et en location longue durée.
- Les téléconférences et visioconférences sont priorisées chaque fois que possible.

Indicateurs	2012
Consommation totale essence en voitures de fonction (litres)	0
Consommation totale gazole en voiture de fonction (litres)	118 475
Déplacements professionnels en voiture personnelle (km)	3 903 469
Déplacements professionnels en train (km)	1 331 944
Déplacements professionnels avion court courrier (km)	494 436
Déplacements professionnels avion long courrier (km)	0
Nombre de sites disposant d'un PDE	162
Nombre de salariés concernés par ces PDE	1 438

## Changement climatique

### La réduction de l'empreinte carbone

La Banque Populaire Atlantique réalise depuis 2011 un bilan de ses émissions de gaz à effet de serre, en utilisant un bilan carbone sectoriel unique au réseau Banque Populaire dédié à l'activité de banque et développé par BPCE.

L'outil concentre 50 questions centrales pour la banque. Il est actualisé annuellement et utilisé comme indicateur de suivi. Il a été utilisé pour répondre aux nouvelles obligations réglementaires de la loi dite "Grenelle II" (Article 75 et 225) en aidant la Banque Populaire Atlantique à réaliser un inventaire de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) sur l'année de référence 2011. La Banque Populaire Atlantique a pu répondre à l'obligation d'envoyer cet inventaire au préfet de région au 31 décembre 2012.

### Calcul des émissions de CO2

	2012
Émissions totales, directes ou indirectes, de gaz à effet de serre (scope 1 et 2) en tonnes équivalent CO2	897
Autres émissions totales indirectes, de gaz à effet de serre (scope 3) en tonnes équivalent CO2	9 370

## Les fluides et gaz frigorigènes (cf. bilan carbone ®)

	2012
Quantité d'émissions de gaz frigorigènes de type CFC (Teq. CO2)	0
Quantité d'émissions de gaz frigorigènes de type HCFC (Teq.CO2)	0
Quantité d'émissions de gaz frigorigènes de type HFC (Teq.CO2)	5,9

Le bilan carbone a permis de faire un état des lieux de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre de la banque. Les postes les plus consommateurs d'énergie et émetteurs de gaz à effet de serre identifiés sont :

- les transports,
- les bâtiments,
- les services achetés.

En ce qui concerne les émissions de GES, le poste le plus significatif pour la Banque Populaire Atlantique est celui des transports qui représente 36% du total des émissions de GES émises par l'entité.

### 1.1.3.4 Pollution, gestion des déchets, utilisation durable des ressources et protection de la biodiversité

#### Pollution et gestion des déchets

La Banque respecte la réglementation relative au recyclage et s'assure de son respect par ses sous-traitants en matière :

- de déchets issus de travaux sur ses bâtiments ;
- de déchets électroniques et électriques (DEEE) ;
- de mobilier de bureau ;
- d'ampoules ;
- de gestion des fluides frigorigènes ;
- de consommables bureautiques (papier, imprimés, cartouches d'encre...).

#### Déchets liés à l'activité bancaire

	2012
Montant total des dépenses liées au service de nettoyage (K€ HT)	1 112
Montant total des dépenses liées au service de gestion des déchets (k€ HT)	42
Quantité de déchets industriels banals (DIB) (papier, consommable bureautique, cartouches, toners...) (tonnes)	201,46
Quantité de déchets industriels spéciaux (tubes fluorescents, néons, DEEE, piles...) (DIS) (tonnes)	2,5
Quantité de déchets produits par l'entité (tonnes)	203,96
Quantité totale de déchets recyclés (tonnes)	118,36

La Banque Populaire Atlantique anticipe la réglementation "Grenelle" relative à la pollution lumineuse en remplaçant les sources lumineuses de ses enseignes par l'ajustement de la programmation de ses éclairages. Plusieurs actions ont été initiées sur le dernier exercice et notamment :

- Mise en place de systèmes économes en énergie (basse tension, LED...) pour les enseignes du réseau d'agences,
- Mise en place de régulateurs, de type minuteries, détecteurs de présence ou variateurs de lumière.

**Utilisation durable des ressources****Consommation de papier et matériels bureautiques**

	2012
Consommation totale de papier (en tonnes)	130,88
Consommation totale de papier (kg) sur effectif total (kg/ETP)	91,02
Consommation totale de papier recyclé ou papier labélisé FSC ou PEFC (en kg) sur effectif total (kg/ETP)	80,66
Consommation totale de papier recyclé ou papier labélisé FSC ou PEFC (en tonnes)	116
Total en tonnes de papier achetés recyclés sur le total en tonnes de papier achetés (%)	89
Quantité de cartouches et de toners recyclés (en nombre)	4 445
Quantité de tubes fluorescents au néon collectés (en kg)	162
Poids des piles collectées (en tonnes)	494
Quantité de matériels électriques ou électroniques (DEEE) collectés (en tonnes)	1,85

**Gestion de l'eau**

La Banque n'a pas à proprement parler un impact important sur les consommations et rejets d'eau hors des usages domestiques. Cependant plusieurs initiatives existent pour réduire la consommation en eau, un bien rare. Des économiseurs d'eau ont ainsi été installés dans l'ensemble des sites de la Banque permettant de réduire de près de 30% la consommation en eau potable.

**Consommation d'eau**

Indicateurs	2012
Montant total des dépenses liées à l'eau (K€ HT)	40
Consommation totale d'eau (en m³)	15 984
Volume de récupération des eaux pluviales (en m³)	0

**Gestion de la biodiversité**

La biodiversité est prise à égale importance que les autres composantes de la politique environnementale de la Banque Populaire Atlantique. Cependant, contrairement à des facteurs comme le carbone, les travaux d'intégration de la biodiversité dans la pratique bancaire sont moins poussés.

Au niveau du management, pour assurer une acculturation des salariés à cette problématique, une cartographie de l'implantation des Banques Populaires dans les parcs naturels régionaux est prévue pour 2013 par BPCE. Même si l'activité bancaire n'engendre pas d'impact significatif direct sur la biodiversité, cette étude est pensée pour connaître la proportion d'agence en zone naturelle d'intérêt et étudier si des mesures peuvent être prises pour faciliter l'intégration de mesure de protection de la biodiversité dans les travaux de rénovation (nichoirs, ruchers...)

Au niveau de la pratique bancaire, la biodiversité peut impacter l'activité de certains des clients et des projets. De rares opérations de protection de la biodiversité sont identifiées à travers des activités de financement. Ils préfigurent de l'intégration future de la biodiversité dans l'activité

bancaire. Un premier pas avait été franchi par la Caisse des Dépôts et Consignations en France à travers un fonds de compensation de la biodiversité et relayé lors du sommet sur la biodiversité à Nagoya. Un second vient d'être franchi lors de la conférence Rio +20 par un groupe de banques de marché portant essentiellement sur un engagement concernant le capital naturel. Il s'agit pour elles d'analyser la politique des entreprises en faveur de la biodiversité à travers leur activité d'Asset Management. Malgré ces avancées les travaux ne sont pas encore avancés pour intégrer la biodiversité dans l'activité de financement. BPCE assure une veille sur ce sujet pour le compte du Groupe.

La Banque Populaire Atlantique s'intéresse à cette thématique dans le cadre du soutien des projets de protection de la nature par le biais de sa Fondation d'Entreprise. Ainsi, la Fondation d'Entreprise s'est engagée en 2012 auprès de la Ligue pour la Protection des Oiseaux.

**1.1.3.5 Gestion des risques environnementaux**

Du fait de son activité tertiaire, la Banque Populaire Atlantique ne génère pas de risque écologique fort à travers son activité d'entreprise. Les risques environnementaux sont essentiellement liés à l'activité du métier bancaire. Ce risque survient en cas de non prise en compte des critères écologiques dans les projets économiques. En France, cette prise en considération est assurée à travers la loi. De plus les entreprises ou équipements présentant un risque pour l'environnement sont couverts par la réglementation dite "ICPE" (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement). La Banque Populaire Atlantique est concentrée sur le financement des entreprises du territoire régional qui, hors exception, sont surtout des professionnels et des PME, non impliqués dans les projets écologiquement controversés.

**1.1.4 INFORMATIONS SOCIÉTALES****1.1.4.1 Partenaire durable de développement local****Ancrage territorial et proximité**

Etablissement de crédit de plein exercice, jouissant d'un pouvoir de décision en local, la Banque Populaire Atlantique incarne la présence bancaire au plus près des besoins de l'économie régionale. Cette présence territoriale est pilotée par une gouvernance coopérative, représentative de ses clients, qui se combine avec de forts liens avec les acteurs économiques locaux : particuliers, PME-PMI, institutionnels, collectivités territoriales.

Attentive à maintenir une forte présence sur son territoire, et après l'ouverture de 3 nouvelles agences sur Nantes, Pouzauges et Arradon, la Banque Populaire Atlantique compte fin 2012 plus de 170 sites agences.

Elle s'attache également à rendre ses services accessibles aux personnes en situation de handicap. Le premier engagement est la mise en conformité avec l'obligation légale d'assurer l'accessibilité des lieux publics aux personnes handicapées : à ce jour, 90 % des agences remplissent cette obligation.

Au-delà, la Banque Populaire Atlantique a mis en place de multiples initiatives en faveur de l'accès des personnes en situation de handicap aux services bancaires. Elle propose ainsi gratuitement aux personnes malvoyantes de recevoir leurs relevés de compte en braille.

Depuis 2009, la Banque Populaire Atlantique propose des produits spécifiquement conçus pour les personnes handicapées, afin par exemple de les aider à équiper et aménager leur habitat de manière adaptée. Elle accompagne également les professionnels accueillant du public dans la mise aux normes d'accessibilité de leurs locaux.

En outre, elle développe depuis janvier 2012 un service, baptisé Acceo, en faveur des personnes sourdes et malentendantes. Cet outil gratuit permet aux clients concernés une mise en relation simplifiée via l'e-agence, passant par la médiation d'un interprète ou par une retranscription simultanée en texte des propos du chargé de clientèle et du client.

En 2012, elle a sensibilisé l'ensemble de ses salariés à l'accueil de personnes en situation de handicap. Par ailleurs, la Banque a directement favorisé l'emploi des personnes handicapées sur leur territoire en sensibilisant et conseillant les entreprises ou en proposant aux personnes handicapées des simulations d'entretiens d'embauche.

En matière d'emploi, la Banque Populaire Atlantique recrute principalement dans sa région. Elle contribue et participe notamment à la vitalité du bassin de l'emploi des plus jeunes, au travers de la politique qu'elle mène en faveur de l'alternance - contrat d'apprentissage ou de professionnalisation - et ses actions de tutorat :

- partenariat Écoles/universités ;
- développement de l'apprentissage/alternance (33 contrats en 2012) ;
- tutorat junior & senior (50 actions de tutorat en 2012).

	2012
Nombre d'agences / centre d'affaires	160
Surface totale des bâtiments de l'entité	68 592
Surface totale des bâtiments administratifs de l'entité (Siège)	28 767
Surface totale des agences et centres d'affaires de l'entité	39 825
Nombre d'immeubles HQE ou éco-labellisés	0
Nombre d'agences accessibles PMR	158
% d'agences accessibles PMR sur la totalité des agences de l'entité	90,29 %

### Financement du développement local

La Banque Populaire Atlantique, par sa structure coopérative, est historiquement liée au financement du développement économique local. Sa responsabilité première est de soutenir les initiatives régionales qui alimentent le dynamisme des territoires, mais aussi de les accompagner en période de crise.

L'année 2012 a été marquée par un contexte économique particulièrement tendu. En dépit de cette crise, la Banque Populaire Atlantique s'est efforcée de poursuivre une politique de financement soutenue concrétisée par 666 millions d'euros de crédits aux entreprises pour le financement de leurs investissements.

### 1.1.4.2 Inclusion financière

La Banque Populaire Atlantique a établi des liens privilégiés avec les réseaux d'aide à la création d'entreprise et les organisations économiques en régions : abondement des Fonds de prêts d'honneur et prêts en complément d'Initiative France, soutien au Réseau Entreprendre, de BGE (ex-Boutiques de Gestion). Elle appuie également en compétence bancaire les Chambres de commerce et d'Industrie, et les Chambres des métiers et de l'artisanat.

Les Banques Populaires privilégient le financement du microcrédit professionnel. En 2012, elles demeurent le 1<sup>er</sup> financeur/partenaire bancaire de l'ADIE, l'Association pour le Développement par l'Initiative Economique, avec 29 % de couverture de ses besoins globaux de refinancement, représentant 13,9 M€ de lignes de crédits accordés à taux préférentiels. Les Banques Populaires ont également abondé à hauteur de 45 K€ chacune le Fonds de Prêts d'Honneur pour les Jeunes mis en place il y a un an par l'Adie et cofinancent avec leur fédération des Agences de Proximité et les Espaces Adie Conseil. Les Banques Populaires décaissent directement des microcrédits avec la garantie de France Active et accordent des prêts complémentaires aux Fonds de prêts d'honneur d'Initiative France.

Les Banques Populaires sont également, grâce à leurs deux Chaires Audencia Nantes et Dijon, des acteurs incontournables de la recherche en microfinance en France.

En complément des actions du Groupe, la Banque Populaire Atlantique a mis en place en 2012 une structure spécialisée en microfinance composée de conseillers de clientèle professionnelle référents. Elle a également développé des produits spécifiquement conçus pour les micro-entrepreneurs à des tarifs préférentiels.

Sur les départements de la Loire Atlantique, de la Vendée et du Maine et Loire, la Banque a participé à plus de 50% des besoins de financement de l'ADIE.

Sur la période 2008-2012, la Banque Populaire Atlantique a financé 447 entreprises accompagnées par le FONDES (réseau France Active) créant ainsi 676 emplois sur les Pays de la Loire.

Pour compléter ces actions liées au microcrédit professionnel, la Banque prévoit créer en 2013 un dispositif de microcrédits personnels accompagnés.

Enfin, la Banque Populaire Atlantique soutient, à travers la Fédération Nationale des Banques Populaires, des initiatives d'éducation financière, notamment par l'adhésion à l'association Finance et Pédagogie et le partenariat avec l'Adie en vue d'encourager l'épargne chez les jeunes.

Prêts solidaires	Nombre (stock)	Encours (k€)
Microcrédits personnels accompagnés (garantie FCS)	0	0
Microcrédits professionnels (garantie France Active)	44	534 (montant accordé)
Microcrédits professionnels (ADIE)	209	549 (encours restant au 31/12)

#### 1.1.4.3 Politique de mécénat et de partenariat

Les Banques Populaires s'engagent dans de nombreuses actions en faveur de la société civile dans de multiples domaines. En 2012, leurs actions de mécénat et de partenariats non-commerciaux se sont particulièrement orientées en faveur de l'autonomie des individus :

- sur le plan économique au travers de l'aide à la création d'entreprise, de l'insertion par l'activité, de la microfinance,
- sur le plan éducatif, avec des actions en faveur de l'accès à la connaissance et du développement de la recherche.

Afin d'agir plus efficacement en faveur de l'intérêt général sur son territoire et de structurer sa démarche de mécénat, la Banque Populaire Atlantique s'est dotée de sa propre fondation. Elle est aujourd'hui l'un des premiers mécènes des régions Pays de la Loire et Bretagne. En 2012, près de 400 K€ ont été consacrés au soutien de projets solidaires, environnementaux ou culturels du territoire de la Banque Populaire Atlantique, et 70 K€ aux projets nationaux menés par la Fondation d'entreprise des Banques Populaires.

#### Les partenariats nationaux du réseau Banque Populaire

En soutien aux Banques Populaires sur leur territoire, la Fédération Nationale des Banques Populaires insuffle et porte une politique de partenariats et de mécénat qui se décline autour de l'axe « Libérer l'envie d'entreprendre ». Elle a pour priorités d'action la microfinance, l'éducation et l'emploi-insertion. Les principaux partenaires de la Fédération Nationale des Banques Populaires sont l'Adie, la Chaire Banque Populaire en microfinance à Audencia Nantes, la Chaire Banque Populaire en microfinance à l'ESC Dijon, le Centre des Jeunes Dirigeants, Entreprendre pour Apprendre et la Fondation de la Deuxième Chance. La Fédération Nationale des Banques Populaires est également membre du Réseau Européen de Microfinance et de Finance et Pédagogie et est à l'origine de la création de l'Association Française de Microfinance.

#### La Fondation d'Entreprise Banque Populaire

Depuis 1992, la Fondation est l'instrument de mécénat des Banques Populaires dans les domaines de la culture et de la solidarité. Rattachée en 2009 à la Fédération Nationale des Banques Populaires, elle s'engage dans 3 domaines : la musique, le handicap et l'artisanat d'art.

La Fondation bâtit son action autour de 2 principes : solidarité et envie d'agir. Elle a pour objectif de découvrir des individus volontaires ayant des projets de vie originaux en accordant la priorité au talent, à la créativité et à l'engagement.

Depuis toujours, la Fondation Banque Populaire aide les jeunes instrumentistes et compositeurs à bâtir leur carrière et à se faire connaître du grand public. Elle a ainsi déjà accompagné 196 instrumentistes et 21 compositeurs.

Elle agit également pour la reconnaissance des talents de personnes en situation de handicap et leur intégration concrète au sein de la société. Le soutien qu'elle leur accorde leur permet de réaliser leurs projets de vie et de donner un sens nouveau à leur existence. 360 personnes en situation de handicap ont déjà bénéficié de ce soutien.

En 2013, la Fondation Banque Populaire s'ouvrira aux jeunes artisans d'art talentueux. Elle entend ainsi révéler la richesse et la diversité de leurs savoir-faire et les encourager dans leurs projets de vie.

#### La Fondation d'Entreprise Banque Populaire Atlantique

Créée en 2010, la Fondation d'Entreprise Banque Populaire Atlantique a pour objet de soutenir les actions d'intérêt général vers les associations, les personnes physiques ou morales s'inscrivant dans 3 catégories :

- humanitaire, social, éducatif, visant notamment à favoriser le renforcement du lien social, l'échange et la solidarité, la lutte contre l'exclusion et le handicap.
- environnemental, en faveur de la préservation de la planète, de la protection de la nature et la lutte contre le réchauffement climatique.
- culturel régional et la sauvegarde du patrimoine.

Depuis sa création, ce sont plus de 400 projets qui ont été soutenus et près de 1 000 K€ de dons qui ont été versés.

#### 1.1.4.4 Finance solidaire et Investissement Socialement Responsable (ISR)

Au-delà de son activité de financement de l'économie locale et de ses actions d'engagement sociétal, la Banque Populaire Atlantique propose différents produits d'Investissement Socialement Responsable (ISR) afin de répondre aux attentes des clients soucieux de l'impact de leurs décisions d'investissement. Il s'agit notamment de la gamme de placements éthiques gérée par Natixis Asset Management, pionnier de l'ISR en France, qui couvre l'ensemble des différentes approches ISR : intégrées, thématiques, éthiques et solidaires. Les labels Finansol et Novethic attribués à certains de ces fonds témoignent de la qualité de cette gamme.

Indicateurs	2012
Encours total Fonds ISR proposés (K€)	9 407

#### 1.1.4.5 Politique achat, sous-traitance et fournisseurs

Axe majeur de sa politique RSE, la Banque Populaire Atlantique s'est engagée en 2012 à promouvoir la responsabilité sociétale de ses fournisseurs et sous-traitants et à favoriser la création de liens durables avec eux. Ces engagements se sont traduits par les actions suivantes :

- Identification des risques sociaux et environnementaux des principaux postes d'achats ;
- Création d'une charte fournisseur intégrant les principes du développement durable, en faisant référence au Global Compact ;
- Formation aux achats responsables de l'ensemble des acheteurs délégués de la Banque.

Par ailleurs, la Banque Populaire Atlantique, dans le cadre de sa démarche d'achats responsables, a poursuivi les actions engagées dans le cadre du programme national PHARE et a participé à un nouveau projet initié par BPCE visant à renforcer et à structurer sa démarche en la matière : le projet AgiR.

## Le projet AgiR (« AgiR, ensemble pour des Achats Responsables »)

Afin de fédérer ses entreprises autour de l'intégration des enjeux de RSE dans les Achats, le Groupe BPCE a lancé en septembre 2012 un projet nommé «AgiR, ensemble pour des Achats Responsables».

Principes clés du projet :

- Engager l'ensemble de la communauté Achats.

La participation de tous les acteurs clés des Achats – prescripteurs, fournisseurs, acheteurs – et de l'ensemble des entreprises du groupe est un facteur clé de succès d'AgiR et guide l'ensemble des actions du projet.

- Proposer une vision ambitieuse des Achats Responsables.

Soucieux de répondre à l'ensemble des enjeux RSE concernant les achats et afin de faciliter les échanges avec ses parties prenantes, le Groupe BPCE a choisi le cadre méthodologique de la norme internationale ISO 26000 sur la RSE et sa déclinaison pour la fonction achats, le référentiel français NF X50-135.

- Faire des Achats Responsables un levier de performance achats.

Dans l'ensemble de ses actions d'Achats Responsables, le Groupe BPCE met en œuvre les leviers RSE dans le souci constant d'atteindre une meilleure performance : meilleur coût complet sur le cycle de vie, amélioration de la qualité de service, meilleure gestion des risques réglementaires, opérationnels et d'image, contribution au renforcement du tissu économique local.

- Intégrer la RSE au quotidien des achats.

La RSE n'est pas considérée par le groupe comme une « révolution », mais plutôt comme une évolution, cohérente et progressive, de ses politiques et pratiques d'achats. Pour faciliter cette adaptation, le Groupe BPCE se base sur l'existant au sein de ses entreprises, facilite l'échange des bonnes pratiques, modifie ou crée des outils adaptés aux attentes et besoins des acteurs Achats.

## Le projet PHARE

Le projet "PHARE" (Politique Handicap et Achats REsponsables) a pour objectif d'augmenter le recours aux entreprises du secteur adapté et protégé "SA&P" (EA et ESAT).

Lancée depuis juillet 2010, ce dispositif est mené conjointement par les acteurs des filières Achats et référents handicap. Des ressources sont identifiées à la fois pour le pilotage au sein du GIE BPCE Achats et pour son déploiement au sein de chaque entreprise. La Banque Populaire Atlantique relaie cette action sur son territoire. Elle est suivie par le référent handicap et le responsable des achats.

Pour la Banque Populaire Atlantique, la Politique Handicap et les Achats REsponsables sont des enjeux forts de la démarche RSE engagée. Le recours aux entreprises du secteur adapté et protégé (SA&P) est un axe permettant de répondre à ces 2 enjeux. Pour l'année 2012, il représente l'équivalent de près de 3 emplois à plein-temps du fait notamment des prestations suivantes :

- L'achat des étuis Cartes Bleues et chéquiers,
- L'entretien des espaces verts,
- Les travaux de mise sous pli.

## Politique achats

Indicateurs	2012
Nombre d'unités bénéficiaires (ub) réalisées avec le « SA&P » secteur adapté et protégé	2,75
Chiffre d'affaire réalisé avec le SA&P (k€)	73

## Politique de sous-traitance

Le recours à l'intérim est relativement minime puisqu'il correspond à moins de 2 agents intérimaires en moyenne mensuelle, signe d'une recherche permanente de l'adéquation entre les postes, la charge de travail et les collaborateurs qui y sont affectés.

La Banque Populaire Atlantique veille par ailleurs à ce que les sous-traitants appliquent les dispositions légales relatives à la gestion de leur personnel. La direction des Achats intègre une mention portant sur les conditions de travail des sous-traitants dans tous les appels d'offres concernant les contrats de prestation de service. Cette mention est également présente dans tous les appels d'offres réalisés en direct par la Banque Populaire Atlantique.

## 1.1.4.6 Loyauté des pratiques

### Lutte contre la corruption

Dans le cadre du contrôle interne et en application de la Charte Conformité Groupe, la Direction Conformité de la Banque Populaire Atlantique applique les dispositifs de contrôle qui portent entre autres sur la lutte contre la corruption.

Ces dispositifs relèvent de :

- La Sécurité Financière : lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et lutte contre la fraude interne et externe.
- La Déontologie : procédure de remontée des alertes par les collaborateurs et procédure de déclaration des cadeaux et avantages reçus par les collaborateurs.

## Dispositif de formation aux politiques, procédures anti-blanchiment

Indicateur (en pourcentage)	2012
% de salariés formés aux politiques, procédures anti-blanchiment de l'entité	87 %

## La politique qualité

La Banque Populaire Atlantique a placé la satisfaction de ses clients au cœur de sa stratégie en créant en 2012 une Direction Centrale de la Qualité.

La mesure de la qualité de la relation client a été organisée ainsi que la mise en œuvre des dispositifs d'écoute des clients.

La Banque travaille à partir d'une enquête nationale de satisfaction client. Elle interroge tous les 2 mois des clients particuliers et professionnels de l'ensemble des agences. Les enquêtes de satisfaction portent aussi sur les clients entreprises et de gestion privée. Des enquêtes clients spécifiques sur des thèmes précis ont également été réalisées « Reconnaissance de la fidélité », « Banque facile », « Tarification », « Accompagnement client lors du changement de conseiller » etc. La Banque Populaire Atlantique a également ses propres enquêtes, déclinées par agence.



La Banque Populaire Atlantique assure la gestion des réclamations enregistrées et traitées.

L'ensemble de ces actions d'écoute des clients servent à construire des plans d'amélioration.

### Produits et services bancaires

Une procédure de validation des nouveaux produits et services bancaires et financiers destinés à la clientèle a été mise en place par BPCE en septembre 2010. Cette procédure, appliquée également à la Banque Populaire Atlantique, vise en particulier à assurer une maîtrise satisfaisante des risques liés à la commercialisation des produits auprès de la clientèle par la prise en compte, tant dans la conception du produit, les documents promotionnels que dans l'acte de vente des produits, des diverses exigences réglementaires en la matière.

Elle mobilise les différentes expertises existant au sein de la Banque (notamment juridique, finances, risques, systèmes d'information, conformité) dont les contributions, réunies dans le cadre du comité d'étude et de validation des nouveaux produits, permettent de valider chaque nouveau produit avant sa mise en marché.

Un dispositif analogue s'applique également aux processus de vente, notamment de vente à distance, ainsi qu'aux supports commerciaux utilisés de manière courante vis-à-vis de la clientèle.

Ni le groupe BPCE, ni la Banque Populaire Atlantique n'ont mis en place de dispositif d'étiquetage systématique de la RSE sur l'ensemble des produits bancaires proposés. Les produits à forte connotation RSE, produits environnementaux et produits solidaires et sociaux, sont placés dans une gamme spécifique afin d'être bien identifiés par les clients.

## I.1.5 TABLE D'ÉQUIVALENCE ENTRE LES DONNÉES RSE PRODUITES, OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES NATIONALES ET STANDARDS INTERNATIONAUX

Domaines	Loi. Article 225	Indicateurs GRI	Chapitre rapport RSE
<b>VISION ET STRATEGIE</b>			
Stratégie développement durable/ Stratégie RSE		I.2, 4.12, 4.8	I.1.1.1
Méthodologie de reporting RSE		I.8, 3.8, 3.9, 3.10, 3.12	I.1.1.2
<b>GOUVERNANCE</b>			
Organes d'administration, de direction et de surveillance		LA13, 4.5	2.3
<b>DIMENSION SOCIALE</b>			
<b>EMPLOI</b>			
L'effectif total et la répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique	Ia	LA1	I.1.2.1
Les embauches et les licenciements	Ia	LA2	I.1.2.1
Les rémunérations et leur évolution	Ia	LA14, EC5, LA12	I.1.2.1
<b>ORGANISATION DU TRAVAIL</b>			
L'absentéisme	Ib	LA7	I.1.2.3
L'organisation du temps de travail	Ib	LA9	I.1.2.3
<b>RELATIONS SOCIALES</b>			
L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information, de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci	Ic	LA9, LA4	I.1.2.3
Le bilan des accords collectifs	Ic	LA9, LA4	I.1.2.3
<b>SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL</b>			
Les conditions de santé et de sécurité au travail	Id	LA4, LA6	I.1.2.3
Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	Id	LA4, LA6	I.1.2.3
Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles	Id	LA7	I.1.2.3
<b>FORMATION</b>			
Les politiques mises en œuvre en matière de formation	Ie	LA10, LA11	I.1.2.1
Le nombre total d'heures de formation	Ie	LA10	I.1.2.1
<b>ÉGALITÉ DE TRAITEMENT</b>			
Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	If	LA11, LA14, LA15	I.1.2.2
La politique de lutte contre les discriminations	If	LA11, LA13	I.1.2.2
Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	If	LA13	I.1.2.2

Domaines	Loi. Article 225	Indicateurs GRI	Chapitre rapport RSE
PROMOTION ET RESPECT DES STIPULATIONS DES CONVENTIONS FONDAMENTALES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL RELATIVES			
Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	Ig	HR5	I.1.2.4
À l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession (pour les sociétés dont les titres sont admis aux négociations)	Ig	HR4	I.1.2.4
À l'élimination du travail forcé ou obligatoire	Ig	HR6	I.1.2.4
À l'abolition effective du travail des enfants	Ig	HR6	I.1.2.4
DIMENSION ENVIRONNEMENTALE			
POLITIQUE GENERALE EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE			
L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales, et le cas échéant les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	2a	I.2, 4.12, 4.8	I.1.1.1, I.1.3.1, I.1.3.2
Les actions de formation et d'information des salariés en matière de protection de l'environnement	2a	I.2, 4.12, 4.8	I.1.1.1, I.1.3.1, I.1.3.2
Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	2a	EN30	I.1.1.1, I.1.3.1, I.1.3.2, I.1.3.5
Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours	2a	4.9	I.1.3.5
POLLUTION ET GESTION DES DECHETS			
Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	2b	EN22, EN26, FS1	I.1.3.4
Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets ;	2b	EN22	I.1.3.4
La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité (nuisances lumineuses)	2b	EN22	I.1.3.4
UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES			
La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales;	2c	EN8, EN9, EN10	I.1.3.4
La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	2c	EN1, EN2	I.1.3.4
La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	2c	EN3, EN4, EN5, EN6, EN7	I.1.3.4
L'utilisation des sols	Du fait de son activité cet indicateur n'est pas pertinent		
CHANGEMENT CLIMATIQUE			
Les rejets de gaz à effet de serre	2d	EN16, EN17	I.1.3.3
L'adaptation aux conséquences du changement climatique	2d	EN19, EN18	I.1.3.3
PROTECTION DE LA BIODIVERSITE			
Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	2e	EN14, EN11, EN12, EN13	I.1.3.4
DIMENSION SOCIETALE			
IMPACT TERRITORIAL, ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE			
En matière d'emploi et de développement régional	3a	EC7, EC8, 2.8, FS8, FS13, FS7, FS14, FS16	I.1.4.1, I.1.4.2
Sur les populations riveraines ou locales	3a	FS8, FS7, FS14, FS16,	I.1.4.1
RELATIONS ENTRETENUES AVEC LES PERSONNES OU LES ORGANISATIONS INTERESSEES PAR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE			
Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	3b	4.1, 4.44, I34, I4, 4.14, 4.16	I.1.1.1, 2.3
Les actions de partenariat ou de mécénat	3b	SO1, SO9, SO10, 2.1	I.1.4.3
SOUS-TRAITANCE ET FOURNISSEURS			
La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	3c	EC5, EC6	I.1.4.5
L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	3c	HR2	I.1.4.5
LOYAUTE DES PRATIQUES			
Les actions engagées pour prévenir la corruption	3d	SO2, SO4	I.1.4.6
Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	3d	PR1	I.1.4.6

## 1.2 VALORISATION DU CAPITAL IMMATÉRIEL DE LA BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE

Activement engagée dans une démarche de Responsabilité Sociale d'Entreprise, reconnue avec la labellisation LUCIE obtenue en janvier 2012, la Banque Populaire Atlantique a également décidé de mesurer cette année son capital immatériel. Ce concept correspond à un nouveau courant de la finance moderne, qui consiste à prendre en compte et évaluer toutes les ressources dont l'entreprise a besoin pour créer de la richesse et que la comptabilité ignore. Les règles comptables sont en effet prudentes et considèrent que les ressources de l'entreprise qui sont fragiles ou dont la valeur est volatile ne peuvent être comptabilisées. Il se trouve que, ce faisant, une part importante de la valeur des entreprises (en moyenne 2/3 de la valeur totale) est occultée, alors que ces ressources, bien que fragiles (une marque, par exemple, ou encore un homme clé) peuvent avoir une valeur considérable pour l'entreprise.

### 1.2.1 POURQUOI VALORISER LE CAPITAL IMMATÉRIEL DE LA BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE ?

Les mobiles de cette initiative sont nombreux. Tout d'abord, la Banque Populaire Atlantique est convaincue que la Responsabilité Sociétale d'Entreprise et la recherche d'un développement durable, loin d'être des actions ponctuelles de communication, sont de véritables enjeux de long terme, facteurs de performance économique et sociale pour une entreprise. En second lieu, elle veut s'assurer en permanence qu'elle dispose des moyens de ses ambitions : si son capital client, son capital humain ou son capital de savoir-faire sont en mauvais état, alors son développement est en danger. Ensuite, la mesure précise de ce capital immatériel est préférable à une appréciation uniquement qualitative : cela permet la mise au point de plans de progrès pertinents, partagés par le conseil d'administration et l'ensemble des collaborateurs. Cette comptabilité nouvelle offre, par ailleurs, pour la Banque une opportunité de présenter en toute transparence à ses sociétaires une vision plus juste de la valeur de leur entreprise ce qui fait partie intégrante de son ADN. Enfin, si l'immatériel est important pour la Banque il l'est aussi pour ses clients. Cette première étape permet à la Banque d'explorer une intégration future de l'immatériel dans son cœur de métier de banquier.

### 1.2.2 MÉTHODE DE VALORISATION

Pour mesurer son capital immatériel, la Banque a été accompagnée par un cabinet externe spécialisé et indépendant, et elle s'est appuyée sur la méthode Thésaurus-Bercy publiée par l'Observatoire de l'immatériel à la demande du Ministère de l'économie et des finances. C'est le standard français en la matière.

Cette méthode classe l'ensemble des actifs de la Banque Populaire Atlantique en deux grandes familles :

- Les actifs de demandes, représentés par ses clients professionnels et entreprises (clients BtoB) et ses clients particuliers (client BtoC).
- Les actifs d'offres, au service de nos clients.

Chacun de ses actifs est décomposé en un ensemble de critères eux-mêmes qualifiés selon les normes de la méthode d'évaluation du capital immatériel

### 1.2.3 RÉSULTATS DE LA VALORISATION DU CAPITAL IMMATÉRIEL 2012 DE LA BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE

Sont présentés ici les résultats pour l'année 2012 de l'évaluation extra-financière de la Banque : les notes sont exprimées sur 20 et s'interprètent comme au baccalauréat (12/20 = mention assez bien). Ils montrent que la note de la Banque est satisfaisante (12,5/20). Elles révèlent des sources de grandes satisfactions : son capital sociétaire à 16,3, son capital territorial à 13,8, et son capital humain à 14,6. Elle doit, en revanche progresser par exemple sur son capital de savoir-faire en accroissant ses facteurs de différenciation.

Actifs de Demande	Clients BtoB dont sociétaires	11,2
	Clients BtoC dont sociétaires	12,8
	<b>Note actifs de demande</b>	<b>12,4</b>
Actifs d'Offre	Actif Sociétaires (gouvernance)	16,3
	Ressources Territoriales	13,8
	Actif Fournisseurs	12,6
	Actif Humain	14,6
	Actif Marque	12,2
	Actif Organisationnel	14,4
	Actif de Savoir	11,6
	Actif Système d'information	11,5
	Actifs Matériels	12,0
	<b>Note actifs d'offre</b>	<b>12,6</b>
	<b>Note totale Actifs Immatériels</b>	<b>12,5</b>

Illustration : pour chacun des actifs évalués, une carte de critères de valeur a été établie. Le capital humain de la Banque est montré en exemple. Il est constaté que toutes les notes relatives à l'encadrement, à la sérénité à l'engagement ou encore à la compétence des collaborateurs sont bonnes (NB : les valeurs en vert ne sont pas des notes sur 20 mais des coefficients qui améliorent les notes lorsqu'ils sont supérieurs à 1 et les dégradent sinon).



Après avoir été la première Banque Européenne dont la démarche RSE a été saluée par la remise du label de référence LUCIE, la Banque Populaire Atlantique est également la première banque à réaliser la valorisation de son capital immatériel, et à présenter et partager les résultats en toute transparence à l'ensemble de ses sociétaires et de ses parties prenantes dans son rapport annuel. Cette démarche étant un engagement de long terme, le bilan immatériel et son évolution seront désormais présentés chaque année dans le rapport annuel.

# 2 - RAPPORT DE GESTION

## 2.1 PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

### 2.1.1 DÉNOMINATION, SIÈGE SOCIAL ET ADMINISTRATIF

#### **Banque Populaire Atlantique**

(dite la « Société » ou la « Banque »)

**Siège social :** 1 rue Françoise Sagan  
44800 Saint Herblain

### 2.1.2 FORME JURIDIQUE

La Société est une société anonyme coopérative de banque populaire à capital variable enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro 857 500 227, régie par les articles L. 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires, la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les titres I à IV du livre II du code de commerce, le chapitre Ier du titre I du livre V et le titre III du code monétaire et financier, les textes pris pour leur application, ainsi que par les statuts.

### 2.1.3 OBJET SOCIAL

#### **La société a pour objet :**

- de faire toutes opérations de banque avec les entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ou libérales, à forme individuelle ou de société, et plus généralement, avec toute autre collectivité ou personne morale, sociétaires ou non, d'apporter son concours à sa clientèle de particuliers, de participer à la réalisation de toutes opérations garanties par une société de caution mutuelle constituée conformément à la section 3 du chapitre V du titre I du livre IV du code monétaire et financier, d'attribuer aux titulaires de comptes ou plans d'épargne-logement tout crédit ou prêt ayant pour objet le financement de leurs projets immobiliers, de recevoir des dépôts de toute personne ou société et, plus généralement, d'effectuer toutes les opérations de banque, visées au titre I du livre III du code monétaire et financier.
- d'effectuer toutes opérations connexes visées à l'article L. 311-2 du code monétaire et financier, fournir les services d'investissement prévus aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du code précité et exercer toute autre activité permise aux banques par les dispositions légales et réglementaires. A ce titre, elle peut notamment effectuer toutes opérations de courtage d'assurance et plus généralement d'intermédiation en assurance. Elle peut également exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, conformément à la réglementation en vigueur.

- d'effectuer tous investissements immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités, souscrire ou acquérir pour elle-même tous titres de placements, prendre toutes participations dans toutes sociétés, tous groupements ou associations, et plus généralement, effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la Société et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

### 2.1.4 DATE DE CONSTITUTION, DURÉE DE VIE

Immatriculée en date du 15 octobre 1957, la durée de la Société est fixée à 99 ans, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro 857 500 227.

### 2.1.5 EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de 12 mois du premier janvier au 31 décembre. Les documents juridiques relatifs à la Banque (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux) peuvent être consultés au greffe du tribunal de commerce de Nantes.

### 2.1.6 DESCRIPTION DU GROUPE BPCE ET DE LA PLACE DE L'ÉTABLISSEMENT AU SEIN DU GROUPE

La Banque Populaire Atlantique est affiliée à BPCE. Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constitué sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50% par les Banques Populaires. La Banque Populaire Atlantique en détient 2,19 %.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe. Il détermine aussi les orientations stratégiques et coordonne la politique commerciale du Groupe dont il garantit la liquidité et la solvabilité.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de Groupe. Il détient et gère les participations dans les filiales.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Banque Populaires et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

## 2.1.7 INFORMATION SUR LES PARTICIPATIONS, LISTE DES FILIALES IMPORTANTES

### 2.1.7.1 Ouest Croissance (SAS)

Le capital de Ouest Croissance, née en 1987 de l'association entre les Banques Populaires du Grand Ouest, est détenu à hauteur de 40,54% par la Banque Populaire Atlantique. Par ses prises de participation, Ouest Croissance soutient la stratégie de développement des entreprises, finance leur développement et leur transmission, et gère la conception de montages financiers sur-mesure.

Ouest Croissance gère un portefeuille de 160 participations, et est ainsi un acteur majeur du marché.

### 2.1.7.2 Portzamparc (SA)

Portzamparc, société de bourse et entreprise d'investissement, est un opérateur financier de rang national. Détenu à hauteur de 23,53% par la Banque Populaire Atlantique, Portzamparc est associée à B\*capital, entreprise d'investissement du groupe BNP Paribas, depuis le 1er février 2009, intégrant ainsi l'un des premiers groupes bancaires et boursiers au plan européen.

En 2012, Portzamparc a lancé le premier fonds obligataire mutualisé en France pour financer des PME/ETI cotées. Ce fonds a permis de collecter 60 millions d'€ investis dans 12 émissions obligataires (à fin 2012) d'ETI cotées (Euronext et Alternext).

### 2.1.7.3 Atlantique Gérance (SA)

Atlantique Gérance est la société de gestion de la SCPI Atlantique Mur Régions, créée en 1987 et spécialisée dans l'immobilier de bureaux implanté dans les grandes métropoles régionales. Le patrimoine de la SCPI se compose de 86 immeubles avec environ 256 locataires. Depuis sa création la performance de la SCPI est régulièrement saluée pour sa régularité. La rémunération servie aux associés situe la SCPI au tout premier rang de ce support de placement.

## 2.2 CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ

### 2.2.1 PARTS SOCIALES ET CERTIFICATS COOPÉRATIFS D'INVESTISSEMENT

Le capital de la Société est variable. Il est divisé en parts sociales d'un montant nominal de 17 euros et en certificats coopératifs d'investissement (CCI) d'une valeur nominale de 17 euros chacun, entièrement libérés et tous de même catégorie.

Le capital social de la Banque Populaire Atlantique s'élève à 403 001 898 euros au 31 décembre 2012 et est composé de 18 964 796 parts sociales de 17 euros de valeur nominale, entièrement souscrites par les sociétaires et de 4 741 198 CCI de 17 euros de valeur nominale détenus en totalité par Natixis.

### Evolution et détail du capital social de la Banque Populaire Atlantique

Au 31 décembre 2012	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les sociétaires	322 402	80	100
CCI détenus par Natixis	80 600	20	0
<b>TOTAL</b>	<b>403 002</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Au 31 décembre 2011	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les sociétaires	322 402	80	100
CCI détenus par Natixis	80 600	20	0
<b>TOTAL</b>	<b>403 002</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Au 31 décembre 2010	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les sociétaires	262 402	80	100
CCI détenus par Natixis	65 600	20	0
<b>TOTAL</b>	<b>328 002</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

En application de l'article L. 512-5 du code monétaire et financier, aucun sociétaire ne peut disposer dans les assemblées, par lui-même ou par mandataire, au titre des droits de vote attachés aux parts qu'il détient directement et/ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, de plus de 0,25 % du nombre total de droits de vote attachés aux parts de la société. Cette limitation ne concerne pas le président de l'assemblée émettant un vote en conséquence des procurations reçues conformément à l'obligation légale qui résulte de l'article L. 225-106 du code de commerce. Le nombre de droits de vote détenus directement ou indirectement s'entend notamment de ceux qui sont attachés aux parts qu'un sociétaire détient, à titre personnel, aux parts qui sont détenues par une personne morale qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce et aux parts assimilées aux parts possédées, telles que définies par les dispositions des articles L. 233-7 et suivants dudit code.

### 2.2.2 POLITIQUE D'ÉMISSION ET DE RÉMUNÉRATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont nominatives et inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires.

Elles ne peuvent recevoir qu'un intérêt qui est fixé annuellement par l'assemblée générale, sans que son montant puisse excéder le taux maximum mentionné à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

L'assemblée générale peut valablement décider une opération d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction du capital, de fusion ou autre opération sociale, nonobstant la création de rompus à l'occasion d'une telle opération ; les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis pour participer à l'opération doivent, pour exercer leurs droits, faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente des titres ou droits nécessaires.

Sont admises comme sociétaires participant ou non aux opérations de banque et aux services de la Banque Populaire Atlantique toutes personnes physiques ou morales.

Les sociétaires ne sont responsables qu'à concurrence du montant nominal des parts qu'ils possèdent.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

#### **Intérêt des parts sociales versé au titre des exercices antérieurs :**

Exercices	Taux versé aux sociétaires	Montant total des intérêts distribués aux parts
2009	3,25%	7 389 050,00 €
2010	3,00%	7 900 418,65 €
2011	2,75%	7 374 723,81 €

L'intérêt à verser aux parts sociales, au titre de l'exercice 2012, proposé à l'approbation de l'assemblée générale, est estimé à 8 686 462,15 euros, ce qui permet une rémunération des parts sociales à un taux de 2,75%.

#### **Rémunération des certificats coopératifs d'investissement :**

Exercices	Montant du dividende	Montant total des dividendes versés aux CCI
2009	0,60 €	2 315 307,60 €
2010	0,83 €	3 202 842,18 €
2011	0,65 €	3 081 778,70 €

La rémunération au titre de l'exercice 2012 proposée à l'approbation de l'assemblée générale est estimée à 2 228 363,06 euros, soit un dividende de 0,47 € par certificat coopératif d'investissement.

## **2.3 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE**

### **2.3.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **2.3.1.1 Pouvoirs**

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu de ces circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président du conseil d'administration d'une Banque Populaire est, au sens de la loi bancaire, un des deux dirigeants responsables de l'établissement de crédit. Au regard du droit des sociétés, il ne dispose d'aucun pouvoir propre en matière de gestion car il n'est pas le représentant légal de la société. Conjointement avec le directeur général, il prépare et soumet au conseil d'administration la définition de la politique générale et de la stratégie de la banque que le directeur général va mettre en œuvre sous le contrôle du conseil d'administration.

Conformément à l'article L. 225-108 alinéa 3 du code de commerce, les sociétaires, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, peuvent poser des questions écrites au conseil d'administration auquel ce dernier répond au cours de l'assemblée, quelle que soit leur nature. Ce droit ne peut cependant pas être utilisé dans un but étranger à l'intérêt social.

Les questions écrites sont recevables à partir du jour de la convocation de l'assemblée. Conformément à l'article R. 225-84 du code de commerce, elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Les questions doivent être envoyées au siège social, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président du conseil d'administration, soit par voie de communication électronique à l'adresse indiquée dans la convocation, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale.

#### **2.3.1.2 Composition**

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des sociétaires parmi les sociétaires possédant un crédit incontesté. S'agissant de leur indépendance, la Société se réfère au rapport « Coopératives et mutuelles : un gouvernement d'entreprise original », rédigé dans le cadre de l'Institut français des administrateurs en janvier 2006, qui développe les raisons pour lesquelles les administrateurs



élus des entreprises coopératives, et donc de la Banque Populaire Atlantique, correspondent pleinement à la notion d'« administrateurs indépendants » :

- « la légitimité et le contrôle d'un dirigeant mutualiste, donc son indépendance, tiennent bien au mandat qu'il exerce par le biais de son élection. Soustraire un administrateur au processus électoral le désolidariserait des intérêts de l'organisation et des sociétaires ;
- les administrateurs de coopératives et de mutuelles s'engagent par conviction et non pas par intérêt financier. Ils mobilisent une part importante de leur temps et de leur énergie dans leur responsabilité d'administrateur. Ils sont largement ouverts sur le monde local, associatif et/ou politique.

Ces caractéristiques font d'eux des administrateurs véritablement indépendants, une indépendance qui n'a pas à être remise en cause, mais continuellement confortée par un processus démocratique authentique. »

Les administrateurs représentent l'ensemble des sociétaires, ils doivent donc se comporter comme tel dans l'exercice de leur mandat.

Ils s'assurent du respect des règles légales relatives au cumul des mandats en matière de sociétés et s'engagent à participer objectivement et avec assiduité aux débats du conseil d'administration. S'agissant des informations non publiques dont ils pourraient avoir connaissance dans l'exercice de leurs mandats, ils sont tenus à une obligation de confidentialité et au respect du secret professionnel.

Ils doivent avoir un crédit incontesté et informer le conseil d'administration de toute situation de conflit d'intérêt même potentiel. Plus généralement ils sont tenus à un devoir de loyauté envers la Banque Populaire.

La loi du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle prévoit la mise en place de proportions minimales de personnes de chaque sexe au sein des organes de gouvernance. Les Banques Populaires tiendront compte de l'émergence nécessaire de candidatures féminines dans le but d'atteindre, au plus tard en 2020, un taux de 40%.

Au 31 décembre 2012, le conseil d'administration de la Banque Populaire Atlantique est composé de 16 administrateurs, à savoir :

#### PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- **Emmanuel POULIQUEN**,  
(65 ans, Chirurgie libérale);

#### VICE-PRÉSIDENTS

- **Xavier BIOTTEAU**,  
(52 ans, Habillement et chaussures);  
- **Robert MONNIER**,  
(62 ans, Electricité industrielle);

#### SECRÉTAIRE

- **Jean-Claude SOULARD**,  
(57 ans, Grande Distribution),

#### SECRÉTAIRE ADJOINT

- **Bruno HUG de LARAUZE**,  
(53 ans, Logistique portuaire et industrielle),

#### LES ADMINISTRATEURS :

- **Jean-Loup BENETON**  
(68 ans, Avocat) ;  
- **Jean-Yves de CURZON**  
(67 ans, Retraité secteur bancaire) ;  
- **Claudine ESNAULT**  
(66 ans, Secteur tertiaire tourisme) ;  
- **René-Yves JONCOUR**  
(65 ans, Industrie du bâtiment) ;  
- **Catherine LEBLANC**  
(58 ans, Enseignement supérieur) ;  
- **Marie-Christine LE RAY**  
(59 ans, Artisan bâtiment) ;

- **Patrice MONMOUSSEAU**  
(70 ans, Viticulture distribution) ;  
- **Jean-Michel MOUSSET**  
(57 ans, Transport routier & logistique) ;  
- **Alain MURZEAU**  
(65 ans, Artisan décoration) ;  
- **Jean-Guy SARRAZIN**  
(69 ans, Conseil et participations industrielles)  
- **Crédit Maritime Mutuel Atlantique représenté par Jean ROCHER**  
(67 ans, Retraité Logistique portuaire & industrielle).

#### 2.3.1.3 Fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins six fois par an.

En cas d'empêchement du président, le conseil d'administration peut être convoqué par le vice-président.

En 2012, le conseil d'administration s'est réuni 11 fois avec un taux de présence de 87 %.

Ont été traités lors de ces séances, notamment les thèmes suivants :

- Le sociétariat ;
- Les résultats commerciaux et financiers de la Société ainsi que le suivi des grands projets (Plan Moyen Terme...) ;
- Le budget de fonctionnement et le budget d'investissements ;
- L'arrêté des comptes de l'exercice précédent et la convocation à l'assemblée générale en présence des commissaires aux comptes ;
- Les décisions de BPCE et leurs mises en œuvre.

Le président met à disposition des administrateurs l'ensemble des informations nécessaires au bon exercice de leurs fonctions concernant la Société et les tient régulièrement informés des décisions relatives au Groupe BPCE.

Les administrateurs peuvent recevoir, en temps utile, un dossier sur les points de l'ordre du jour qui le nécessitent et chaque fois que le respect de la confidentialité ne l'interdit pas.

Les administrateurs peuvent proposer au président d'inscrire à l'ordre du jour, tout sujet en relation avec l'objet de la Société.

Les administrateurs peuvent participer aux séances du conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions d'identification et de caractéristiques techniques définies par la loi.

Les administrateurs participant au conseil d'administration par de tels moyens sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Le registre de présence aux séances du conseil d'administration devra mentionner la participation de ses membres par visioconférence ou par téléconférence.

Cette disposition n'est pas applicable aux réunions du conseil d'administration dont l'ordre du jour porte sur l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion.

Outre celle de désigner les mandataires sociaux, les principales missions du conseil d'administration sont de définir les orientations stratégiques de la Société, en cohérence avec la stratégie du Groupe BPCE, sur proposition du président et du directeur général, de veiller à leur mise en œuvre, de contrôler la gestion de l'entreprise, la politique de maîtrise des risques et la véracité de ses comptes, d'approuver les comptes et de veiller à la qualité de l'information financière fournie aux sociétaires et aux tiers en cas d'appel public à l'épargne.

Le président lui soumet, en outre, au moins une fois par an, le projet de budget et le rapport d'activité ainsi que les résultats du contrôle interne et de la surveillance des risques en application de la réglementation bancaire.

Le président organise pour débat la présentation des conclusions des missions d'inspection de BPCE, et des régulateurs. Il porte à la connaissance du conseil d'administration les notations du Comité des Risques de Crédit des Banques Populaires assorties, le cas échéant, des commentaires de cette instance.

A tout moment, le conseil d'administration opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer par le président les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

#### 2.3.1.4 Comités

Pour l'exercice de leurs fonctions par les administrateurs, des comités spécialisés sont constitués au sein du conseil d'administration et composés de trois membres au moins et de cinq au plus. Les membres émettent des avis destinés au conseil d'administration et sont choisis par ce dernier au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles et sur proposition du président pour la durée fixée lors de leur nomination.

Les attributions des Comités ne réduisent ni ne limitent les pouvoirs du conseil d'administration qui peut par ailleurs, décider de les modifier ou les suspendre dans la limite des obligations légales.

Le conseil d'administration peut mettre fin à tout moment aux fonctions d'un membre de Comité sans avoir à justifier sa décision. De même, un membre de Comité peut renoncer à ses fonctions sans avoir à motiver sa décision.

Les convocations des Comités par leur Président sont faites par tous moyens, y compris verbalement.

Chaque Comité tient un registre de présence qui est signé par les participants.

Les comptes-rendus de réunion sont adressés par les présidents aux membres ainsi qu'au président du conseil d'administration et au directeur général. Les présidents des Comités présentent au conseil d'administration l'avancement de leurs travaux.

Il n'est pas possible à un membre de se faire représenter. La présence effective des deux tiers des membres au moins est nécessaire à la validité des délibérations. Ces dernières sont votées à la majorité des membres présents.

Les Comités peuvent se faire communiquer tout document et demander toute présentation qu'ils jugent souhaitable.

#### Le Comité, compétent en matière de comptes

Il analyse les comptes ainsi que les documents financiers diffusés par la Société à l'occasion de l'arrêté des comptes et en approfondit certains éléments avant qu'ils soient présentés au conseil d'administration. Il prend connaissance, pour la partie ayant des conséquences directes sur les comptes de la Société, des rapports d'inspection de la BPCE et des régulateurs dont l'ACP.

Il formule un avis sur le choix des commissaires aux comptes, veille à leur indépendance, examine leur programme d'intervention ainsi que leurs recommandations et les suites données par la Direction Générale. Il se réunit au moins deux fois l'an en présence des commissaires aux comptes. Il a la faculté de rencontrer toute personne qui, à un titre ou à un autre, participe à l'élaboration des comptes ou à leur contrôle : direction financière, direction du contrôle.

Composition : Jean-Loup BENETON (Président), Xavier BIOTTEAU, Bruno HUG de LARAUZE, Catherine LE BLANC et Jean-Claude SOULARD.

En 2012, le Comité des comptes s'est réuni 2 fois avec un taux de présence de 80 %.

#### Le Comité, compétent en matière d'audit et des risques

Il assiste le conseil d'administration dans la maîtrise de ses risques sur base sociale et consolidée.

Cette mission comporte trois volets, conformément à la réglementation bancaire :

- l'analyse, au moins deux fois par an, des principales zones de risques (à l'exclusion de ceux relatifs à la véracité des comptes et de l'information financière) et des enseignements tirés de leur surveillance (en application du règlement CRBF n° 97.02, article 39). Il examine, en particulier, dans ce cadre, les grandes orientations de la politique de crédit de la Société (marchés, division unitaire et sectorielle, qualités), les limites de risques et les conditions dans lesquelles elles sont respectées.
- les résultats de contrôle interne au moins deux fois par an. Il examine, en particulier dans ce cadre, les principales conclusions de l'audit interne et les mesures correctrices, ainsi que celles de l'Inspection de la BPCE, des régulateurs tels que l'ACP.
- L'évaluation du système de contrôle interne et de son efficacité. Il examine, en particulier, dans ce cadre, les rapports annuels préconisés par la réglementation bancaire (règlement 97.02, art. 42 et 43) avant présentation au conseil d'administration.

Le Comité se réunit au moins quatre fois par an.

Il peut entendre occasionnellement tout responsable, toute personnalité dont l'expertise lui paraîtrait utile ainsi que les commissaires aux comptes. Il invite régulièrement à ses séances le responsable du système de contrôle interne qui lui apporte son appui logistique.

Le président du comité présente au moins deux fois par an un rapport au conseil d'administration dont l'un comporte un avis sur les rapports préconisés par la réglementation bancaire.

Composition : Jean-Loup BENETON (Président), Xavier BIOTTEAU, Bruno HUG de LARAUZE, Catherine LE BLANC et Jean-Claude SOULARD.

En 2012, le Comité d'audit et des risques s'est réuni 4 fois avec un taux de présence de 75 %.

### Le Comité des rémunérations

Il propose au conseil d'administration toutes questions relatives au statut personnel des mandataires sociaux, notamment leurs conditions de rémunération et de retraite, dans le cadre de la politique du Groupe en ce domaine. Il se réunit hors la présence des intéressés.

Composition : Xavier BIOTTEAU (Président), Robert MONNIER, Emmanuel POULIQUEN, Jean-Guy SARRAZIN, Jean-Claude SOULARD, et le directeur général (invité permanent).

En 2012, le Comité des rémunérations s'est réuni 3 fois avec un taux de présence de 87 %.

### Le Comité sociétariat et RSE

Il veille à la mise en œuvre de la politique du sociétariat. Il formule auprès du conseil d'administration tout commentaire ou avis qu'il juge opportun concernant le développement et l'animation du sociétariat, la promotion de l'image coopérative de la Banque, les actions régionales susceptibles de valoriser le concept de Banque Populaire coopérative régionale et citoyenne, ainsi que concernant la stratégie RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise).

Composition : Alain MURZEAU (Président), Jean-Yves de CURZON, Claudine ESNAULT, Robert MONNIER, Jean-Guy SARRAZIN, Jean-Claude SOULARD, le directeur général et le président du conseil d'administration (invité).

En 2012, le Comité sociétariat s'est réuni 2 fois avec un taux de présence de 100 %.

#### 2.3.1.5 Gestion des conflits d'intérêts

Conformément aux statuts de la Banque Populaire, les conventions intervenant entre la société et l'un des membres du conseil d'administration ou le directeur général et plus généralement toute personne visée à l'article L. 225-38 du code de commerce sont soumises à la procédure d'autorisation préalable par le conseil d'administration puis d'approbation a posteriori par l'assemblée générale dans les conditions légales et réglementaires.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à cette procédure.

Le conseil d'administration est l'organe social qui, au nom de tous les sociétaires pris collectivement, exerce ses prérogatives légales dans l'intérêt de la Société et de l'accomplissement de son objet social de Banque Populaire.

L'action des administrateurs doit être inspirée par le seul souci de l'intérêt de la Société.

L'administrateur doit se considérer comme le représentant de l'ensemble des sociétaires et se comporter en toutes circonstances comme tel dans l'exercice de ses fonctions. Il ne doit pas s'exposer à des conflits d'intérêts relativement à ses relations d'affaires avec la Société.

Il doit avoir le souci de sa contribution à l'exercice de ses pouvoirs par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration doit veiller à ce que sa composition et son fonctionnement lui permette d'agir au mieux de l'intérêt social de la Banque Populaire.

Les nominations ou renouvellements d'administrateurs doivent s'opérer avec le souci de rechercher une répartition harmonieuse des diverses catégories socio-professionnelles représentatives de la clientèle de la Société et celui de veiller au bon équilibre entre les départements qui constituent la circonscription territoriale de la Société.

Lors de l'entrée en fonction d'un nouvel administrateur, la Direction Générale lui remet un dossier comportant les statuts, le règlement intérieur ainsi que la charte du Groupe relative à la gouvernance de l'entreprise Banque Populaire.

## 2.3.2 DIRECTION GÉNÉRALE

### 2.3.2.1 Mode de désignation

Le conseil d'administration nomme, sur proposition du président, un directeur général qui exerce ses fonctions pendant une durée de cinq ans. Le directeur général est choisi en dehors du conseil d'administration. Son mandat est renouvelable.

En application de l'article L. 512-107 du code monétaire et financier, la nomination et le renouvellement du mandat du directeur général sont soumis à l'agrément de BPCE.

Le directeur général ne peut demeurer en fonction au-delà de la date de son soixante-cinquième anniversaire.

### 2.3.2.2 Pouvoirs

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées et au conseil d'administration.

Il est le dirigeant exécutif au sens du droit des sociétés et le second dirigeant responsable au sens de la loi bancaire.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.  
Le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration.

### 2.3.3 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes de la Société est exercé par au moins deux commissaires aux comptes, titulaires et deux commissaires suppléants, désignés et exerçant leur mission dans les conditions prévues par la loi.

Commissaires aux comptes Titulaires			Commissaires aux comptes Suppléants		
Nom	Associé responsable du dossier	Adresse	Nom	Associé responsable du dossier	Adresse
FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL	Sébastien VIALATTE	4 rue Fernand Forest 49000 Angers	Florence SCOULPE - SALVATOR	Florence SCOULPE - SALVATOR	4 rue Fernand Forest 49000 Angers
DELOITTE ET ASSOCIES	Anne BLANCHE	7 impasse Augustin Fresnel 44800 Saint-Herblain	Fabrice ODENT	Fabrice ODENT	1 cours Valmy 92923 Paris La Défense CEDEX
KPMG	Franck NOEL	7 boulevard Albert Einstein BP 41125 44311 Nantes CEDEX 3	BEAS	Mireille BERTHELOT	7-9 Villa Houssay 92524 Neuilly Sur Seine CEDEX

Les honoraires des commissaires aux comptes sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

En milliers d'euros	KPMG		Fiduciaire Audit Conseil		Deloitte et associés	
	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011
	Montant HT		Montant HT		Montant HT	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
- Emetteur	82	79	58	56	82	79
- filiales intégrées globalement			2	2	10	9
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes						
- Emetteur	8				7	
- filiales intégrées globalement	0		0		0	
TOTAL	90	79	60	58	99	88

## 2.4 CONTEXTE DE L'ACTIVITÉ

### 2.4.1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

#### Un environnement macro économique tendu

Dans un contexte de crise économique qui s'est prolongée tout au long de 2012, la BCE a contribué de façon décisive à sauvegarder l'intégrité de la zone euro. Elle a refinancé massivement les banques de la zone euro et a assuré son rôle de «prêteur en dernier ressort» auprès des états emprunteurs en difficulté. La BCE a également abaissé en juillet son principal taux directeur de 25 points de base à 0,75 %. Ces actions sur le plan monétaire se sont inscrites dans un cadre plus large de relance du projet européen : la ratification du traité européen imposant une règle d'or ; la validation du Mécanisme Européen de Stabilité par la Cour constitutionnelle allemande ; le développement du principe

d'union bancaire ; l'utilisation effective des mécanismes de solidarité dont l'Europe s'est dotée, avec notamment la restructuration historique de la dette publique grecque consentie par les investisseurs privés.

La France est demeurée dans une position intermédiaire en Europe, et a mieux résisté que d'autres Etats de la zone Euro en raison notamment d'une moindre dépendance aux échanges mondiaux. La croissance reste toutefois limitée avec un PIB qui a stagné en 2012 à 0,1 %, contre 1,7 % en 2011. Les prélèvements obligatoires ont connu une hausse importante en 2012, afin de réduire le déficit public à 4,5 % du PIB. Le cycle d'investissement des entreprises s'est ralenti, en raison de l'attentisme des acteurs économiques, de la faible rentabilité des sociétés non financières. Le nombre de chômeurs a augmenté, pour atteindre le seuil des trois millions au mois d'août. Les prélèvements fiscaux se sont accrus de l'ordre de un point de revenu des ménages. L'inflation est restée en moyenne à 2 %, malgré une nette décélération en décembre (1,3 %). Pour la première fois depuis 1984, le pouvoir d'achat des Français a donc diminué, entraînant une baisse de la consommation qui a légèrement reculé.

Comme la plupart des Etats y compris les Etats-Unis, la France a perdu son triple A en 2012. Pourtant, les taux longs français ont atteint des niveaux historiquement bas. Ils ont ainsi joué un rôle de valeur refuge et de diversification, presque à l'instar des taux d'intérêt américains ou allemands. L'OAT 10 ans s'est même inscrit légèrement en dessous de 2 % en décembre, contre une moyenne annuelle à 2,52 %. Les marchés boursiers, très corrélés entre eux, ont également connu deux périodes distinctes, baissant fortement au printemps, avant de se redresser à partir de l'été, après l'annonce du changement de cap stratégique de la BCE et la fin perçue du risque européen systémique. Malgré un niveau le plus bas à 2 950 points le 1er juin, le CAC 40, dont la volatilité a chuté en fin d'année, a progressé de 15,2 % en 2012, pour atteindre 3 641 points au 31 décembre.

## 2.4.2 FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

### 2.4.2.1 Faits majeurs du Groupe BPCE

#### Nouvelle Gouvernance du Groupe BPCE

Le renouvellement anticipé du mandat de François Pérol, intervenu le 21 novembre 2012, a constitué une étape marquante de la gouvernance du groupe en 2012. Le conseil de surveillance de BPCE a nommé François Pérol président du directoire de BPCE pour un nouveau mandat de quatre ans. Il a aussi, sur proposition de François Pérol, nommé les membres du directoire de BPCE pour ce nouveau mandat :

- Jean-Yves Forel, anciennement directeur du pôle Services Financiers Spécialisés de Natixis, a été nommé directeur général, membre du directoire en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance ;
- Daniel Karyotis, anciennement président du directoire de la Banque Palatine, a été nommé directeur général, membre du directoire en charge des Finances, des Risques et des Opérations ; et
- Anne Mercier-Gallay, qui occupait les mêmes responsabilités au sein du précédent directoire, a été nommée directeur général, membre du directoire en charge des Ressources humaines et de la Communication interne groupe.

Outre les membres du directoire, le comité de direction générale comprend Laurent Mignon, directeur général de Natixis et Marguerite Bérard-Andrieu, directeur général adjoint Stratégie, qui aura également en charge les Affaires juridiques, le Secrétariat général et la Conformité. Nicolas Duhamel, anciennement directeur général Finances, est nommé conseiller auprès du président du directoire, en charge des Affaires publiques. Philippe Queuille, anciennement directeur général Opérations, est nommé conseiller auprès du président du directoire. Le conseil de surveillance a salué leur action au sein du directoire depuis la création du groupe et leur engagement au service du développement du groupe. Précédemment, suite à son agrément en qualité de directeur général de la BRED Banque Populaire, le conseil de surveillance, lors de sa réunion du 3 octobre 2012, avait pris acte de la démission d'Olivier Klein de son mandat de membre du directoire de BPCE.

#### Solvabilité et liquidité : adaptation du groupe au nouvel environnement

Le Groupe BPCE poursuit son adaptation à l'évolution de l'environnement réglementaire et financier qui a vu les exigences de solvabilité et de liquidité s'accroître.

#### Solvabilité renforcée, avant le passage au nouveau cadre réglementaire Bâle III

Au 31 décembre 2012, le ratio de Core Tier I Bâle 2.5 (CRD III) s'établissait à 10,7 %, soit une progression de 160 points de base par rapport au 31 décembre 2011.

Le renforcement régulier de la solvabilité se poursuit : les fonds propres Core Tier I, qui s'élèvent à 40,9 milliards d'euros au 31 décembre 2012, ont progressé de 17,6 milliards d'euros depuis la création du Groupe BPCE<sup>(5)</sup>, notamment grâce à la mise en réserve des résultats et à l'émission de parts sociales auprès des sociétaires. Les risques pondérés sont en réduction de 6 milliards d'euros<sup>(6)</sup> sur un an, à 382 milliards d'euros au 31 décembre 2012.

Le Groupe BPCE a d'ores et déjà atteint son objectif de ratio de Common Equity Tier I Bâle III<sup>(7)</sup> supérieur à 9 % en 2013, avec un ratio pro forma au 31 décembre 2012 de 9 %.

#### Forte réduction des besoins de liquidité du groupe

La situation de liquidité du groupe poursuit son amélioration grâce à la réduction de son besoin de refinancement de marché.

Le Groupe BPCE s'était fixé pour objectif une réduction de son besoin de liquidité de 25 à 35 milliards d'euros entre fin juin 2011 et fin 2013. Au 31 décembre 2012, l'objectif a été atteint avec un an d'avance, avec une réduction de près de 35 milliards d'euros du besoin de liquidité. Cette forte réduction repose à la fois sur l'augmentation continue de la collecte de bilan dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne et sur les politiques de cession d'actifs mises en œuvre, principalement chez Natixis et au Crédit Foncier.

Sur le périmètre Natixis, la GAPC a poursuivi sa politique de cession de ses actifs ; sur un an, 3,6 milliards d'euros d'encours ont été cédés. Les risques pondérés de la GAPC de 12,6 milliards d'euros au 31 décembre 2012 sont en baisse de 58 % depuis juin 2009. En complément, les cessions d'actifs au sein de la Banque de Grande Clientèle se sont élevées à 2,1 milliards d'euros en 2012.

Dans le cadre de son plan stratégique 2012-2016, le Crédit Foncier a initié fin 2011 des opérations de réduction de la taille de son bilan. Durant l'année 2012, 3,6 milliards d'euros de cessions de titres internationaux et 1,3 milliard d'euros de rachats de passifs liés ont été effectués, avec un impact limité en produit net bancaire de - 41 millions d'euros. Par ailleurs, en octobre 2012, le Crédit Foncier a cédé par titrisation un milliard d'encours de crédits immobiliers aux particuliers, représentant 95 000 prêts à taux zéro.

#### Opération de rachat portant sur quatre lignes obligataires

BPCE a réalisé le 16 mars une opération de rachat en espèces de sa dette senior portant sur quatre lignes dont les échéances sont comprises entre le 27 novembre 2012 et le 29 octobre 2013. Le montant racheté est de 822 millions d'euros. Cette opération s'intègre, pour le Groupe BPCE, dans la politique de gestion du profil de remboursement de sa dette avec une volonté de rallonger la durée moyenne de la dette dans le contexte des nouvelles contraintes réglementaires qui vont s'appliquer aux banques.

## Titres souverains Grecs

Le groupe a participé au plan de soutien du secteur privé à l'État grec. Conformément à ce plan, le groupe a échangé le 12 mars 2012, 1 199 millions d'euros de titres de l'État grec contre des nouveaux titres. L'échange de titres a emporté la décomptabilisation des anciens titres et la comptabilisation des titres reçus en échange à leur juste valeur. Cette opération a généré une perte définitive correspondant à 78 % du nominal des anciens titres (contre 70 % estimés par le groupe lors de l'arrêt de ses comptes annuels à fin décembre 2011). L'impact sur le résultat net part du groupe de l'exercice s'élève à -13 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, l'exposition nette<sup>(6)</sup> du Groupe BPCE aux titres souverains grecs est limitée à 25 millions d'euros, la majorité des titres reçus lors de l'échange ayant été cédée au cours du premier semestre.

## Nouvelles mesures fiscales

La deuxième loi de finances rectificative pour 2012, publiée au Journal Officiel du 17 août 2012, comporte des évolutions fiscales significatives pour les établissements de crédit.

Elle instaure le doublement de la taxe systémique bancaire au titre de l'année 2012, sous forme d'une contribution additionnelle. Pour les années futures et à compter du premier janvier 2013, le taux de la taxe systémique bancaire sera doublé passant, de 0,25 % à 0,50 % des exigences de fonds propres consolidés du groupe.

La loi de finances rectificative prévoit également une augmentation du forfait social sur l'épargne salariale (hausse du taux de 8 % à 20 %, applicable aux rémunérations versées à compter du premier août 2012) et l'instauration d'une taxe de 3 % sur les distributions de dividendes.

La loi de financement de la sécurité sociale, adoptée au mois de décembre 2012, entraîne une augmentation significative de la taxe sur les salaires, compte tenu de l'élargissement de son assiette par intégration de l'épargne salariale.

Ces nouvelles mesures fiscales ont pesé pour 175 millions d'euros sur les frais de gestion de l'exercice 2012, équivalent à 1,1 point de coefficient d'exploitation.

## Restitution de l'amende « Echange images-Cheques »

En 2008, la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne avaient reçu, comme les autres banques de la place, une notification de griefs du Conseil de la concurrence. Il était reproché aux banques d'avoir instauré et fixé en commun le montant de la commission d'échange Images-Chèques, ainsi que des commissions connexes sur le chèque.

Le 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a rendu une décision prononçant des sanctions à l'encontre des banques incriminées. L'amende de 91 millions d'euros notifiée au Groupe BPCE a été payée au quatrième trimestre 2010.

Les banques incriminées ont interjeté appel. La cour d'appel de Paris a prononcé le 27 février 2012 l'annulation de la décision de l'Autorité de la concurrence et ordonné la restitution des amendes, cette décision étant exécutoire. Le remboursement de l'amende d'un montant de 91 millions d'euros a été comptabilisé dans les comptes du Groupe BPCE au cours du premier trimestre 2012.

## Principales évolutions relatives aux participations

### Banca Carige

BPCE a cédé le 2 janvier 2012 l'intégralité de sa participation dans Banca Carige à sa filiale BPCE IOM. Le taux de détention au 31 décembre 2012 s'élève à 9,98 % du capital de Banca Carige, après cession d'actions hors groupe par BPCE IOM.

La participation dans Banca Carige est valorisée au cours de bourse ; une dépréciation durable de 190 millions d'euros a été constatée dans les comptes de l'exercice 2012.

### Cession de Volksbank International

Le 15 février 2012, le groupe a cédé au groupe bancaire Sberbank sa participation de 24,5 % du capital de Volksbank International (hors Volksbank Romania), qu'il détenait aux côtés de VBAG, DZ Bank et WZG Bank. Cette opération s'inscrit dans la stratégie du Groupe BPCE de recentrage sur des participations majoritaires dans les zones prioritaires de développement.

Au 31 décembre 2011, cette participation avait été valorisée sur la base des termes de cet accord ; cette cession n'a donc pas d'impact sur les résultats en 2012.

## Renforcement des fonds propres du groupe BPCE

Le 26 mars 2012, BPCE a réalisé une émission de titres supersubordonnés pour un montant de 2 milliards d'euros et souscrite par chaque Banque Populaire et chaque Caisse d'Epargne, à hauteur de sa participation dans le capital de BPCE.

### 2.4.2.2 Faits majeurs de l'entité (et de ses filiales)

### Conclusion des travaux de valorisation des titres de participation BPCE SA

Les conclusions des travaux de valorisation, dans le contexte de l'arrêt des comptes annuels, ont conduit à constater une dépréciation sur les titres de participation BPCE SA, détenus par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires.

### 2.4.2.3 Modifications de présentation et de méthodes d'évaluation

Néant

(5) Par rapport à un montant de fonds propres Core Tier I de 23,3 milliards d'euros au 30 juin 2009, hors apports temporaires en fonds propres de l'Etat

(6) Par rapport à un montant de 388 milliards d'euros au 31 décembre 2011, pro forma de l'homologation IRB du segment clientèle de détail du réseau Caisse d'Epargne

(7) Sans mesures transitoires, après retraitement des impôts différés actifs et sous réserve de la finalisation des textes réglementaires

(8) Expositions directes nettes des établissements de crédit en portefeuille bancaire calculées selon la méthodologie établie par l'ABE en octobre 2012



## 2.5 ACTIVITÉS ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE

### 2.5.1 RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le Produit Net Bancaire est en baisse de 6,9% à 269,3 millions d'euros du fait d'un contexte de taux peu favorable et des efforts mis en œuvre pour rééquilibrer notre bilan. Les frais de gestion diminuent de 1,1%, à 188,1 millions d'euros en phase avec les prévisions. Le résultat brut d'exploitation ressort à 81 millions d'euros, en baisse de 18%. Le coût du risque progresse de 20,6% à 39,7 millions d'euros. Le résultat net part du groupe est en baisse de 38,7%, à 27,1 millions d'euros. Les filiales rentrant dans les comptes consolidés de la Banque représentent 11% du Produit Net Bancaire. La Caisse de Crédit Mutuel Maritime Atlantique, banque adossée à la Banque Populaire Atlantique porte la quasi-totalité de cette part.

### 2.5.2 BILAN CONSOLIDÉ ET VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Le bilan consolidé est en diminution de 4,5% à 10,5 milliards d'euros. Les capitaux propres sont en augmentation de 4,7%.

## 2.6 ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DE L'ENTITÉ SUR BASE INDIVIDUELLE

### 2.6.1 RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ENTITÉ SUR BASE INDIVIDUELLE

Responsable et engagée, la Banque Populaire Atlantique a confirmé sa volonté d'accompagner ses clients et de poursuivre le financement de l'économie régionale : nos encours de crédits progressent ainsi en moyenne de 2% sur l'année, à 7,5 milliards d'€.

Dans le même temps, la collecte de ressources monétaires, utilisée en totalité pour le financement des projets de nos clients sur notre territoire, a une nouvelle fois été très active en 2012. Les encours augmentent en moyenne de près de 10% et dépassent les 5 milliards d'€ à présent. L'épargne financière, pénalisée par le mouvement de décollecte des OPCVM Monétaire dont la faible performance a conduit de nombreux clients à les transférer vers des supports d'épargne plus rémunérateurs, est en retrait de 5%.

Grâce aux dépôts monétaires de nos clients, nos besoins de refinancement ont diminué de plus de 200 millions d'€ au cours de l'année 2012, signe d'une indépendance renforcée vis-à-vis des marchés et d'un rééquilibrage nécessaire de notre bilan dans la perspective de la nouvelle réglementation Bâle III.

La marge d'intérêts, constituée principalement du produit des crédits à la clientèle, net des charges sur les ressources clientèle et sur le refinancement interbancaire, est en baisse sensible en 2012 du fait d'un contexte de taux très dégradé peu favorable sur les crédits, et de la collecte importante de ressources monétaires à prix élevé auprès de nos clients.

La Banque a poursuivi sa politique de juste tarification, portant une attention particulière à ceux de ses clients les plus fragiles, particulièrement sur les conditions de fonctionnement de compte au quotidien. Les commissions sont au global en baisse de 3%<sup>(9)</sup> sur l'année.

Fin 2012, le produit net bancaire est de 235 millions d'€, en recul de 7,6%<sup>(9)</sup>.

Les frais généraux restent maîtrisés, en baisse de -1,3%<sup>(9)</sup> : avec une volonté constante d'amélioration du service et de la qualité perçue par ses clients, la Banque a lancé en 2012 un programme ambitieux de rénovation et de modernisation de ses agences. Plus de 26 millions d'euros vont ainsi être investis d'ici mi 2014 sur l'ensemble de son territoire dans un concept résolument tourné vers l'avenir, plaçant la technologie au service de la relation client et déjà primé par des observateurs professionnels.

Avec un premier semestre 2012 marqué par une hausse sensible des défaillances d'entreprises, le coût du risque est en augmentation de 20% sur l'année. Avec une politique de provisionnement des risques adaptée et justifiée, la Banque reste fidèle à ses valeurs en accompagnant en proximité ses clients en difficulté.

Le résultat net affiche une baisse de 29,8%, à 27,7 M€.

Avec un bénéfice à répartir de 40,2 millions d'euros, la Banque poursuit le renforcement de sa structure financière. Le conseil d'administration propose de maintenir le niveau de rémunération des parts sociales à 2,75% soit un montant de distribution aux sociétaires de 8,7 millions d'euros et une rémunération des certificats coopératifs d'investissement (CCI) souscrits par Natixis de 2,2 millions d'euros, équivalent à un taux de rendement des Certificats de 1,4% (prime d'émission incluse). Il est demandé à l'assemblée générale de valider cette distribution ainsi que l'affectation du solde du bénéfice à répartir de 27,9 millions d'euros en réserves et report à nouveau.

### 2.6.2 ANALYSE DU BILAN DE L'ENTITÉ

Le total du bilan s'élève à 9,5 milliards d'euros, en diminution de 6%. A l'actif, les créances clientèle sont en légère augmentation avec la nouvelle production des crédits. La participation à l'émission de TSSDI explique la progression des titres de participation.

Au passif, les comptes créditeurs clientèle sont en forte augmentation avec les efforts importants de collecte de ressources monétaires. Les opérations interbancaires diminuent de manière concomitante.

Si l'Assemblée Générale accepte les propositions de distribution du résultat, les capitaux propres, y compris le FRBG, s'élèveront alors à 1 104 millions d'euros, en hausse de 1,4%.

<sup>(9)</sup> Une uniformisation de règles comptables à fin 2012 nous amène à reclasser certaines charges, précédemment comptabilisées en frais généraux, vers le PNB, en commissions négatives. Ce reclassement n'a aucun impact sur le Résultat Brut d'Exploitation ni sur le Résultat Net. Pro forma 2011, Le Produit Net Bancaire à fin 2012, est de 238 307 milliers d'euros.

## 2.7 FONDS PROPRES ET SOLVABILITÉ

### 2.7.1 GESTION DES FONDS PROPRES

#### Définition du ratio de solvabilité

Mesuré sur base consolidé, le ratio de solvabilité de l'établissement indique sa capacité à faire face aux risques générés par ses activités. Il met en rapport ses fonds propres et une mesure de ses risques. Ce ratio et les éléments qui le composent font l'objet d'une définition et d'un suivi réglementaire par les autorités de tutelle. Il est généralement présenté par rapport à une limite plancher de 8 % (les fonds propres globaux devant représenter au minimum 8 % des risques pondérés<sup>(10)</sup>).

<sup>(10)</sup>Exigences de fonds propres

#### Responsabilité en matière de solvabilité

En premier lieu, en tant qu'établissement de crédit, chaque entité est responsable de son niveau de solvabilité, qu'elle doit maintenir au-delà de la norme minimale réglementaire. Chaque établissement dispose à cette fin de différents leviers : émission de parts sociales et de CCI, mises en réserves lors de l'affectation du résultat annuel, emprunts subordonnés, gestion des exigences.

En second lieu, du fait de son affiliation à l'organe central du groupe, sa solvabilité est également garantie par BPCE SA (cf. code monétaire et financier, art. L511-31). Ainsi, le cas échéant, l'établissement peut bénéficier de la mise en œuvre du système de garantie et de solidarité propre au Groupe BPCE (cf. code monétaire et financier, art. L512-107 al. 6), lequel fédère les fonds propres de l'ensemble des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

### 2.7.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les fonds propres globaux de l'établissement sont, selon leur définition réglementaire, constitués de fonds propres de base (Tier 1) et de fonds propres complémentaires (Tier 2) desquels sont déduits des participations dans d'autres établissements bancaires (pour l'essentiel, sa participation au capital de BPCE SA). A fin 2012, les fonds propres globaux du Groupe Banque Populaire Atlantique étaient de 937 millions d'euros.

#### Tier 1

Les fonds propres Tier 1 du Groupe Banque Populaire Atlantique sont composés, pour l'essentiel, de son capital social et de ses réserves. Ils se montent, à fin 2012, à 1 195 millions d'euros.

#### Capital social

Le capital social de l'établissement est de nature variable et est composé à 80 % de parts sociales (titres de capital souscrits par des sociétaires pour un nominal de 17 euros) et à 20 % de CCI (certificats coopératifs d'investissement). Ces titres de capital sont exclusivement souscrits par Natixis.

A la date de clôture de l'exercice, le capital social s'élève à 403 millions d'euros dont 322 millions d'euros de parts sociales et en 80 millions d'euros de certificats coopératifs d'investissement.

#### Tier 2

A fin 2012, l'établissement dispose de fonds propres Tier 2 pour un montant de 45 millions d'euros.

#### Déductions

La Banque Populaire Atlantique est actionnaire de BPCE SA. Le montant des titres détenus vient en grande partie en déduction de ses fonds propres au motif qu'un même euro de fonds propres ne peut couvrir des risques dans deux établissements différents.

#### Circulation des Fonds Propres

Le cas échéant, l'établissement a la possibilité de solliciter BPCE SA pour renforcer ses fonds propres complémentaires (Tier 2), par la mise en place de prêts subordonnés, remboursables (PSR) ou à durée indéterminée (PSDI).

#### Gestion du ratio de l'établissement

Le ratio de solvabilité se situe au 31/12/2012 à 17,78 %, contre 16,08 % au 31/12/2011.

#### Tableau de composition des fonds propres

Fonds propres (en millions d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Capitaux propres part du Groupe	1 195 427	1 146 150
Fonds propres de base (Tier One) avant déduction	1 195 427	1 146 150
Fonds propres complémentaires (Tier 2) avant déduction	44 985	39 524
Déductions des fonds propres	-303 835	-299 131
Fonds propres prudentiels	936 577	886 543

### 2.7.3 EXIGENCES DE FONDS PROPRES

#### Définition des différents types de risques

Pour les besoins du calcul réglementaire de solvabilité, trois types de risques doivent être mesurés : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces risques sont calculés respectivement à partir des encours de crédit, du portefeuille de négociation et du produit net bancaire de l'établissement.

En appliquant à ces données des méthodes de calcul réglementaires, on obtient des montants de risques dits « pondérés ». Les fonds propres globaux doivent représenter au minimum 8% du total de ces risques pondérés.

A fin 2012, les risques pondérés de l'établissement représentent 421,3 millions d'euros d'exigences.

**Tableau des exigences**

Exigences (en millions d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Exigences au titre des risques de crédit	383,4	394,2
Exigences au titre des risques de marché	0	0
Exigences au titre des risques opérationnels	37,9	36,6
Autres exigences et exigence transitoire	0	10,2
<b>TOTAL EXIGENCES</b>	<b>421,3</b>	<b>441</b>

## 2.8 ORGANISATION ET ACTIVITÉ DU CONTRÔLE INTERNE

### Trois niveaux de contrôle

Conformément à la réglementation bancaire, aux saines pratiques de gestion et aux normes du Groupe BPCE, le dispositif de contrôle de la Société repose sur trois niveaux de contrôle : deux niveaux de contrôle permanent et un niveau de contrôle périodique.

Ce dispositif fonctionne en filières, intégrées à la Société. Ces filières sont animées par trois directions de l'organe central :

- la direction des Risques groupe et la direction de la Conformité et de la Sécurité groupe, en charge du contrôle permanent
- la direction de l'Inspection Générale groupe, en charge du contrôle périodique.

### Un lien fonctionnel fort entre la Société et l'organe central

Les fonctions de contrôle permanent et périodique localisées au sein de la Société (et de ses filiales) sont rattachées, dans le cadre de filières de contrôle intégrées par un lien fonctionnel fort, aux directions centrales de contrôle de BPCE correspondantes. Ce lien recouvre en particulier :

- un avis conforme sur les nominations et retraits des responsables des fonctions de contrôle permanent ou périodique dans la Société,
- des obligations de reporting, d'information et d'alerte,
- l'édiction de normes par l'organe central consignées dans des chartes,
- la définition ou l'approbation de plans de contrôle.

Ces liens ont été formalisés au travers de chartes couvrant chacune des filières. L'ensemble de ce dispositif a été approuvé par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et présenté au Comité d'audit du 16 décembre 2009 et au conseil de surveillance de BPCE.

### Une organisation adaptée aux spécificités locales

Au niveau de la Société, le directeur général en accord avec le président, définit la structure organisationnelle. Il répartit responsabilités et moyens de manière optimale pour assurer, conformément aux orientations définies par le conseil d'administration, la couverture des risques, leur évaluation et leur gestion.

La responsabilité du contrôle permanent de premier niveau incombe au premier chef aux directions opérationnelles ou fonctionnelles, les contrôles permanents de deuxième niveau et l'audit interne sont assurés par des directions fonctionnelles centrales indépendantes dont

les responsables au sens des articles 7 et 11 du règlement 97-02 du 21 février 1997 modifié sont directement rattachés à l'organe exécutif au sens de l'article 4 du même règlement.

Conformément à l'article 11 alinéa 3 de ce règlement, il est admis que le responsable du contrôle de la conformité puisse être rattaché au Directeur des Risques, dénommé alors directeur Risques et Conformité, formule adoptée par la Société.

## 2.8.1 PRÉSENTATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE PERMANENT

### 2.8.1.1 Coordination du contrôle permanent

#### Contrôle permanent hiérarchique (niveau 1)

Le contrôle permanent hiérarchique (niveau 1), premier maillon du contrôle interne est assuré par les services opérationnels ou fonctionnels sous la supervision de leur hiérarchie. Ces services sont notamment responsables de :

- la vérification du respect des limites de risques, des procédures de traitement des opérations et de leur conformité ;
  - la déclaration des incidents de risques opérationnels constatés et de l'élaboration des indicateurs d'activité nécessaires à l'évaluation des risques opérationnels ;
  - la justification des soldes comptables résultant des mouvements des comptes concernés par les opérations initiées dans ces services.
- En fonction des situations et activités et le cas échéant conjointement, ces contrôles de niveau 1 sont réalisés soit par une unité de contrôle ad hoc de type middle office ou entité de contrôle comptable soit par les opérateurs eux-mêmes. Les contrôles de niveau 1 font l'objet d'un reporting formalisé aux directions / fonctions de contrôle permanent concernées.

#### Contrôle permanent par des entités dédiées (niveau 2)

Le contrôle permanent de niveau 2 au sens de l'article 6-a du règlement 97-02 est assuré par une entité, dédiée exclusivement à cette fonction, qu'est la Direction des risques et de la conformité. D'autres fonctions centrales sont des acteurs essentiels du dispositif de contrôle permanent ; en particulier la direction Finances, la direction Juridique, la direction Informatique en charge de la Sécurité des systèmes d'information, la direction des Prestations en charge de la sécurité des personnes et des biens, la direction des Ressources Humaines pour les aspects touchant à la politique de rémunération.

#### Comité de coordination du contrôle interne

Le directeur général est chargé d'assurer la cohérence et l'efficacité du contrôle permanent. Un Comité de coordination du contrôle interne se réunit tous les trimestres. Ce comité a vocation à traiter l'ensemble des questions relatives à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne de la Société, ainsi que les résultats issus des travaux de maîtrise des risques et de contrôle interne et des suites qui leur sont données. Il a notamment pour objet :

- d'informer régulièrement l'exécutif sur l'évolution du dispositif de contrôle de la Société ;

- de mettre en évidence les zones de risques émergents ou récurrents, qu'elles aient pour origine l'évolution de l'activité, les mutations de l'environnement ou l'état des dispositifs de contrôle ;
- de remonter au niveau de l'exécutif les dysfonctionnements significatifs observés ;
- d'examiner les modalités de mise en œuvre des principales évolutions réglementaires, et leurs éventuelles implications sur le dispositif et les outils de contrôle ;
- de s'assurer de la bonne prise en compte des conclusions des travaux de contrôle, d'examiner les mesures correctrices décidées, de les prioriser et de suivre leur réalisation ;
- de décider des mesures à mettre en place afin de renforcer le niveau de sécurité de la Société et d'assurer, en tant que de besoin, la coordination des actions développées par les fonctions de contrôle permanent.

Participant à ce comité la direction des Audits, la direction des Risques et les responsables de Contrôle Permanent.

### 2.8.1.2 Focus sur la filière Risques

Au sein de la Société, la filière Risques veille à l'efficacité et à l'homogénéité du dispositif de maîtrise des risques et à la cohérence du niveau des risques avec les moyens financiers, humains et systèmes de la Société et ses objectifs. Ces missions sont menées en lien avec la direction des Risques Groupe qui suit ces aspects d'un point de vue consolidé.

### 2.8.1.3 Focus sur la filière Conformité

« La fonction Conformité » participe au contrôle permanent du Groupe BPCE. Elle est organisée en « filière », entendue comme l'ensemble des fonctions Conformité telles que définies dans la Charte Conformité du Groupe BPCE et disposant de moyens dédiés.

La loi 2009-715 du 18 juin 2009 confie à l'Organe Central une responsabilité en matière d'organisation du contrôle interne dans le cadre de son article 1er qui prévoit notamment que l'Organe Central est « chargé » de : « définir les principes et conditions d'organisation du dispositif de contrôle interne du Groupe et de chacun des réseaux ainsi que d'assurer le contrôle de l'organisation, de la gestion et de la qualité de la situation financière des établissements affiliés, notamment au travers de contrôles sur place dans le cadre du périmètre d'intervention défini au 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article L 511-31 »

Dans ce contexte, le périmètre du Groupe BPCE conduit à identifier plusieurs niveaux d'action et de responsabilité complémentaires, au sein de la filière Conformité :

- BPCE en tant qu'organe central pour ses activités propres ;
- Ses affiliés et leurs filiales directes ou indirectes ;
- Ses filiales directes ou indirectes.

La filière Conformité assure une fonction de contrôle permanent de second niveau qui, en application de l'article 5 a du règlement 97-02, est en charge du contrôle de la conformité des opérations et des procédures internes des entreprises du Groupe BPCE aux normes légales, réglementaires, professionnelles ou internes applicables aux

activités bancaires financières ou d'assurance, afin :

- de prévenir le risque de non-conformité tel que défini à l'article 4-p du règlement 97-02 du CRBF, comme « le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naît du non respect des dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législatives ou réglementaires, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles ou déontologiques ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe délibérant. »
- de préserver l'image et la réputation du Groupe BPCE auprès de ses clients, ses collaborateurs et partenaires.

Dans ce cadre, la filière Conformité conduit toute action de nature à renforcer la conformité des opérations réalisées au sein des entreprises du Groupe BPCE, de ses affiliés et de ses filiales, dans le respect constant de l'intérêt de ses clients, de ses collaborateurs et de ses partenaires.

La filière Conformité est chargée de s'assurer de la cohérence de l'ensemble du contrôle de conformité, sachant que chaque filière opérationnelle ou de contrôle reste responsable de la conformité de ses activités et de ses opérations.

La filière Conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), du pôle commun AMF-ACP (Autorité de Contrôle Prudentiel) de coordination en matière de contrôle de la commercialisation, de la CNIL et de la DGCCRF. La filière Conformité est associée sur les sujets de sa responsabilité aux échanges avec l'ACP.

Enfin, en tant que fonction de contrôle permanent de conformité de second niveau, la filière Conformité entretient des relations étroites avec l'ensemble des fonctions concourant à l'exercice des contrôles internes du Groupe BPCE : Inspection Générale, direction des Risques, direction de la Sécurité des Systèmes d'Information, direction en charge du Contrôle Comptable.

## 2.8.2 PRÉSENTATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE PÉRIODIQUE

Le contrôle périodique est assuré par l'audit interne sur toutes les activités, y compris le contrôle permanent.

Dans le cadre des responsabilités définies par l'article 6-b du règlement 97-02, l'audit interne s'assure de la qualité, l'efficacité, la cohérence et le bon fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques. Son périmètre d'intervention couvre tous les risques et toutes les activités de la Société, y compris celles qui sont externalisées. Il s'étend également, le cas échéant, à ses filiales et affiliés. Ses objectifs prioritaires sont d'évaluer et de rendre compte aux organes exécutif et délibérant de la Société :

- de la qualité de la situation financière ;
- du niveau des risques effectivement encourus ;
- de la qualité de l'organisation et de la gestion ;
- de la cohérence, de l'adéquation et du bon fonctionnement des dispositifs d'évaluation et de maîtrise des risques ;
- de la fiabilité et de l'intégrité des informations comptables et des informations de gestion ;

- du respect des lois, des règlements, des règles du Groupe ou de chaque entreprise ;
- de la mise en œuvre effective des recommandations des missions antérieures et des régulateurs.

Rattachée en direct à l'exécutif, l'Audit interne exerce ses missions de manière indépendante des Directions opérationnelles et de contrôle permanent. Ses modalités de fonctionnement, sont précisées dans une charte d'audit Groupe approuvée par le Directoire de BPCE le 7 décembre 2009 qui s'applique à la Société.

Le planning prévisionnel des audits est arrêté en accord avec l'Inspection Générale Groupe. Il est approuvé par l'organe exécutif et communiqué au comité d'audit et des risques qui a toute latitude pour formuler des recommandations.

À l'issue de ses investigations la mission d'audit émet un pré-rapport qui contient notamment ses recommandations et auquel l'entité doit répondre. Chaque recommandation est hiérarchisée en fonction de son importance. Le rapport définitif intègre la réponse des audités à chaque recommandation ; celle-ci inclut des plans d'action et des engagements sur des dates de mise en œuvre. Ce rapport est transmis, outre aux responsables de l'unité audité, aux dirigeants de la Société.

Le management opérationnel est responsable de la mise en œuvre des recommandations. Il met en place des plans d'action adaptés et informe de leur taux d'avancement au moins semestriellement l'Audit Interne. Celui-ci en assure un reporting régulier au comité de coordination du contrôle interne et au comité d'audit et des risques.

L'Audit Interne, en vertu de son devoir d'alerte, peut saisir le comité d'audit et des risques en cas de non mise en place des actions correctrices.

Dans le cadre des responsabilités qui lui sont dévolues, l'inspection générale Groupe mène également de façon périodique des missions de contrôle au sein de la Société.

### 2.8.3 GOUVERNANCE

La gouvernance du dispositif de contrôle interne repose sur :

- **Le Comité de Direction** qui définit et met en œuvre les organisations et moyens permettant d'assurer de manière exhaustive et optimale la correcte évaluation et gestion des risques, et de disposer d'un pilotage adapté à la situation financière et à la stratégie de la Société et du Groupe BPCE. Il est responsable de la maîtrise au quotidien des risques et en répond devant l'organe délibérant. Il définit la tolérance aux risques au travers d'objectifs généraux en matière de surveillance et gestion des risques, dont la pertinence est régulièrement évaluée ; il assure un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies. Il informe régulièrement le comité d'audit et des risques et le conseil de surveillance des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats de la Société.
- **Le conseil d'administration** qui veille conformément au dispositif réglementaire à la maîtrise des principaux risques encourus, approuve les principales limites de risque et évalue le dispositif de

contrôle interne. À cette fin, le conseil prend appui sur un comité d'audit et des risques.

- **Le comité d'audit et des risques et le comité des comptes** qui assistent l'organe délibérant et, dans ce cadre, veillent à la qualité de l'information délivrée et plus généralement assurent les missions prévues par le règlement 97-02. Leur rôle est ainsi de :

- vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés,
- émettre un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes de la Société et examiner leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières,
- examiner l'exposition globale des activités aux risques et donner un avis sur les limites de risques présentées au conseil d'administration,
- assurer l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques,
- porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer, si nécessaire, des actions complémentaires à ce titre,
- examiner les rapports des articles 42 et 43 du règlement 97-02,
- veiller au suivi des conclusions des missions de l'Audit interne, de l'Inspection Générale et des régulateurs et examiner le programme annuel de l'audit.

## 2.9 GESTION DES RISQUES

### Présentation de la direction des Risques

La direction des Risques et de la Conformité est rattachée au directeur général. Elle dispose de 11 collaborateurs dans les services de contrôle permanent des risques, de 14 personnes en charge de la conformité.

La direction des Risques et de la Conformité est chargée de veiller à la pertinence du dispositif de maîtrise des risques. La coordination des travaux de tous les acteurs banque et le contrôle permanent de 2<sup>ème</sup> niveau sont les leviers d'actions de cette direction.

En 2012, en dehors des missions récurrentes de contrôle permanent et d'analyse contradictoire, les principales réalisations en matière de risques sont :

- Mise en œuvre d'une détection précoce des risques de crédits naissants,
- Mise à jour complète de la cartographie des risques,
- Mise à jour complète du Plan de Continuité des Activités Essentielles,
- Production trimestrielle d'un tableau de bord sur l'ensemble des risques,
- Mise à jour de la cartographie des risques qui va permettre de rentrer dans une gestion plus fine des risques à piloter,
- Renforcement du programme de contrôle permanent de 2<sup>ème</sup> niveau va se renforcer pour aider les services opérationnels à mieux asseoir la sécurité de leurs opérations,

- La bonne connaissance sur les clients, axe prioritaire pour mieux les conseiller et mieux répondre à leurs besoins,
- Mise en œuvre de procédure sur la qualité du dossier « connaissance client.

### **Principales attributions de la fonction Risques de la Société**

Au sein de la Société, la filière Risques prend en charge :

- de participer à l'information des collaborateurs et à leur sensibilisation aux domaines couverts par la fonction risques ;
- d'identifier les risques et d'en établir la cartographie (l'élaboration de la cartographie étant coordonnée par la direction des Risques Groupe) ;
- de valider et assurer le contrôle de second niveau des normes et méthodes de valorisation des opérations et de provisionnement des risques ;
- de valider et d'assurer le contrôle de second niveau des dispositifs de maîtrise des risques structurels de bilan et de l'approche économique des fonds propres assurés par la fonction finance du Groupe (la réalisation est une mission de la direction des Risques locale et de la direction des Risques Groupe au niveau consolidé) ;
- de réaliser le contrôle de niveau 2 de la qualité des données risques de la Société ;
- de contribuer à l'élaboration des dispositifs de maîtrise des risques définis dans le cadre des politiques de gestion des activités opérationnelles (notamment par la mise en place de limites quantitatives, d'un schéma délégataire tenant compte de l'évaluation du risque, et d'une analyse a priori des nouveaux produits ou des nouvelles activités) ;
- de contrôler la bonne application des normes et méthodes de mesure des risques et de la politique risque dans le cadre de l'analyse contradictoire préalable à l'autorisation de prise de risque (instruction des demandes de limites, d'autorisation de nouveaux produits, de nouvelles activités ou d'opérations de croissance externe, ou contre-analyse d'engagement de crédit et d'opérations financières) ;
- de contribuer, en coordination avec les opérationnels, à la définition des normes de contrôle permanent de premier niveau des risques hors conformité et de veiller à leur bonne application (la définition des normes et méthodes Groupe étant une mission de la direction des Risques Groupe - DRG -) ;
- de définir et mettre en œuvre les normes de reporting et de contrôles permanents de second niveau des risques, en y incluant les normes réglementaires applicables aux risques ;
- d'assurer la surveillance des risques, notamment la fiabilité du système de détection des dépassements de limites et le contrôle de leur résolution ;
- d'évaluer et contrôler le niveau des risques à l'échelle de la Société (notamment par l'application de stress scenarii) ;
- de veiller au second niveau, le premier niveau étant à la charge des filières opérationnelles concernées, à la conformité aux normes risques internes des cahiers des charges des systèmes d'information des filières opérationnelles, ainsi que d'assurer le contrôle de second niveau des paramètres risques de ces systèmes ;
- d'élaborer le reporting risques à destination des instances dirigeantes, notamment à destination de l'organe exécutif, de l'audit interne et du comité d'audit, et contribuer aux rapports légaux ou réglementaires de l'entreprise aux fins d'informations financières ou prudentielles, notamment au titre des articles 42 et 43 du règlement 97-02 ;

- de notifier aux responsables opérationnels et d'alerter l'audit interne et l'organe exécutif en cas de dépassement de limites ou de dégradation notable des résultats ;
- d'informer régulièrement (au moins deux fois par an conformément à l'article 39 du règlement 97-02) l'organe exécutif, l'organe délibérant, ainsi que la filière audit interne, des conditions dans lesquelles les limites sont respectées ;
- d'alerter l'organe exécutif, le comité d'audit, la filière audit interne en cas d'incident dépassant un seuil significatif au sens de l'article 17ter du règlement 97-02 (la direction des Risques alerte l'audit interne de l'entité et la DRG alerte l'Inspection Générale BPCE) ;
- de notifier aux responsables opérationnels et d'alerter l'organe exécutif et l'audit interne si les risques n'ont pas été réduits au niveau requis dans les délais impartis ; l'audit interne a la charge d'alerter le comité d'audit quant à l'absence d'exécution des mesures correctrices conformément à l'article 9.I du règlement 97-02 ;
- de participer aux travaux préparatoires au calcul du ratio de solvabilité.

### **Principales attributions de la direction des Risques Groupe**

La direction des Risques Groupe veille à l'efficacité et à l'homogénéité du dispositif de maîtrise des risques et à la cohérence du niveau des risques avec les moyens financiers, humains et systèmes du groupe BPCE et ses objectifs notamment en termes de rating par les agences.

Sa mission est conduite de manière indépendante à celles des directions opérationnelles. Ses modalités de fonctionnement notamment en filières sont précisées dans la charte risques groupe approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009. La direction des Risques de la Société lui est rattachée par un lien fonctionnel fort.

Les principales attributions de la direction des Risques Groupe sont les suivantes :

- contribuer à l'élaboration de la politique des risques sur base consolidée, instruire le dispositif des plafonds globaux de risques, prendre part au calcul de l'allocation économique des fonds propres, et assurer la conformité de la gestion des portefeuilles avec ce dispositif de limites et d'allocation ;
- accompagner la Direction Générale dans l'identification des risques émergents, des concentrations et autres développements adverses, ainsi que dans l'élaboration de la stratégie ;
- définir et mettre en œuvre les normes et méthodes permettant, sur base consolidée, la mesure des risques, la tenue de la cartographie des risques, l'approbation de la prise de risques, le contrôle et le reporting des risques, ainsi que la conformité aux textes réglementaires relatifs aux risques, en cohérence avec les principes et règles édictés par la réglementation ;
- évaluer et contrôler le niveau du risque à l'échelle du Groupe. Dans ce cadre, assurer l'analyse contradictoire :
  - assurer la surveillance permanente par la détection des dépassements de limites et le suivi de leur résolution, la centralisation et le reporting prospectif des risques sur base consolidée tant interne qu'externe (notamment vers les régulateurs) ;
  - assurer la surveillance de second niveau de certains processus d'établissement des résultats de l'entreprise (méthodes de valorisation, de réfections, de provisionnement, de détermination des niveaux de marché) ;



- piloter le système d'information risques en coordination étroite avec les directions informatiques en définissant les normes à appliquer pour la mesure, le contrôle, le reporting et la maîtrise des risques. La direction des Risques assure un contrôle permanent de second niveau sur la fiabilité des systèmes d'information risques.

### Comités relevant de la filière Risques

Au niveau de la Société les comités énumérés ci-dessous relèvent de la filière Risques.

#### Comité des risques et conformité

Il examine les sujets risques de crédit, opérationnels et financiers. Il est responsable de la définition des grandes orientations risques de la Société (limites, politiques de risques, chartes délégataires...).

#### Comité de crédit

Il valide la politique de la Société en matière de risque de crédit, statue sur les plafonds internes et les limites de crédit, valide le cadre délégataire de la Société, examine les expositions importantes et les résultats de la mesure des risques.

#### Comité des risques opérationnels

Il décide de la mise en œuvre de la politique de maîtrise des risques, et s'assure de la pertinence et de l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques opérationnels. Il suit le niveau des risques, valide et suit les plans d'actions de réduction de leur exposition. Il examine les incidents répertoriés et contrôle le suivi des actions correctrices décidées. Il examine la contribution de la filière Risques au plan de contrôles permanents.

#### Comité gestion de bilan

Il valide la politique de la Société en matière de risques financiers et en informe le comité d'audit de l'organe délibérant. Il statue sur les plafonds internes et les limites en risque de marché, examine les expositions importantes et les indicateurs des risques.

Outre leur président, les comités sont composés des responsables opérationnels concernés, en fonction de la nature du comité, ainsi que des responsables des fonctions de contrôle interne concernés.

## 2.9.1 RISQUES DE CRÉDIT / CONTREPARTIE

Au sein de la Société comme du groupe BPCE, la fonction spécialisée « risques de crédit » recouvre le risque de « défaut » dans l'exécution d'obligations contractuelles : outre le risque de crédit lui-même, le périmètre de cette fonction englobe le risque pays et le risque d'intermédiation.

Le risque de crédit est le risque encouru en cas de défaillance d'un débiteur ou d'une contrepartie, ou d'un groupe de débiteurs ou de contreparties ; ce risque peut également se traduire par la perte de valeur de titres émis par la contrepartie défaillante.

La filière Risques s'assure que toute opération est conforme aux référentiels et procédures en vigueur en matière de contreparties autorisées. Elle propose au comité compétent les inscriptions en Watchlist des dossiers de qualité dégradée.

Cette mission est du ressort de la filière Risques de la Société sur son propre périmètre et du ressort de la direction des Risques Groupe BPCE au niveau consolidé.

### 2.9.1.1 Organisation du suivi des risques de crédit / contrepartie

La structure des engagements donne un encours de crédits de 46% sur la clientèle des particuliers, de 24% sur la clientèle des professionnels et 30% sur la clientèle des entreprises « corporate ».

Les crédits sont assez peu concentrés et aucun secteur d'activité n'atteint 10% des engagements.

Les secteurs d'activités avec les plus forts engagements sont, dans l'ordre décroissant, les secteurs des BTP, de l'agro-alimentaire, des services, de distribution-commerce, des biens de consommation, de l'immobilier et du tourisme-hôtellerie-restauration.

Le fonds de commerce de la Société est globalement sain :

- 94% des engagements sont classés en risques sains, contre 95 % en 2011,
- 6% en risques sensibles, douteux et contentieux.

Après avoir enregistré une baisse de 17 % en 2011 en matière de coût du risque, l'année 2012 affiche une hausse de 20 %, mais il a été maintenu un bon taux de provisionnement. Au 31/12/2012, le taux de provisionnement des contentieux (total provisions contentieuses/total créances contentieuses) atteint 74 % de la masse contentieuse.

L'analyse des dossiers de crédits s'effectue sur la base de procédures et circuits formalisés. Pour les particuliers, outre la notation « Bâle 2 », la Banque s'appuie sur des données provenant de la Banque de France et sur divers documents permettant d'apprécier la surface patrimoniale et financière, et les revenus.

Pour les professionnels et entreprises, les informations utilisées pour l'accord de crédits reposent également sur la notation « Bâle 2 » ainsi que sur les états financiers et ensuite sur d'autres éléments disponibles auprès de la Banque de France et des greffes des Tribunaux de Commerce au-delà des éléments économiques.

L'appréciation finale, ainsi que les conditions pratiquées tiennent compte systématiquement de la qualité des clients que les conseillers commerciaux appréhendent au travers d'entretiens préparés.

Les acteurs du crédit, s'appuient sur des règles de crédits régulièrement mises à jour comportant un tronc commun, et des règles spécifiques, par type de clientèle Particulier, Professionnel et Entreprise « Corporate ».

Ils s'appuient sur l'expertise d'une direction des Engagements, elle aussi spécialisée, suivant le type de clientèle, permettant une approche volontariste, mais prudente sur le développement des crédits.

La détection des engagements sensibles est assurée par plusieurs entités indépendantes et non redondantes dans leurs interventions. La direction des Risques et Conformité réalise les missions de surveillance des engagements.

Les services Etudes Crédits suivent au quotidien les engagements risqués au travers des anomalies détectées et des opérations écartées en présentation.

L'Audit, lors de ses contrôles sur place et sur pièces, évalue la gestion, la qualité des risques et le respect des procédures.

Les comités de Prévention, sous le pilotage de la direction des Engagements et des Crédits, et plus particulièrement d'Atlantique Solidarité, examinent les dossiers risqués les plus significatifs et apportent, le cas échéant, toutes les mesures correctrices ou conservatoires. Ils permettent une détection plus précoce des dossiers délicats et ainsi une meilleure gestion des difficultés. Ils contribuent également à la montée en compétence des conseillers.

La politique Risques de la Société est décrite dans une lettre signée du directeur général, elle précise les principales orientations, missions en matière de crédits, et l'ancrage de la Société dans le territoire régional, sans exclusion d'activité.

#### Détail des engagements par secteur géographique et par type de clientèle

Département au 31/12/2012	Clientèle Entreprise		Clientèle Professionnel		Clientèle Particulier	
29	120 258 K€	4,5%	141 007 K€	7,0%	246 090 K€	6,1%
44	1 297 926 K€	48,1%	797 007 K€	39,3%	1 550 763 K€	38,6%
49	389 114 K€	14,4%	431 045 K€	21,3%	953 598 K€	23,7%
56	234 744 K€	8,7%	263 064 K€	13,0%	388 928 K€	9,7%
85	297 005 K€	11,0%	291 682 K€	14,4%	460 724 K€	11,5%
HS	357 520 K€	13,3%	101 993 K€	5,0%	418 105 K€	10,4%
	<b>2 696 567 K€</b>		<b>2 025 797 K€</b>		<b>4 018 209 K€</b>	

Plus de 50 % de nos engagements sont réalisés sur les départements 44 et 49.

#### Répartition des engagements par secteur d'activité au 31/12/2012

Secteurs Activité - 31/12/2012	Clientèle Entreprise		Clientèle Professionnel	
01 - AGRO-ALIMENTAIRE	171 217 K€	6,3%	258 664 K€	12,8%
02 - BTP	234 064 K€	8,7%	178 824 K€	8,8%
03 - IMMOBILIER	230 804 K€	8,6%	42 658 K€	2,1%
04 - TOURISME-HOTELLERIE-RESTAURATION	36 055 K€	1,3%	134 593 K€	6,6%
05 - PHARMACIE-SANTE	36 718 K€	1,4%	129 605 K€	6,4%
06 - COMMUNICATION	8 737 K€	0,3%	10 874 K€	0,5%
07 - SERVICES	152 138 K€	5,6%	160 992 K€	7,9%
08 - DISTRIBUTION-COMMERCE	226 971 K€	8,4%	100 757 K€	5,0%
09 - BIENS DE CONSOMMATION	149 034 K€	5,5%	130 448 K€	6,4%
10 - ENERGIE	14 976 K€	0,6%	18 475 K€	0,9%
11 - TECHNOLOGIE	9 903 K€	0,4%	3 948 K€	0,2%
12 - CONSTRUCTION MECANIQUE ET ELECTRIQUE	140 010 K€	5,2%	45 705 K€	2,3%
13 - INDUSTRIES DE BASE	105 202 K€	3,9%	23 674 K€	1,2%
14 - SERVICES AUX COLLECTIVITES	6 056 K€	0,2%	3 407 K€	0,2%
15 - ADMINISTRATION	8 657 K€	0,3%	3 497 K€	0,2%
16 - FINANCE ASSURANCE	343 080 K€	12,7%	59 033 K€	2,9%
17 - HOLDINGS ET DIVERSIFIES	148 923 K€	5,5%	35 547 K€	1,8%
18 - TRANSPORTS	76 938 K€	2,9%	30 252 K€	1,5%
20 - NON DETERMINE CODIFICATION EN ATTENTE	118 895 K€	4,4%	67 809 K€	3,3%
21 - LOCATIONS IMMOBILIERES	478 190 K€	17,7%	587 036 K€	29,0%
	<b>2 696 567 K€</b>		<b>2 025 797 K€</b>	

Les risques sont bien diversifiés : aucun secteur ne représente plus de 10 %, hors locations immobilières.

## Répartition des encours au 31/12/2012 par réseau et par segment de clientèle, en fonction de la note – qualité du fonds de commerce

Note interne Mac Donough (en nombre de clients)					
31/12/2012	Très bons & bons <sup>(1)</sup>	Moyens <sup>(2)</sup>	Sensibles <sup>(3)</sup>	Dx et contentieux <sup>(4)</sup>	GLOBAL
Clientèle Particulier	32 539	7 133	1 986	4 519	46 177
Clientèle Professionnel	261 084	44 099	6 161	6 548	317 892
Clientèle Entreprise	4 005	3 314	107	672	8 098

Note interne Mac Donough (en engagement de crédit)					
31/12/2012	Très bons & bons <sup>(1)</sup>	Moyens <sup>(2)</sup>	Sensibles <sup>(3)</sup>	Dx et contentieux <sup>(4)</sup>	GLOBAL
Clientèle Particulier	1 417 498	357 227	96 789	151 191	2 022 705
Clientèle Professionnel	3 485 989	416 010	54 313	61 640	4 017 952
Clientèle Entreprise	1 600 938	805 440	27 293	138 080	2 571 751

(1) Très bons & bons : Notes 1 à 6 pour les clientèles Particulier et Professionnel.

(2) Moyens : Notes 7 à 8 pour les clientèles Particulier et Professionnel. Notes 12 à 14 pour la clientèle Entreprise.

(3) Sensibles : Notes 9 et 10 pour les clientèles Particulier et Professionnel. Notes 15 et 16 pour la clientèle Entreprise.

(4) Douteux et contentieux : Notes DX / RX ou CX pour tous les types de clientèle. DX : douteux ou en défaut, RX : restructuration, CX : contentieux.

90 % des clients de détail Entreprise "corporate" sont sains : ils représentent 94 % du total engagements corporate.

86 % des clients de détail Professionnels sont sains et représentent 88 % du total Engagements professionnels.

96 % des clients de détail Particuliers sont sains et représentent 97 % du total Engagements Particuliers.

Tous les clients sont notés automatiquement pour le segment Particulier et Professionnel.

Les clients Entreprise "corporate" font l'objet d'une notation interne qui tient compte des éléments financiers. En 2012, la grille de probabilité de défaut (probabilité que le client soit en défaut à un an) a été modifiée, pour être mieux adaptée à la réalité économique. Le groupe BPCE est en phase d'homologation de ce dispositif de notation qui prendra en compte le modèle interne de la Société et qui permettra à celle-ci d'économiser des fonds propres, à mettre en face des risques pondérés de la Société.

Les notes sont revues, et modifiées à dire d'expert sur proposition du conseiller puis validées par la direction des Risques, afin de coller à la réalité économique et financière des clients.

Les dossiers de crédits, font l'objet à minima d'une étude annuelle lors du renouvellement des lignes, suivant un schéma délégataire prudent tenant compte de la note, du total engagements, de la nature des concours plus ou moins risqués.

Les plus gros engagements sont décidés en comité de crédits, la décision collégiale fait l'objet d'un procès verbal de décision. Les engagements de plus de 15 Me sont soumis au visa du directeur général.

Les 10 plus gros engagements et les engagements des administrateurs et dirigeants font l'objet d'une étude contradictoire de la direction des Risques Groupes, avec modification éventuelle de la note Mac Donough.

Sont suivis les engagements significatifs sensibles et risqués par le biais d'une Watchlist (liste de surveillance) qui comprend à la fois les clients communs Groupe, et les propres clients de la Société, à surveiller, avec

indication de la provision affectée. Cette présentation est faite trimestriellement lors du comité de provisions présidé par le directeur général. Ce comité valide les entrées, sorties éventuelles et décisions concernant ces clients, et le niveau de provisions des engagements.

A été mis en place en 2011, un outil de détection, de surveillance et de gestion du risque au quotidien à destination du réseau, Pilot (outil communautaire groupe). Cet outil a pour but de remonter tous les comptes en anomalies, par portefeuille et par agence, permettant un traitement individualisé (échéance impayée, dépassement d'autorisation depuis 30 jours, compte débiteur sans autorisation), et une vision globale à disposition de tous les acteurs crédits. Est ainsi suivie l'évolution d'indicateurs de risques au niveau banque.

Chaque secteur, agence spécialisée, fait l'objet d'un comité de prévention annuel où sont exposés les dossiers les plus risqués, ou en prévention, ceux qui nécessitent une prise de position, en présence du conseiller, de son hiérarchique, sous la responsabilité de la direction des Engagements, et en présence de la direction des Risques.

Est produit un tableau de bord Risques de crédit, trimestriel reprenant les principaux indicateurs Bâlois et leur évolution (probabilité de défaut par segment de risque Particulier, Professionnel et Entreprise "corporate", taux de perte attendue (E.L), taux de provisions/ E.L, pourcentage d'engagements sensibles, douteux et contentieux). De plus est produit un tableau de bord qualité du fonds de commerce, qui est trimestriellement mis à disposition par la direction des Risques Groupe BPCE, avec un comparatif entre les Banques Populaires régionales.

La surveillance des engagements s'effectue à tous les niveaux, en mettant en place un double regard pour les dossiers montés par le conseiller et décidés par le directeur d'agence, ou par la décision centralisée (direction Engagements des Crédits, Atlantique Solidarité, ou comité de crédits).

La direction des Risques participe à la décision, sous forme d'une analyse contradictoire, sur les dossiers sensibles, risqués, ou de montants significatifs. Elle dispose d'un droit de veto, qui ne peut être levé que par le directeur général.

Le respect des délégations fait l'objet de contrôles fréquents et aléatoires, sur un échantillon de dossiers décidés majoritairement dans le réseau.

La direction des Risques réalise une synthèse sur la qualité des engagements, et la gestion du risque, par secteur et par agence au moins une fois par an, avec communication dans un but pédagogique.

### Suivi de l'évolution des marges

#### Approche globale du fonds de commerce :

- La rentabilité prévisionnelle des opérations de crédit est approchée par le Contrôle de Gestion dans les travaux de prévision et de suivi budgétaire. Les prévisions prennent en compte l'évolution prévisionnelle des taux indiquée par les analystes du Groupe ou fixée par les directions Financières et Risques.
- La grille tarifaire des crédits prend en compte le niveau de risque, synthétisé par la « note Mc Donough ». Dans le cadre de l'homologation Corporate, et avec la mise à jour de la nouvelle grille prédictive du défaut, les grilles tarifaires sur le marché Entreprise "corporate", ont été revues mais aussi sur les marchés Particuliers et Professionnels, en faisant une distinction entre les très bonnes notes, notes moyennes, où la marge est calculée, entre autre, en fonction du niveau de risque.
- Les commissions (frais de dossier et assurances notamment) sont des composantes de la rentabilité du crédit et font également l'objet de prévisions banque.

#### Approche individuelle par client :

La décision de crédit est encadrée par une tarification précise, basée sur la note interne du client. Les dérogations sont accordées par la ligne hiérarchique. Pour les dossiers du ressort du comité de crédits, la tarification fait partie intégrante de la décision.

### Analyse par l'organe exécutif de la rentabilité des opérations de crédits

L'analyse du compte de résultat mensuel intègre une analyse de la rentabilité du crédit. Les axes d'analyse sont :

- La volumétrie par rapport aux prévisions ;
- Le taux moyen de rendement par rapport à celui escompté ;
- Les commissions perçues comparées aux enjeux (pourcentage réel de perception) et comparées aux prévisions ;
- Les provisions constituées sur les dossiers douteux ou contentieux ;
- L'analyse du tarif appliqué aux dossiers de prêt est également présentée tous les ans au Comité des Risques et du Contrôle Interne. Les axes d'analyse sont :
  - Le taux moyen appliqué à chaque classe de risque (cohérence entre niveau de risque et niveau de marge),
  - Le taux moyen, par classe de risque, du stock et des prêts réalisés dans l'année.

### 2.9.1.2 Système de mesure des risques de crédit / contrepartie

La maîtrise des risques de crédit requiert une notation des risques et des procédures d'engagement ou de suivi des opérations conformes au titre II du règlement 97-02 et à l'arrêté ministériel du 20 février 2007.

Dans ce cadre, la **fonction risque de crédit de la Société** a en charge les missions suivantes :

- La définition des règles d'inscription en Watchlist, de déclassement en défaut, d'évaluation de la perte, de provisionnement des dossiers en défaut ;
- la définition du processus d'analyse des risques ;
- l'analyse des risques résiduels ;
- les analyses de risques sectoriels et géographiques ;
- l'analyse des risques de concentration ;
- l'instruction des demandes de limites globales ou opérationnelles ;
- l'analyse contradictoire des propositions d'engagement ;
- la proposition aux comités compétents : des procédures d'engagement des opérations (octroi), en concertation avec les filières opérationnelles concernées, des inscriptions en Watchlist des dossiers de qualité dégradée, des inscriptions en défaut des dossiers répondant aux règles prédéfinies ;
- la proposition à l'organe exécutif des systèmes délégataires d'engagement des opérations, qui doivent tenir compte des niveaux de risque ;
- la participation à la fixation des normes de tarification de la Société en veillant à la prise en compte du niveau de risque dans les normes de tarification, dans le respect de la norme groupe
- le contrôle, à partir de la révision périodique des notes et du respect des limites ;
- l'alerte de l'organe exécutif avec notification aux responsables opérationnels en cas de dépassement d'une limite ;
- le contrôle de la mise en œuvre des plans de réduction de risques ;
- le plan de renforcement du dispositif bâlois.

La fonction Risques étant indépendante des filières opérationnelles, elle ne peut faire aucune tâche opérationnelle qui relève de celles-ci. En particulier, elle ne dispose pas de délégation d'octroi de crédit et ne peut assurer l'analyse métier des demandes d'engagement.

La Banque est en lien avec la **Direction des Risques Groupe** qui est en charge de :

- la définition des normes de segmentation risque de la clientèle ;
- l'évaluation des risques (définition des concepts) ;
- l'élaboration des méthodologies, modèles et systèmes de notation du risque (scoring ou systèmes experts) ;
- la conception et le déploiement des dispositifs de monitoring, des normes et de la qualité des Données ;
- la réalisation des tests de performance des systèmes de notation (back-testing) ;
- la réalisation des scénarii de stress de risque de crédit (ceux-ci sont éventuellement complétés de scénarii complémentaires définis en local) ;
- la validation des normes d'évaluation, de contrôle et de reporting.

Par ailleurs, l'organe central réalise des contrôles. La direction des Risques Groupe a mis en place un département dédié au contrôle permanent

qui est en charge du pilotage des contrôles permanents de 2<sup>nd</sup> niveau et de la coordination de la filière Risques.

### 2.9.1.3 Technique de réduction des risques

#### Division des risques (plafonds, limites)

Selon les règles définies par le Groupe BPCE, la Société s'est dotée, en fonction de ses caractéristiques propres, de plafonds internes.

La limite d'engagements par groupe de contrepartie, est fixée à 35 Millions (conseil d'administration du 27/06/2007) : ce plafond représente moins de 5 % des fonds propres ; il est sensiblement inférieur aux seuils autorisés par la réglementation, et permet d'assurer une bonne division des risques.

Le partage des encours est une politique volontariste, initiée par la direction des Engagements à partir d'un encours de 17,5 Me.

Il existe par ailleurs en interne des limites sectorielles qui participent également à cette division du risque. Ainsi la part d'engagements Grande et Moyenne Distribution (GMD) ne doit pas représenter plus de 10% des emplois de la Banque et 5 % par enseigne. De même les engagements de type promotion immobilière, ne peuvent représenter plus de 10 % des emplois de la Banque.

Le groupe BPCE s'est doté d'un outil de suivi des limites et d'une base clients communs qui permettent à tout moment à la Société de connaître les expositions globales du groupe et de suivre les limites.

Les plus gros engagements sont présentés au moins deux fois par an en comité des Risques et du contrôle, afin de s'assurer du respect des ces limites.

Des mesures limitatives ponctuelles peuvent être décidées en fonction des évolutions constatées.

#### Les 20 des plus gros engagements par note et par secteur activité – 31/12/2012 : en milliers d'euros

Activité	Note BDF	Note interne Mac Donough	Engagements BP Ail + Crédit Maritime Ail.
Gde distribution / Commerce		07Z	37 708 298
Service	3++	05Z	30 606 341
Distribution / produits consomm.	5+	09Z	27 005 108
Agro alimentaire	4	10Z	25 001 126
Service	4+	9	23 775 528
Gde distribution / Commerce	3	04Z	23 010 546
Agro alimentaire	0	10Z	22 640 707
Assurance/ Finances		10	22 626 023
Service à la personne/ Etabl. Médic		9	22 232 235
Service, nettoyage	5	CX	21 835 419
Commerce produits BTP	3	9	21 541 669
Assurance/ Finances	0	12	20 437 365
Gde distribution / Commerce	0	09Z	20 019 670
Transports	4+	11	18 782 272
Promotion immobilière	0	8	18 527 345
Industrie	3	8	18 158 892
Gde distribution / Commerce		11	18 026 425
Promotion immobilière	0	12	17 149 323
Promotion immobilière	5+	9	15 331 522
Transports	4	14	13 944 661
20 groupes pour un encours global de			438 360 474

A noter un seul dossier est en défaut, tous les autres dossiers étant sains et à l'intérieur des limites.

#### Fournisseurs de protection

La Société a traditionnellement recours aux sociétés de caution mutuelle telles que Socama (prêts aux artisans), la Saccef (prêts aux particuliers et aux professionnels) en dehors des sûretés réelles utilisées.

Elle sollicite également la CASDEN Banque Populaire pour garantir les prêts consentis aux fonctionnaires de l'Éducation Nationale.

Pour les prêts à l'Habitat, la Société sollicite par ailleurs plusieurs mutuelles telles que la MGEN, la MAI (Mutuelle des agents des impôts), la CNG (Mutuelle de la Gendarmerie) et la MFP (Mutuelle de la fonction publique).

Sur l'exercice 2012, le recours à OSEO s'est poursuivi pour les professionnels et les entreprises.

Il existe par ailleurs un dispositif de limites internes ayant pour objet de diviser les risques.

Certains secteurs d'activité font l'objet de limites spécifiques. Des mesures limitatives ponctuelles peuvent être décidées en fonction des évolutions constatées.

## Valorisation et gestion des instruments constitutifs de sûretés réelles

La Société dispose d'un outil de revalorisation à l'aide d'indices de ses garanties réelles pour le segment clientèle de détail.

## Effet des techniques de réduction du risque de crédit

Au 31 décembre 2012, la prise en compte des collatéraux reçus au titre des garanties et sûretés obtenues par la Société dans le cadre de son activité de crédit, ou la prise en compte des achats de protection permettent de réduire l'exposition de la Société au risque de crédit.

En millions d'Euros	31/12/2012						Rappel 31/12/2011	
	Sûretés personnelles et dérivés			Sûretés physiques			Total sûretés personnelles	Total sûretés physiques
	Sûretés personnelles	Dérivés de crédits	Total sûretés personnelles	Total sûretés physiques	dont réelles	dont financières		
Souverains	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements	0	-	0	-	-	-	0	-
Entreprise	44	-	44	367	353	13	99	380
Clientèle de détail	1 235	-	1 235	2 510	2 373	136	1 235	2 394
<b>Total</b>	<b>1 279</b>	<b>-</b>	<b>1 279</b>	<b>2 876</b>	<b>2 727</b>	<b>150</b>	<b>1 333</b>	<b>2 773</b>

### 2.9.1.4 Simulation de crise relative aux risques de crédit

Les stress tests ont pour objectif de mesurer la sensibilité des différents portefeuilles en termes de pertes attendues, d'actifs pondérés et d'exigences en fonds propres à une situation de choc.

Des simulations de crises relatives au risque de crédit sont prises en charge pour les établissements au niveau du groupe BPCE par la direction des Risques Groupe

### 2.9.1.5 Travaux réalisés en 2012

En 2012, les travaux de surveillance et de pilotage des risques se sont traduits par :

- La production régulière d'un tableau de bord Risques de crédits permettant de comprendre et d'alerter sur l'évolution des principaux indicateurs bâlois ;
- La formation du réseau sur l'importance de la notation interne, la pertinence de la note dans le but de préparer l'homologation Notation IRBA du groupe en collaboration avec la direction des Engagements et la direction de l'Exploitation ;
- La réalisation d'un plan de contrôle visant à contrôler les risques majeurs de la banque en matière de crédits ;
- Une augmentation des contrôles sur le respect des délégations sur les décisions de crédit ;
- Le déploiement de l'outil Pilot, qui permet de détecter les clients risqués. La Société doit en 2013, veiller aux plans d'action adéquats permettant de solutionner les problèmes ;
- La mise en qualité des données risques, pour fiabiliser nos systèmes de notation.

La montée des risques constatée en 2011 se poursuit en 2012 sur le marché des professionnels et des entreprises ; les dispositifs d'accompagnement sont maintenus.

Sur la clientèle des particuliers, est suivie de près la production de prêts grâce à la requête mensuelle relative au prêt Habitat (demande ACP). Il n'est pas constaté aujourd'hui de risque particulier sur cette clientèle, toutefois le dispositif de veille est maintenu.

La création de l'agence Atlantique Solidarité Particuliers prévue en 2013 permettra d'accompagner les clients particuliers les plus fragiles.

## 2.9.2 RISQUES FINANCIER

La fonction spécialisée « risques financiers » est composée de deux branches : les risques de marché et les risques structurels de bilan.

### 2.9.2.1 Risques de marché

Les risques de marché se définissent comme les risques de perte liés aux variations des paramètres de marché.

Les risques de marché se décomposent en trois composantes principales :

- **le risque de taux d'intérêt** : risque que fait courir au porteur d'une créance ou d'un titre de dette, une variation des taux d'intérêt ; ce risque peut être spécifique à un émetteur particulier ou à une catégorie particulière d'émetteurs dont la qualité de la signature est dégradée (risque de spread de crédit) ;
- **le risque de change** : risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises détenus dans le cadre des activités de marché, du fait des variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale ;
- **le risque de variation de cours** : risque de prix sur la position détenue sur un actif financier déterminé, en particulier une action.

### Organisation du suivi des risques de marché

Le périmètre concerné par le suivi des risques de marché porte sur l'ensemble des activités de marché, c'est-à-dire les opérations de trésorerie, les activités financières du portefeuille de négociation ainsi que les opérations de placement moyen long terme sur des produits générant des risques de marchés, quel que soit leur classement comptable.

Les activités de ce périmètre ne sont pas intégrées à la fonction de gestion de bilan.

Sur ce périmètre, la **fonction Risques de marchés de la Société** assure les missions suivantes :

- l'identification des différents facteurs de risques et l'établissement d'une cartographie des produits et instruments financiers tenue à jour, recensant les risques de marché ;
- la mise en œuvre du système de mesure des risques de marché ;
- l'instruction des demandes de limites globales et opérationnelles soumises au comité des risques compétent ;



- l'instruction de la liste des produits autorisés pour les activités générant des risques de marché soumise au comité des risques compétent ;
- l'instruction des demandes d'investissement et des nouveaux produits de marché avec décision par les comités compétents ;
- le contrôle des positions, de l'affectation au bon portefeuille des risques et des résultats à partir d'un reporting produit selon une fréquence régulière et conforme aux normes Groupe ;
- l'analyse transversale des risques et leur évolution au regard de l'orientation de l'activité arrêtée par les instances dirigeantes et des politiques de gestion des activités opérationnelles ;
- la notification aux responsables opérationnels et l'alerte de l'audit interne et de l'organe exécutif en cas de dépassement de limites ou de dégradation notable des résultats ;
- le contrôle de la mise en œuvre des plans d'action de réduction de risques.

Ces missions sont menées en lien avec la **direction des Risques Groupe** qui prend en charge notamment la définition du système de mesure des risques de marché (VAR, Stress tests...), l'examen des modèles de valorisation, des indicateurs de gestion en découlant, des politiques de refaction de résultats, l'évaluation des performances de ce système (back-testing), la définition du reporting des positions (expositions) et des risques de marché aux différents niveaux du groupe.

#### Système de mesure et de limite des risques de marché

Pour cela la Société a mis en place des systèmes et procédures permettant d'appréhender globalement les risques de marché. Elle veille à intégrer à ces systèmes et procédures l'ensemble des risques de marché associés aux activités bancaires et non bancaires de la Société. Les limites globales de risque de marché sont fixées et revues, autant que nécessaire et au moins une fois par an, par l'organe exécutif et, le cas échéant, par l'organe délibérant en tenant compte des fonds propres de la Société et, le cas échéant, des fonds propres consolidés et de leur répartition au sein du groupe adaptée aux risques encourus.

Afin de s'assurer que les bonnes pratiques du rapport Lagarde sont mises en application au sein des établissements, des contrôles spécifiques sont suivis par la filière risques. La direction des Risques Groupe de BPCE diligente chaque trimestre un suivi des recommandations Lagarde sur la base d'une grille de contrôle élaborée en central.

#### Simulation de crise relative aux risques de marché

Depuis 2009, la direction des Risques Groupe s'est attachée à définir et mettre en œuvre des stress scénarii, en collaboration avec les différentes entités du groupe. La Société dispose des données relatives aux stress scénarii qui la concernent.

6 stress « scénarii globaux hypothétiques » ont été définis en central et sont calculés à fréquence hebdomadaire. Les composantes de ces stress peuvent être des composantes actions, taux, crédit, change ou matières premières.

11 stress « scénarii historiques » ont été définis en central et sont calculés à fréquence hebdomadaire. Ils consistent à reproduire des ensembles de variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, afin de simuler ex-post les ordres de grandeur des variations de P&L enregistrées.

#### Travaux réalisés en 2012

La fonction Risques Financiers de la Banque Populaire Atlantique a mené à bien :

- l'analyse et l'instruction des demandes d'investissements de la direction Financière visant notamment à la constitution d'un portefeuille obligataire éligible au nouveau ratio Bâlois Liquidity Coverage Ratio ;
- des contrôles bimestriels sur le portefeuille de la banque pour s'assurer du bon respect des normes ;
- l'actualisation de la cartographie des risques de marché tels que définis par le Groupe ;
- le respect d'un bon niveau de contrôles requis par le dispositif Lagarde.

#### 2.9.2.2 Risque de gestion de bilan

Les risques structurels de bilan se traduisent par un risque de perte, immédiate ou future, lié aux variations des paramètres monétaires ou financiers et à la structure du bilan sur les activités de portefeuille bancaire, hors opérations pour compte propre.

Les risques structurels de bilan se décomposent en trois composantes principales :

- **le risque de liquidité** : se définit comme le risque pour la Société de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché. Le risque de liquidité est associé à l'incapacité pour une société de transformer des avoirs illiquides en avoirs liquides. Le risque de règlement est rattaché au risque de liquidité conformément au chapitre 5 du titre IV du règlement 97-02.
- **le risque de taux d'intérêt global** : se définit comme le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché.
- **le risque de change structurel** : se définit comme le risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises détenus dans le cadre du portefeuille bancaire ou des participations, du fait des variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale.

#### Organisation du suivi des risques de la gestion de bilan (liquidité, taux d'intérêt global, change, risques liés aux actions)

La fonction Risques financiers assure le contrôle de second niveau des risques structurels de bilan.

**Au sein de la Société, la filière risques de bilan** assure les missions suivantes :

- l'instruction des demandes de limites ALM, en respectant les limites définies au niveau du Groupe ;
- la validation des stress scénarii soumis au comité de gestion de bilan ;
- la définition des stress scénarii complémentaires aux stress scénarii groupe le cas échéant ;
- le suivi des risques liés aux actions (au travers d'un outil de suivi, de contrôle et de gestion des demandes d'investissement dans des fonds, utilisé par la direction financière et la direction des risques de l'entité) ;
- le contrôle de la conformité des indicateurs calculés aux normes arrêtées par le comité de gestion de bilan ;

- le contrôle du respect des limites à partir des remontées d'informations prescrites ;
- le contrôle de la mise en œuvre de plans d'action de réduction de risques ;

La Société formalise ses contrôles dans un reporting de contrôle des risques de second niveau dans lequel figure la qualité du dispositif d'encadrement des risques, le respect des limites et le suivi du retour dans les limites, ainsi que l'analyse de l'évolution de bilan et des indicateurs de risques.

Ces missions sont menées en lien avec la **direction des Risques Groupe**, qui est en charge, en lien avec la direction Finances Groupe, de la définition des éléments suivants :

- les conventions d'ALM soumises au comité de gestion de bilan (lois d'écoulement, séparation trading / banking books, définition des instruments admis en couverture des risques de bilan) ;
- les indicateurs de suivi, les règles et périodicité de reporting au comité de gestion de bilan ;
- les conventions et processus de remontée d'informations ;
- les normes de contrôle portant sur la fiabilité des systèmes d'évaluation, sur les procédures de fixation des limites et de gestion des dépassements, sur le suivi des plans d'action ;
- le modèle retenu pour l'évaluation des besoins de fonds propres économiques du Groupe concernant les risques structurels de bilan.

#### **Système de mesure et de limite des risques de la gestion de bilan (liquidité, taux d'intérêt global, change, risques liés aux actions)**

La Société est autonome dans sa gestion de bilan dans le cadre normalisé du Référentiel GAP Groupe défini par le Comité GAP Groupe et validé par le comité des Risques Groupe.

Ainsi les établissements du Groupe BPCE partagent les mêmes indicateurs de gestion, les mêmes modélisations de risques intégrant la spécificité de leurs activités et les mêmes règles de limites permettant une consolidation de leurs risques.

Les limites suivies par la Société sont conformes à celles qui figurent dans le Référentiel Gestion Actif-Passif Groupe.

L'élaboration de scénarii est nécessaire à la bonne évaluation des risques de taux et de liquidité encourus par la Société considéré individuellement, et par le Groupe dans son ensemble.

Afin de permettre la consolidation des informations sur des bases homogènes, il a été convenu de développer des scénarii « Groupe » appliqués par tous les établissements.

#### **Travaux réalisés en 2012**

En 2012, la fonction Risques Financiers de la Banque Populaire Atlantique a mené à bien :

- le contrôle trimestriel des situations de gestion de bilan de la Société et de sa filiale Crédit Maritime Mutuel Atlantique ;
- l'analyse et l'argumentation des décisions de gestion en matière de liquidité et de couverture du risque de taux ;
- des travaux d'analyse de ses dispositifs d'identification de ses créances clientèle pouvant être mises en garantie pour obtenir des refinancements.

### **2.2.3 INFORMATION FINANCIÈRE SPÉCIFIQUE (FSF : TITRISATION, CDO, RMBS, LBO...)**

La Société n'a pas réalisé d'opérations susceptibles d'être qualifiées d'opérations de titrisation en 2012.

### **2.9.4 RISQUES OPÉRATIONNELS**

La Charte des Risques Groupe définit les risques opérationnels comme les risques de pertes résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable aux procédures, aux personnels, aux systèmes internes, à des événements extérieurs.

La définition exclut les seuls risques stratégiques.

#### **2.9.4.1 Organisation du suivi des risques opérationnels**

**La fonction Risques opérationnels de la Société**, par son action et organisation contribue à la performance financière et la réduction des pertes, en s'assurant que le dispositif de maîtrise des risques opérationnels est fiable et efficace au sein de la Société.

Le responsable Risques opérationnels de la Société dispose de son propre réseau de correspondants dans les directions métiers. Au sein de la Société le suivi des risques opérationnels est intégré dans le dispositif de Contrôle Interne.

La Société utilise aujourd'hui l'outil PARO afin d'appliquer les méthodologies diffusées par la direction des Risques Groupe et de collecter les informations nécessaires à la bonne gestion des risques opérationnels.

Cet outil permet :

- l'identification et l'évaluation au fil de l'eau des risques opérationnels, permettant de définir son profil de risque ;
- la collecte et la gestion des incidents générant ou susceptibles de générer une perte.

La Société dispose également via cet outil d'éléments de reporting, et d'un tableau de bord Risques Opérationnels généré trimestriellement sur la base des données collectées.

Enfin, dans le cadre du calcul des exigences de fonds propres, le Groupe BPCE applique, pour le moment, la méthode standard Bâle II. A ce titre, les reportings réglementaires Corep sont produits. Au 31/12/2012 l'exigence en fonds propres à allouer au titre de la couverture du risque opérationnel est de 434 M€.

Ces missions sont menées en lien avec la **direction des Risques Groupe** qui veille à l'efficacité des dispositifs déployés au sein du Groupe et analyse les principaux risques avérés et potentiels identifiés dans les établissements, notamment lors du comité des Risques opérationnels Groupe.

#### **2.9.4.2 Système de mesure des risques opérationnels**

La **fonction risque opérationnel de la Société** est responsable de :

- l'identification des risques opérationnels ;
- l'élaboration de dispositifs permettant d'identifier, d'évaluer, de surveiller et de contrôler le risque opérationnel ;

- la centralisation de la collecte des incidents opérationnels et l'estimation de leurs impacts, en coordination avec les métiers, unique cartographie utilisée par les filières de contrôle permanent et périodique ;
- la définition des politiques et des procédures de maîtrise et de contrôle du risque opérationnel ;
- la conception et la mise en œuvre du dispositif d'évaluation du risque opérationnel ;
- la conception et la mise en œuvre du système de reporting des risques opérationnels ;
- la mise en œuvre des procédures d'alerte, et notamment l'information des responsables opérationnels en fonction des plans d'actions mis en place ;
- le suivi des plans d'action correcteurs définis et mis en œuvre par les unités opérationnelles concernées en cas d'incident notable ou significatif ;
- la notification aux responsables opérationnels et l'alerte du comité des risques compétent, de l'organe exécutif et de l'audit interne si les plans d'action ne sont pas exécutés dans les délais prévus ; l'audit interne a la charge d'alerter le comité d'audit ou le comité d'audit et des risques quant à l'absence d'exécution des mesures correctrices conformément à l'article 9.1 du règlement 97-02.

#### 2.9.4.3 Travaux réalisés en 2012

Durant l'année 2012, l'unité Risques Opérationnels et Contrôle Permanent a été créée avec rattachement au service Conformité et Risques Opérationnels.

Les travaux réalisés en 2012 sont :

- Révision de la cartographie sur tout le périmètre de la Banque et détermination des risques à piloter ;
- Adaptation des procédures et accompagnement des métiers et du Réseau dans la lutte contre la fraude externe ;
- Vérification de la qualité des contrôles fonctionnels et des indicateurs de risques ;
- Réalisation d'un E-Learning par l'ensemble des collaborateurs de la Société ;
- Suivi hebdomadaire du nouveau dispositif de contrôle de 1er niveau de toutes les entrées en relation ;
- Déploiement des contrôles sur les habilitations.

### 2.9.5 RISQUES JURIDIQUES / FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

La Société dispose, aux fins de maîtriser les risques juridiques, de dispositifs et moyens en matière :

- d'assistance juridique de ses agences bancaires et des structures du siège ;
- de validation juridique des actes et contrats engageant la Société ainsi que des supports, quels qu'ils soient, de communication et publicitaires (dont mailings, brochures, plaquettes et sites Internet) ;
- et de veille réglementaire et juridique.

S'agissant des litiges juridiques, à la fin de l'exercice 2012, le service Juridique de la Société compte en portefeuille 79 dossiers judiciaires correspondant à 79 procédures judiciaires en cours (versus 64 en 2011), dont 10 d'entre eux ont fait l'objet d'un provisionnement pour un montant total de 215 812 euros.

Les assignations dont a fait l'objet la Société pendant l'exercice écoulé ont porté principalement sur des litiges relatifs à des refus de prise en charge par l'assurance moyens de paiement, à des demandes de suspension du paiement des échéances de prêts immobiliers, et à des accidents ou problèmes techniques concernant ou impliquant des bateaux objets de crédit-bail (dans ces affaires, aucune faute n'est reprochée à la Société qui est assignée en sa seule qualité de propriétaire du bateau).

Il n'existe actuellement aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du groupe auquel elle appartient.

### 2.9.6 RISQUES DE NON-CONFORMITÉ

La fonction Conformité participe au contrôle permanent. Elle est organisée en « filière », entendue comme l'ensemble des fonctions Conformité telles que définies dans la Charte Conformité du Groupe BPCE et disposant de moyens dédiés.

La filière Conformité assure une fonction de contrôle permanent de second niveau qui, en application de l'article 5 a) du règlement 97-02, est en charge du contrôle de la conformité des opérations et des procédures internes aux normes légales, réglementaires, professionnelles ou internes applicables aux activités bancaires financières ou d'assurance, afin :

- de prévenir le risque de non-conformité tel que défini à l'article 4-p du règlement 97-02 du CRBF, comme « le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naît du non respect des dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législatives ou réglementaires, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles ou déontologiques ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe délibérant. »
- de préserver l'image et la réputation de la Banque auprès de ses clients, ses collaborateurs et partenaires.

La filière Conformité est chargée de s'assurer de la cohérence de l'ensemble du contrôle de conformité, sachant que chaque filière opérationnelle ou de contrôle reste responsable de la conformité de ses activités et de ses opérations.

#### 2.9.6.1 Sécurité financière (LAB, LFT, lutte contre la fraude) Conformité bancaire

La fonction Conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'ACP en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. C'est également l'entité qui coordonne, pour la Société, les actions de lutte contre la fraude interne et externe. La détection des opérations atypiques et le pilotage du traitement des alertes sont deux des moyens de lutte à sa disposition.

### 2.9.6.2 Conformité bancaire

La fonction Conformité est l'interlocutrice privilégiée de la CNIL, de la DGCCRF (Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) et de l'ACP en matière de contrôle de la commercialisation. Une cartographie des risques de non-conformité, intégrée à la cartographie globale des risques, est à la base du plan annuel d'actions pour le maintien en conformité de la Banque.

### 2.9.6.3 Conformité financière (RCSI) – Déontologie

La fonction Conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'Autorité des Marchés Financiers. Le respect du règlement des marchés financiers et la lutte contre les abus de marché sont pilotés par la fonction Conformité.

### 2.9.6.4 Conformité Assurances

La fonction Conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'ACP en matière de contrôle de la commercialisation des assurances. Le respect du règlement des assurances est piloté par la fonction Conformité.

## 2.9.7 GESTION DE LA CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

### 2.9.7.1 Dispositif en place

Le Plan de Continuité des Activités Essentielles a été mis en place en 2006 et la Société est maintenant dans la phase primordiale de maintien en conditions opérationnelles de la soixantaine de plans opérationnels de continuité.

### 2.9.7.2 Travaux menés en 2012

Les plans de continuité ont été mis à jour en 2012 dans l'outil Groupe de gestion du Plan de Continuité des Activités. La Société a mené ou participé à 5 tests et exercices pour vérifier les aspects opérationnels de ses plans de secours ainsi que ceux de certains de ses prestataires essentiels.

## 2.10 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE ET PERSPECTIVES

### 2.10.1 LES ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le Groupe BPCE a traversé l'année 2012 en démontrant la résilience de ses résultats et sa capacité à renforcer sa solidité financière. En 2013, dans un environnement encore incertain, le Groupe BPCE poursuivra résolument les actions engagées dans le cadre de son plan stratégique

« Ensemble » : recentrage, adaptation et transformation de ses métiers cœurs et renforcement continu de sa solidité financière, en poursuivant ses efforts en matière de solvabilité, liquidité et réduction de son profil de risque.

Le Groupe BPCE a établi un projet de simplification significative de sa structure, avec le rachat prévu, conjointement par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne, de l'ensemble des certificats coopératifs d'investissement (CCI) qu'elles ont émis, actuellement intégralement détenus par Natixis. A la suite de l'annulation des CCI ainsi rachetés par chacune des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, le capital de ces établissements serait entièrement détenu par leurs sociétaires. Cette opération représenterait une nouvelle étape dans la construction du Groupe BPCE.

L'opération, annoncée le 17 février 2013, sera soumise à l'approbation des conseils des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne (actionnaires à parité de BPCE), de BPCE et de Natixis qui seront appelés à se prononcer, après consultation des instances représentatives du personnel. Cette opération pourrait se réaliser au cours du troisième trimestre 2013.

## 2.10.2 LES PERSPECTIVES ET ÉVOLUTIONS PRÉVISIBLES

### Prévisions pour 2013 : stagnation ou récession limitée en France

La France semble enlisée par l'absence de relais potentiel de croissance et par l'émergence d'une spirale d'austérité budgétaire délétère. L'enjeu français des réformes structurelles et de la réduction des dépenses publiques peut même devenir crucial pour l'avenir de la construction européenne et la conservation d'une prime de risque souverain encore relativement faible. L'économie pourrait pourtant repartir très graduellement à partir du second semestre 2013, grâce à la résilience des économies américaine et chinoise, à l'efficacité de la BCE, au recalibrage dans le temps des processus de désendettement public et à l'utilisation des mécanismes de solidarité dont l'Europe s'est dotée. La quasi-stagnation du PIB français se prolongerait cependant en 2013, du fait surtout du report du cycle d'investissement productif et, dans une moindre mesure, de l'atonie persistante de la consommation. La demande interne demeurerait en effet bridée par l'attentisme et par la hausse importante des prélèvements obligatoires, la consolidation budgétaire passant moins par la diminution des dépenses publiques. En particulier, le pouvoir d'achat des ménages connaîtrait encore une année de contraction, entraînant une baisse mécanique du taux d'épargne, sans pour autant induire une relance de la consommation, du fait de la montée du chômage. D'autres incertitudes existent : l'appréciation éventuelle de l'euro ; le manque de visibilité politique sur le projet européen ; l'émergence toujours possible d'un krach obligataire.

## 2.11 ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES

### 2.11.1 TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Montant en milliers d'euros	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	278 002	328 002	328 002	403 002	403 002
Nombre de parts sociales	13 082 444	15 435 385	15 435 385	18 964 796	18 964 796
Nombre de CCI	3 270 611	3 858 846	3 858 846	4 741 198	4 741 198
<b>Opérations et résultat de l'exercice</b>					
Produit net bancaire	255 570	260 795	261 629	254 152	234 791 <sup>(1)</sup>
Résultat brut d'exploitation	92 475	99 967	100 586	86 344	69 166
Impôt sur les bénéfices	19 456	17 924	21 168	15 860	10 566
Participation des salariés due au titre de l'exercice	4 572	4 321	4 148	2 368	1 662
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	45 718	43 206	41 481	39 463	27 692
Intérêts versés aux parts sociales	7 786	7 389	7 900	7 375	8 686
Montant par part sociale	0,595	0,553	0,510	0,468	0,468
Dividende versé aux CCI	3 303	2 315	3 203	3 082	2 228
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice (équivalents temps plein actifs)	1 541	1 504	1 458	1 468	1 475
Montant de la masse salariale de l'exercice	51 962	53 128	52 521	55 567	57 887
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	26 863	28 339	28 913	30 929	31 350

(1) Une uniformisation de règles comptables à fin 2012 nous amène à reclasser certaines charges, précédemment comptabilisées en frais généraux, vers le PNB, en commissions négatives. Ce reclassement n'a aucun impact sur le Résultat Brut d'Exploitation ni sur le Résultat Net. Le Produit Net Bancaire à fin 2012, pro forma 2011 est de 238 307 milliers d'euros.

### 2.11.2 TABLEAU DES DÉLÉGATIONS ACCORDÉES POUR LES AUGMENTATIONS DE CAPITAL ET LEUR UTILISATION

**Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et leur utilisation**

AG 2012 en milliers d'euros	Capital Social	Certificats coopératifs d'investissement
Montants à la date de la délégation	322 402	80 600
Délégation accordée	600 000	150 000
Montant après utilisation	322 402	80 600

## 2.1.1.3 TABLEAU DES MANDATS EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Société dans laquelle est exercé(e) le mandat ou la fonction	Forme sociale	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée et observations
<b>Jean-Loup BENETON</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
<b>Monsieur Xavier BIOTTEAU</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Vice-Président	
ERAM	SAS	Holding	Président du Directoire	
HEYRAUD	SA	Achat et vente de chaussures	Président Directeur Général	
DES CHRES LAURENT	SA	Vente de chaussures	Président du Directoire	
VM MATERIAUX	SA	Négoce matériaux de construction	Membre du Conseil de Surveillance	
<b>CREDIT MARITIME ATLANTIQUE</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	Crédit Maritime représenté par Monsieur Jean ROCHER
SOCIETE CENTRALE DE CREDIT MARITIME MUTUEL	SA	Banque	Administrateur	Crédit Maritime représenté par Monsieur Jean ROCHER
FEDERATION NATIONALE CREDIT MARITIME	Association		Administrateur	Crédit Maritime représenté par Monsieur Jean ROCHER
FEDERATION BRETONNE DE LA COOPERATION MARITIME	Association		Administrateur	Crédit Maritime représenté par Monsieur Jean ROCHER
CMM OUEST	GIE	Groupement banque	Administrateur	Crédit Maritime représenté par Monsieur Yvan PARROT
CARNOT	SCI	Société Civile Immobilière	Associé	Crédit Maritime représenté par Monsieur Roger BILLET
CASTELNAU GESTION	SCI	Société Civile Immobilière	Associé	Crédit Maritime représenté par Monsieur Roger BILLET
SCI CROIX DEVIE MARITIME	SCI	Société Civile Immobilière	Associé	Crédit Maritime représenté par Monsieur Roger BILLET
NOIRMOUTIER MARITIME	SCI	Société Civile Immobilière	Associé	Crédit Maritime représenté par Monsieur Roger BILLET
CREDIT MARITIME DU PORT	SCI	Société Civile Immobilière	Associé	Crédit Maritime représenté par Monsieur Roger BILLET
OCTAVEVOYER	SCI	Société Civile Immobilière	Associé	Crédit Maritime représenté par Monsieur Roger BILLET
BEC MARITIME	SCI	Société Civile Immobilière	Associé	Crédit Maritime représenté par Monsieur Roger BILLET
IMMOMER	SARL	Marchand de biens	Associé	Crédit Maritime représenté par Monsieur Yvan PARROT
BRETAGNE INVESTISSEMENT		Société de portefeuilles	Administrateur	Crédit Maritime représenté par Monsieur Yves GAUTIER
UBOP		Union de Sociétés Coopératives anonymes	Administrateur	Crédit Maritime représenté par Monsieur Yvan PARROT
IMMOBILIERE DU LITTORAL	EURL	Marchand de biens	Associé unique	Crédit Maritime représenté par Monsieur Luc METER
Loire Atlantique Pêche et Plaisance	SAEM	Gestion Portuaire	Administrateur	Crédit Maritime représenté par Monsieur Philippe PETIT
I-BP	GIE	Groupement de moyens	Membre	Crédit Maritime représenté par Monsieur Yvan PARROT
Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire des Pays de la Loire (CRESS)	Chambre régionale		Adhérent (élu en mai 2012 au conseil d'administration pour 3 ans)	Crédit Maritime représenté par Monsieur Yvan PARROT
CFPB et CFA Banques Finances NANTES	Centre de formation	Centre de formation	Administrateur	Crédit Maritime représenté par Monsieur Jean Claude LAOTT
<b>Madame Claudine ESNAULT</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	SARL POLY-HOME
SARL POLY-HOME	SARL	Gestion de structures immobilières hôtelières	Administrateur	
GROUPEMENT D'EMPLOYEURS RESO 44	Association	Association d'entreprises filière CHR	Vice-Présidente	SARL POLY-HOME
RESO FRANCE	Groupement	Association des 15 "Reso" départementaux	Présidente	Réso 44
C.R.G.E. Pays de la Loire	Groupement	Centre de ressources des groupements des Pays de la Loire	Vice-Présidente Régionale	Réso 44-49-85
UGEf (UNION DES GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS DE FRANCE)	Association	Union des groupements d'employeurs de France	Vice-Présidente nationale	Réso France
C.C.I. NANTES SAINT-NAZAIRE	CCI	Chambre de commerce et d'industrie	Vice-Présidente honoraire	Membre du bureau C.G.A.



Société dans laquelle est exercé(e) le mandat ou la fonction	Forme sociale	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée et observations
<b>Monsieur Bruno HUG DE LARAUZE</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
GROUPE BELEM	SAS	Société commerciale	Membre du Comité Stratégique	
GROUPE MUSTIERE	SAS	Société commerciale	Membre du Conseil de Surveillance	
MATICOTOLO	SARL	Société commerciale	Gérant	
LINDBERGH	EURL	Groupe IDEA (prestations logistiques)	Gérant	
EUROTOURBES	SAS		Président	
FRAT PARTICIPATIONS	SAS		Président	
FRAT SERVICES	SARL		Gérant	
IDEA LOGISTIQUE	SAS		Président	
INVEXT	SARL		Gérant	
MPA	SAS		Membre du Comité de Direction	
IDEA GROUPE	SA		Président Directeur Général	
MVA	SAS		Membre du Comité de Direction	
SNAT	SA		Administrateur	
IDEA TRANSPORT	SARL		Gérant	
<b>Monsieur René-Yves JONCOUR</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
CAISSE DE GARANTIE IMMOBILIERE DU BÂTIMENT (CGI BAT)	SA	Assurance	Membre du Conseil de Surveillance	
ATLANTIQUE MUR REGIONS	SCPI	Acquisition et gestion d'un patrimoine immobilier locatif	Président du Conseil de Surveillance	
<b>Madame Catherine LEBLANC</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
<b>Madame Marie-Christine LE RAY</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
<b>Monsieur Robert MONNIER</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Vice-Président	
COMO	SAS	Tôlerie	Président	
COMO CERAMIQUE SERVICES	SAS	Distribution produits destinés à l'activité céramique	Président	
MONFIS	SAS	Holding	Président	
RESEAU ANIMATION QUALITE	SARL	Prestations de services dans les domaines de la formation de la sécurité et de la qualité	Co-Gérant	
<b>Monsieur Patrice MONMOUSSEAU</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
BOUVET LADUBAY	SA	Commerce de vins	Président Directeur Général	
CHAPIN ET LANDAIS	SA	Commerce de vins	Président Directeur Général	
TURNOVER	SARL	Commercialisation matériel	Gérant	
RENCONTRES DU LIVRE ET DU VIN	SCS	Organisation JNLV	Gérant	
SYMBOLE DE France		Hôtellerie	Administrateur	
NPP PRODUCTION		Production films	Co-Gérant	
FILLIATREAU	SA	Culture de la vigne	Membre du Conseil de Surveillance	
<b>Monsieur Jean-Michel MOUSSET</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
GROUPE MOUSSET	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président	
AAA MOUSSET TRANSPORTS	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président	
MOUSSET LOCATION	SARL	Transport routier de marchandises - logistique	Gérant	
AVILOG	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président	
L'MM	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président	
LORALAIT	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président	

Société dans laquelle est exercé(e) le mandat ou la fonction	Forme sociale	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée et observations
TRANSPORT BICHE	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président	
TASTET	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président	
LA GARE	SCP	Gestion de portefeuilles	Gérant	
LE CORMIER	SCI	Gestion immobilière	Gérant	
LA CROIX BLANCHE	SCI	Gestion immobilière	Gérant	
VOLSUD	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président	
MOUSSET DEVELOPPEMENT	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président	
VOLOUEST	SARL	Transport routier de marchandises - logistique	Gérant	
<b>Monsieur Alain MURZEAU</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
SOCAMA ATLANTIQUE	Société de caution mutuelle	Activité de caution mutuelle	Administrateur	Banque Populaire Atlantique
<b>Monsieur Jean-Yves PARENT DE CURZON</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
<b>Monsieur Emmanuel POULIQUEN</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Président du Conseil d'Administration (depuis le 25/04/2012)	
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Vice-Président du Conseil d'Administration (jusqu'au 24/04/2012)	
CREDIT MARITIME MUTUEL ATLANTIQUE	Etablissement de CRÉDIT MARITIME MUTUEL à capital variable	Banque	Administrateur	Banque Populaire Atlantique
<b>Monsieur Jean-Guy SARRAZIN</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Président du Conseil d'Administration (fin du mandat le 24/04/2012)	
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
CREDIT MARITIME MUTUEL ATLANTIQUE	Etablissement de CRÉDIT MARITIME MUTUEL à capital variable	Banque	Administrateur (fin du mandat le 24/04/2012)	Banque Populaire Atlantique
ANJOU AMORÇAGE	SAS	Capital risque	Président	CCI Maine-et-Loire
COFONCA	SA	Holding	Membre du Conseil de Surveillance	
SOMESCA	SA	Industrie	Administrateur	
COFACE	SA	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	Administrateur	
ISODEV	SA	Société financière	Administrateur	
NATIXIS INTEREPARGNE	SA	Épargne salariale et épargne retraite	Administrateur	
<b>Monsieur Jean-Claude SOULARD</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
SHEDIS	SAS	Holding	Président	
VINCIDIS	SAS	Supermarché	Président	
QUATRESOU	SAS	Holding	Président	
DE LA BIGNONNERIE	SCI	Immobilier	Gérant	
DISSOU	SAS	Hypermarché	Président	
GROSSE TERRE	SCI	Immobilier	Gérant associé	
SOUFILI	SAS	Société Civile	Gérant	
FILO	SAS	Société Civile	Gérant	
BOCAREST	SAS	Cafétéria	Gérant	
CREDIT MARITIME MUTUEL ATLANTIQUE	Etablissement de CRÉDIT MARITIME MUTUEL à capital variable	Banque	Administrateur	

Société dans laquelle est exercé(e) le mandat ou la fonction	Forme sociale	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée et observations
<b>Madame Stéphanie PAIX (Directeur Général de la Banque jusqu'au 30/01/2012)</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Directeur Général (fin du mandat le 30/01/2012)	
BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT	SA	SCR	Administrateur (fin du mandat le 30/01/2012)	Ouest Croissance
ATLANTIQUE MUR REGIONS	SCPI	Acquisition et gestion d'un patrimoine immobilier locatif	Membre du conseil de surveillance (fin du mandat le 30/01/2012)	Banque Populaire Atlantique
CREDIT FONCIER DE FRANCE	SA	Banque	Administrateur	
CREDIT MARITIME MUTUEL ATLANTIQUE	Etablissement de CRÉDIT MARITIME MUTUEL à capital variable	Banque	Membre de droit (fin du mandat le 30/01/2012)	Banque Populaire Atlantique
I-BP	SA	Informatique	Administrateur (fin du mandat le 30/01/2012)	Banque Populaire Atlantique
LUDOVIC DE BESSE	SAS	Régulation du capital de la Banque Populaire Atlantique	Président (fin du mandat le 30/01/2012)	Banque Populaire Atlantique
NATIXIS ALGERIE	Société de droit étranger	Banque	Administrateur (fin du mandat le 05/10/2012)	
NATIXIS ASSURANCES	SA	Assurances	Administrateur (fin du mandat le 30/01/2012)	Banque Populaire Atlantique
OUEST CROISSANCE GESTION	SAS	Ingénierie Financière	Membre du conseil de surveillance (fin du mandat le 30/01/2012)	Banque Populaire Atlantique
OUEST CROISSANCE	SAS	SCR	Président (fin du mandat le 30/01/2012)	Banque Populaire Atlantique
PORTZAMPARC	SA	Société de Bourse	Administrateur (fin du mandat le 30/01/2012)	Banque Populaire Atlantique
ATLANTIQUE PLUS	SARL	Prise de participations	Co-gérant (fin du mandat le 24/01/2012)	
AGENCE LUCIE	SAS	Développement durable et responsabilité sociale et environnementale	Président	
CAISSE D'EPARGNE RHONE ALPES (CERA)	SA	Banque	Président du Directoire (à compter du 31/01/2012)	
RHONE ALPES PME GESTION	SA	Gestion de FCPR, prise de participations	Président du Conseil de Surveillance (à compter du 13/03/2012)	
COMPAGNIE DES ALPES	SA	Capital investissement dans toutes entreprises françaises ou étrangères	Administrateur (à compter du 18/10/2012)	CERA
SIPAREX ASSOCIES	SA	Gestion des intérêts et exercice des droits attachés à sa qualité d'associée commanditée des sociétés SIPAREX et SIPAREX DEVELOPPEMENT dès leur transformation en sociétés en commandite par actions et éventuellement leur gérance	Administrateur (à compter du 30/03/2012)	
NATIXIS	SA	Banque	Administrateur (à compter du 29/05/2012)	
<b>Monsieur Olivier de MARIGNAN (Directeur Général depuis le 31/01/2012)</b>				
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Directeur Général (à compter du 31/01/2012)	
BANQUE POPULAIRE LOIRE ET LYONNAIS	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Directeur Général (fin du mandat le 31/03/2012)	
BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT	SA	SCR	Administrateur (fin du mandat le 23/05/2012)	Ouest Croissance
BANQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE	Société de droit étranger	Banque	Administrateur	
BANQUE PRIVEE 1818	SA	Banque	Administrateur	
ATLANTIQUE MUR REGIONS	SCPI	Acquisition et gestion d'un patrimoine immobilier locatif	Membre du conseil de surveillance	Banque Populaire Atlantique
CREDIT MARITIME MUTUEL ATLANTIQUE	Etablissement de CRÉDIT MARITIME MUTUEL à capital variable	Banque	Membre de droit	Banque Populaire Atlantique
I-BP	SA	Informatique	Administrateur	Banque Populaire Atlantique
LUDOVIC de BESSE	SAS	Régulation du capital de la Banque Populaire Atlantique	Président	Banque Populaire Atlantique
NATIXIS CONSUMER FINANCE	SA	Finance	Administrateur	
NATIXIS FINANCEMENT	SA	Etablissement de crédit	Administrateur	
OUEST CROISSANCE GESTION	SAS	Ingénierie Financière	Président du Conseil de Surveillance (depuis le 23/05/2012)	Banque Populaire Atlantique
PORTZAMPARC	SA	Société de Bourse	Administrateur	Banque Populaire Atlantique

## 2.1.1.4 DÉCOMPOSITION DU SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS PAR DATE D'ÉCHÉANCE

Pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, la Banque Populaire Atlantique veille à l'application des délais de règlement fournisseurs conformément aux articles L.441-6-I et D.441-4 du code de commerce (LME article 24-II).

## 2.1.1.5 PROJETS DE RÉSOLUTIONS

### Texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 2013

#### Première résolution

L'assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2012, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

#### Deuxième résolution

L'assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, approuve la proposition du conseil d'administration, et décide d'affecter le bénéfice de 27 691 685,85 € de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	27 691 685,85 €
À la réserve légale	1 384 584,29 €

<b>Solde</b>	<b>26 307 101,56 €</b>
--------------	------------------------

#### Auquel s'ajoute :

le report à nouveau antérieur	12 537 225,50 €
pour former un bénéfice distribuable de	38 844 327,06 €

#### Sur lequel l'assemblée décide d'attribuer aux :

parts sociales, un intérêt de 2,75%, soit	8 686 462,15 €
certificats coopératifs d'investissement,	
un dividende de 0,47 €, soit	2 228 363,06 €
aux autres réserves	15 000 000,00 €
réserve spéciale sur œuvres d'artistes vivants	7 354,00 €
le solde de	12 922 147,85 €
étant affecté en totalité au report à nouveau.	

L'assemblée générale fixe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, à 2,75 % l'intérêt servi aux parts sociales, soit 0,47 € par part sociale. Cet intérêt ouvre intégralement droit à abattement de 40 % pour les sociétaires personnes physiques.

L'assemblée générale fixe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, à 0,47 € le dividende distribué pour chacun des 4 741 198 certificats coopératifs d'investissement (soit un rendement de 1,01 % par rapport au prix d'acquisition des CCI).

La totalité de l'intérêt aux parts sociales et du dividende distribué aux CCI est payable en numéraire. Le paiement sera effectué à partir du 1<sup>er</sup> juin 2013.

Conformément à la loi, il est rappelé que le montant des distributions effectuées au titre des trois exercices précédents, ainsi que celui des revenus éligibles à la réfaction, ont été les suivants :

Exercices	Montant total des intérêts distribués aux parts	Montant total des dividendes versés aux CCI	Montants (versés aux parts) éligibles à la réfaction de 40%
2009	7 389 050,00 €	2 315 307,60 €	5 810 749 €
2010	7 900 418,65 €	3 202 842,18 €	5 816 288 €
2011	7 374 723,81 €	3 081 778,70 €	6 025 887 €

#### Troisième résolution

L'assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils lui ont été présentés.

#### Quatrième résolution

L'assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions relevant de l'article L.225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

#### Cinquième résolution

L'assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, constate que le capital s'élève à 403 001 898 € à la date de clôture de l'exercice, se répartissant en 322 401 532 € de parts sociales et en 80 600 366 € de certificats coopératifs d'investissement.

### Sixième résolution

L'assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Claude SOULARD vient à expiration ce jour, décide de le renouveler pour une nouvelle période de cinq ans, soit jusqu'à l'assemblée générale à tenir dans l'année 2018 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

### Septième résolution

L'assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, prend acte de la démission de Monsieur Charles MONMOUSSEAU de son mandat d'administrateur, ce dernier étant atteint par la limite d'âge, et décide de ne pas le remplacer.

### Huitième résolution

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant les présentes décisions, à l'effet d'accomplir toutes les formalités requises.

# 3 - ETATS FINANCIERS

## 3.1 COMPTES INDIVIDUELS

### 3.1.1 COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DÉCEMBRE N (AVEC COMPARATIF AU 31 DÉCEMBRE N-1)

#### 3.1.1.1 Bilan

En milliers d'euros

ACTIF	Note	2012	2011	PASSIF	Note	2012	2011
Caisse, Banques Centrales, CCP		49 739	105 803	Banques Centrales, CCP		0	0
Effets Publics et valeurs assimilées	3,3	0	0	Dettes envers les établissements de crédit	3,1	2 250 442	2 813 958
Créances sur les Etablissements de Crédits	3,1	1 083 530	1 446 793	Opérations avec la clientèle	3,2	5 149 761	4 961 300
Opérations avec la clientèle	3,2	7 184 824	7 137 413	Dettes représentées par un titre	3,7	702 782	939 348
Obligations et Autres titres à revenu fixe	3,3	130 466	381 288	Autres Passifs	3,8	27 626	23 821
Actions et Autres titres à revenu variables	3,3	9 403	10 448	Comptes de régularisation	3,9	182 847	197 744
Participations et Autres titres détenus à long terme	3,4	498 148	449 500	Comptes de négociation et de règlement		0	0
Parts dans les Entreprises liées	3,4	4 652	4 652	Provisions pour risques et charges	3,10	61 083	60 182
Crédit-bail et Location avec Option d'Achat	3,5	334 228	341 561	Dettes subordonnées		0	0
Location Simple	3,5	14 767	20 866	Fonds pour risques bancaires généraux	3,11	154 396	154 396
Immobilisations Incorporelles	3,6	1 193	1 222	Capitaux propres hors FRBG	3,12	960 964	945 154
Immobilisations Corporelles	3,6	59 173	58 642	Capital souscrit		403 002	403 002
Capital souscrit non versé		0	0	Primes d'émission		191 499	191 499
Actions propres		0	0	Réserves		317 489	287 508
Comptes de négociation et de règlement		0	0	Ecart de réévaluation		0	0
Autres Actifs	3,8	43 581	48 571	Provisions réglementées et subventions d'investissement		8 746	10 171
Comptes de régularisation	3,9	76 199	89 144	Report à nouveau (+/-)		12 537	13 510
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>9 489 902</b>	<b>10 095 903</b>	Résultat de l'exercice (+/-)		27 692	39 465
				<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>9 489 902</b>	<b>10 095 903</b>



### 3.1.1.2 Hors Bilan

En milliers d'euros

HORS BILAN	Note	2012	2011
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	4,1	631 941	647 575
Engagements de garantie	4,1	361 526	430 176
Engagements sur titres		8	52
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement	4,1	630 000	370 000
Engagements de garantie	4,1	1 369 247	1 426 045
Engagements sur titres		8	52

### 3.1.1.3 Compte de résultat

En milliers d'euros

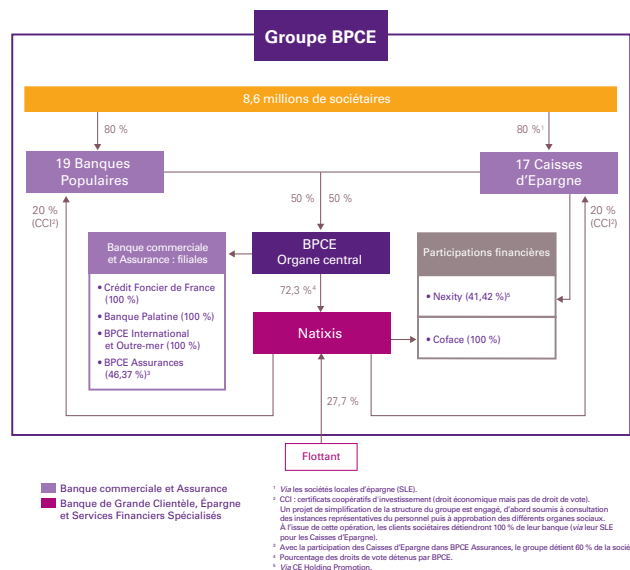
COMPTE DE RESULTAT	Note	2012	2011
Intérêts et produits assimilés	5,1	367 433	382 528
Intérêts et charges assimilées	5,1	-254 225	-261 074
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	5,2	139 485	144 596
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	5,2	-132 171	-132 119
Produits sur opérations de location simple	5,2	13 027	17 147
Charges sur opérations de location simple	5,2	-11 113	-15 052
Revenus des titres à revenu variable	5,3	4 448	4 945
Commission (produits)	5,4	125 291	132 845
Commission (charges)	5,4	-21 333	-20 718
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5,5	509	410
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5,6	720	-990
Autres produits d'exploitation bancaire	5,7	4 642	2 679
Autres charges d'exploitation bancaire	5,7	-1 922	-1 046
<b>Produit net bancaire</b>		<b>234 791</b>	<b>254 150</b>
Charges générales d'exploitation	5,8	-158 733	-161 103
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immo. corporelles & incorporelles		-6 893	-6 708
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>69 166</b>	<b>86 339</b>
Coût du risque	5,9	-33 324	-27 764
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>35 841</b>	<b>58 575</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5,10	991	716
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>36 833</b>	<b>59 291</b>
Résultat exceptionnel	5,11	0	420
Impôt sur les bénéfices	5,12	-10 566	-15 859
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		1 425	-4 386
<b>TOTAL RESULTAT NET</b>		<b>27 692</b>	<b>39 465</b>

## 3.1.2 NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS

### NOTE I : CADRE GÉNÉRAL

#### 1.1 Le Groupe BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau des Banques Populaires, le réseau des Caisses d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.



#### Les deux réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 19 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau des Banques Populaires comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau des Caisses d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et de Prévoyance, les sociétés locales d'épargne et la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 80 % par leurs sociétaires et de 20 % par Natixis via les certificats coopératifs d'investissement (CCI).

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 80 % par les sociétés locales d'épargne (SLE) et de 20 % par Natixis via les CCI. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les coopérateurs. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

#### BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 19 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, structure cotée détenue à 72 %, qui réunit la Banque de financement et d'investissement, l'épargne et les services financiers ;
- la Banque Commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International et Outre-Mer (anciennement Financière Océor)) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

#### 1.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L512-107 6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds Réseau Banques Populaires, le Fonds Réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds Réseau Banques Populaires** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds Réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance** fait l'objet d'un dépôt (450 millions d'euros) effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 168 millions d'euros au 31 décembre 2012 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds Réseau Banques Populaires, du Fonds Réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des Actifs Pondérés du groupe.

La constitution par une Banque Populaire ou une Caisse d'Epargne d'un dépôt donne lieu à l'affectation au fonds pour risques bancaires généraux de cet établissement d'un montant identifié équivalent, exclusivement au titre du système de garantie et de solidarité.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossage technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossage.

Le Directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

### 1.3 Evénements significatifs

Le 26 mars 2012, la Banque Populaire Atlantique a souscrit des titres super-subordonnés à durée indéterminée (TSSDI) émis par BPCE SA.

Ces TSSDI sont éligibles aux fonds propres additionnels de catégorie I (Tier I) dans le cadre de la nouvelle réglementation Bâle 3 (en cours de transposition dans l'Union Européenne par le règlement et la 4<sup>ème</sup> directive relatifs à l'adéquation des fonds propres).

Ces instruments remplissent les 16 critères d'un instrument additionnel de catégorie I tel que défini à l'article 49 du projet de règlement. Ils sont notamment convertibles automatiquement en actions ordinaires de BPCE SA en cas de dégradation du ratio fonds propres de base de catégorie I (Common Equity Tier I - CET I) ou du ratio fonds propres de base (ratio Tier I) du Groupe BPCE SA.

L'intention de gestion liée à cet instrument hybride correspondant davantage à celle d'un titre à revenu variable, il a été classé dans la catégorie comptable « Autres Titres Détenus à Long Terme - ATDLT ».

### 1.4 Evénements postérieurs à la clôture

BPCE SA et Natixis ont respectivement présenté à leur conseil de surveillance et conseil d'administration du 17 février 2013 un projet de simplification significative de la structure du Groupe BPCE.

L'opération envisagée consisterait en un rachat par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne de l'ensemble des certificats coopératifs d'investissement (CCI) qu'elles ont émis et qui sont actuellement intégralement détenus par Natixis. A la suite de l'annulation des CCI ainsi rachetés par chacune des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne, le capital des établissements serait entièrement détenu par leurs sociétés.

La réduction des encours pondérés de Natixis, liés à la détention des CCI, permettrait à cette dernière de reverser une partie de ses fonds propres devenus excédentaires à ses actionnaires en proposant une distribution exceptionnelle de dividendes. Enfin, afin d'assurer une allocation appropriée des ressources au sein du Groupe, BPCE SA rembourserait ses titres super subordonnés souscrits par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne et réduirait le capital de BPCE SA au bénéfice des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

L'opération sera soumise à l'approbation des conseils des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne (actionnaires à parité de BPCE SA), de BPCE SA et de Natixis qui seront appelés à se prononcer, après consultation des instances représentatives du personnel. Cette opération pourrait se réaliser au cours du troisième trimestre 2013.

## NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

### 2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Banque Populaire Atlantique sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect des règlements de l'Autorité des Normes Comptables. Par application du règlement n° 91-01 du CRBF, la présentation des états financiers est conforme aux dispositions des règlements n°2000-03 et n° 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux documents de synthèse individuels.

## 2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2012.

Les textes adoptés par l'Autorité des Normes Comptables et d'application obligatoire en 2012 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

La Banque Populaire Atlantique n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des Normes Comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

## 2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### 2.3.1 Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 89-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière modifié par les règlements n°90-01 et n°95-04.

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés prorata temporis en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme sec ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations

couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 90-15 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

### 2.3.2 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

### Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Le volume des crédits restructurés accordés à des conditions hors marché n'est pas significatif et n'a donc pas donné lieu à information dans l'annexe.

### Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de

manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au traitement comptable du risque de crédit, modifié par le règlement CRC n° 2005-03 du 25 novembre 2005, notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois et six mois en matière immobilière et pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 89-07 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière complété par l'instruction n° 94-06 de la Commission Bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

### Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, non pas sur base individuelle, mais sur la base d'un portefeuille d'encours présentant des caractéristiques de risques similaires et pour lequel les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance, il est constaté sous forme de provision au passif.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

### 2.3.3 Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien/remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, la Banque Populaire Atlantique a opté pour l'amortissement des biens sur la durée normale d'utilisation (amortissement linéaire / dégressif).

En application du règlement CRC n° 2009-03, les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement CRC n° 2002-03 relatif au risque de crédit.

### 2.3.4 Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par deux textes principaux :

- le règlement CRC n° 2008-17, modifiant le règlement CRBF n° 90-01 du 23 février 1990 et complété par l'instruction n° 94-07 de la Commission Bancaire, qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres,
- le règlement du CRBF n° 89-07, complété de l'instruction n° 94-06 de la Commission Bancaire, qui définit les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

### **Titres de transaction**

Au 31 décembre 2012, la Banque Populaire Atlantique ne détient pas de titres de transaction.

### **Titres de placement**

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 4 du règlement n° 88-02 du CRBF, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

### **Titres d'investissement**

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas sauf exceptions faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenus fixes, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du Règlement CRC n° 2008-17, peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

### **Titres de l'activité de portefeuille**

Au 31 décembre 2012, la Banque Populaire Atlantique ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

### **Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.



Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

### **Autres titres détenus à long terme**

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

### **Reclassement d'actifs financiers**

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le Conseil National de la Comptabilité a publié le règlement n° 2008-17 du 10 décembre 2008 modifiant le règlement n° 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la comptabilisation des opérations sur titres. Ce règlement reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- b) lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- b) lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil National de la Comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « Les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles que prévues par l'article 19 du règlement CRB n° 90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par ce dernier règlement du CRC.

Le règlement n° 2008-17 du CRC prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1er juillet 2008 ».

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si, au jour, du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

### **2.3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par : le règlement CRC n° 2004-06 relatif à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,

le règlement CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

#### **Immobilisations incorporelles**

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 3 ans.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

#### **Immobilisations corporelles**

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	15-30 ans
Fondations / ossatures	20- 40 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-30 ans
Aménagements techniques	10-30 ans
Aménagements intérieurs	8-30 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien. Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

### 2.3.6 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charge à répartir.

### 2.3.7 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### 2.3.8 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-I du Code monétaire et financier et des opérations

connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06.

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux, une provision pour risques de contrepartie et une provision épargne logement.

### Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la Recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité. Ils sont classés en 4 catégories :

#### • Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payées dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

#### • Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

#### • Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

#### • Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier lié à l'actualisation des engagements, les rendements attendus des actifs de couverture et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus.

### Provisions épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;

- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

### 2.3.9 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF et par l'instruction n° 86-05 modifiée de la Commission bancaire.

Ils comprennent également les montants dotés au Fonds Régional de Solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

### 2.3.10 Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements n°88-02 et 90-15 du CRBF modifiés et de l'instruction 94-04 modifiée par l'instruction 2003-03 de la Commission bancaire.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

## Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- micro-couverture (couverture affectée) ;
- macro-couverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré). Sur les marchés de gré à gré, les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés selon les méthodes du coût de remplacement ou obligataire après prise en compte d'une décote pour tenir compte du risque de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- Pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;

- Pour les opérations de micro-couverture et de macro-couverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

## Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macro-couverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé. Les variations de valeurs des options non cotées sont déterminées selon un calcul mathématique.

### 2.3.11 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

### 2.3.12 Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres super subordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de Fonds propres prudentiels « Tier 1 ». Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

### 2.3.13 Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice ainsi qu'à la provision pour impôts sur les GIE fiscaux.

Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires bénéficient depuis l'exercice 2010 des dispositions de l'article 91 de la loi de finance rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes.

La Banque Populaire Atlantique a signé avec BPCE, société mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

### 2.4 Comparabilité des comptes

Dans le cadre de l'harmonisation des normes comptables au sein du Groupe BPCE, certains frais généraux ayant le caractère de commissions ont été reclassés du poste « charges générales d'exploitation » vers le poste « commission (charges) ». Les montants ainsi reclassés s'élèvent à 3 727 milliers d'euros. Les impacts sur le PNB et les charges générales d'exploitation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011 pro forma	31/12/2011	Evolutions pro forma	Evolutions réelles
PNB	234 791	250 423	254 150	-6,24%	-7,62%
Charges générales exploitation et amortissements	-165 625	-164 084	-167 811	0,94%	-1,30%
RBE	69 166	86 339	86 339	-19,89%	-19,89%

## NOTE 3 : INFORMATIONS SUR LE BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées en milliers d'euros nettes d'amortissements et de dépréciations.

### 3.1 Opérations interbancaires

En milliers d'euros

ACTIF	31/12/2012	31/12/2011
<b>Créances à vue</b>	<b>63 823</b>	<b>164 005</b>
Comptes ordinaires	63 823	94 005
Comptes et prêts au jour le jour	0	70 000
<b>Valeurs non imputées</b>	<b>11 912</b>	<b>31 806</b>
<b>Créances à terme</b>	<b>998 869</b>	<b>1 243 342</b>
Comptes et prêts à terme	997 888	1 242 684
Prêts subordonnés et participatifs	981	658
<b>Créances rattachées</b>	<b>8 926</b>	<b>7 639</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 083 530</b>	<b>1 446 793</b>

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 63 773 milliers d'euros à vue et 573 521 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 336 037 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

En milliers d'euros

PASSIF	31/12/2012	31/12/2011
<b>Dettes à vue</b>	<b>64 892</b>	<b>9 167</b>
Comptes ordinaires créditeurs	12 904	9 167
Comptes et emprunts au jour le jour	39 000	0
Autres sommes dues	12 988	0
<b>Dettes à terme</b>	<b>2 158 159</b>	<b>2 765 850</b>
Comptes et emprunts à terme	2 095 856	2 765 850
Valeurs et titres donnés en pension à terme	62 303	0
<b>Dettes rattachées</b>	<b>27 392</b>	<b>38 942</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 250 443</b>	<b>2 813 958</b>

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 45 653 milliers d'euros à vue et 1 303 216 milliers d'euros à terme.

## 3.2 Opérations avec la clientèle

### 3.2.1 Opérations avec la clientèle

#### • Créances sur la clientèle en milliers d'euros

ACTIF	31/12/2012	31/12/2011
Comptes ordinaires débiteurs	255 675	249 231
Créances commerciales	89 403	90 553
Autres concours à la clientèle	6 673 460	6 646 606
Crédits à l'exportation	4 869	5 058
Crédits de trésorerie et de consommation	362 188	368 239
Crédits à l'équipement	2 402 554	2 420 358
Crédits à l'habitat	3 901 067	3 756 273
Autres crédits à la clientèle	1 577	95 859
Prêts subordonnés	1 205	819
Créances rattachées	22 526	24 582
Créances douteuses	313 828	281 505
Dépréciations des créances sur la clientèle	-170 068	-155 062
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>7 184 824</b>	<b>7 137 413</b>

#### • Dettes vis-à-vis de la clientèle en milliers d'euros

PASSIF	31/12/2012	31/12/2011
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>2 159 472</b>	<b>2 004 595</b>
Livret A	393 712	280 913
PEL / CEL	538 602	586 005
Autres comptes d'épargne à régime spécial	1 227 158	1 137 677
<b>Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle <sup>(1)</sup></b>	<b>2 919 924</b>	<b>2 879 939</b>
<b>Autres sommes dues</b>	<b>8 718</b>	<b>8 699</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>61 647</b>	<b>68 068</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 149 761</b>	<b>4 961 300</b>

#### (1) Détails des comptes et emprunts auprès de la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 458 754	////	1 458 754	1 555 037	////	1 555 037
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	57 867	57 867	0	147 030	147 030
Autres comptes et emprunts	0	1 403 303	1 403 303	0	1 177 872	1 177 872
<b>TOTAL</b>	<b>1 458 754</b>	<b>1 461 170</b>	<b>2 919 924</b>	<b>1 555 037</b>	<b>1 324 902</b>	<b>2 879 939</b>

### 3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

En milliers d'euros	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	2 834 711	211 267	-126 903	140 750	-110 137
Entrepreneurs individuels	535 706	39 474	-17 628	22 922	-16 129
Particuliers	3 599 563	62 906	-25 399	39 404	-24 684
Administrations privées	26 174	181	-138	177	-138
Administrations publiques et Sécurité Sociale	11 458				
Autres	10 926				
<b>TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2012</b>	<b>7 018 538</b>	<b>313 828</b>	<b>-170 068</b>	<b>203 253</b>	<b>-151 088</b>
<b>TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2011</b>	<b>6 986 388</b>	<b>281 503</b>	<b>-155 062</b>	<b>167 036</b>	<b>-123 582</b>



### 3.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

#### 3.3.1 Portefeuille titres

En milliers d'euros		31/12/2012			31/12/2011		
		Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>		<b>520</b>	<b>129 946</b>	<b>130 466</b>	<b>299 514</b>	<b>81 774</b>	<b>381 288</b>
Valeurs brutes	cotés	507	68 195	<b>68 702</b>	496	23 084	<b>23 580</b>
Dépréciations		-4	-9	<b>-13</b>	-75	-106	<b>-181</b>
Créances rattachées		17	1 283	<b>1 300</b>	1 092	310	<b>1 402</b>
Valeurs brutes	non cotés	0	62 478	<b>62 478</b>	298 000	61 200	<b>359 200</b>
Dépréciations		0	-2 512	<b>-2 512</b>	0	-3 031	<b>-3 031</b>
Créances rattachées		0	511	<b>511</b>	0	317	<b>317</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>		<b>9 403</b>	<b>0</b>	<b>9 403</b>	<b>10 448</b>	<b>0</b>	<b>10 448</b>
Montants bruts	cotés	4 745	///	<b>4 745</b>	5 343	///	<b>5 343</b>
Dépréciations		-1 775	///	<b>-1 775</b>	-2 416	///	<b>-2 416</b>
Montants bruts	non cotés	7 166	///	<b>7 166</b>	8 652	///	<b>8 652</b>
Dépréciations		-733	///	<b>-733</b>	-1 131	///	<b>-1 131</b>
<b>TOTAL</b>		<b>9 923</b>	<b>129 946</b>	<b>139 869</b>	<b>309 962</b>	<b>81 774</b>	<b>391 736</b>

La Banque Populaire Atlantique ne détient pas de titres souverains grecs, italiens, portugais, espagnols, irlandais.

L'évolution des titres d'investissement s'explique essentiellement par l'acquisition de titres obligataires dans le cadre de ses opérations de refinancement pour un montant de 45 111 milliers d'euros.

#### 3.3.2 Reclassements d'actifs

la Banque Populaire Atlantique n'a pas opéré de reclassements d'actif en application des dispositions du règlement CRC n° 2008-17 du 10 décembre 2008 afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

### 3.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

#### 3.4.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'euros	01/01/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2012
<b>Valeurs brutes</b>	<b>454 347</b>	<b>44 967</b>	<b>-53</b>	<b>499 260</b>
- Participations et autres titres détenus à long terme	449 513	44 966	-53	494 425
- Parts dans les entreprises liées	4 767	0	0	4 767
- Parts dans les SCI	67	1		68
<b>Dépréciations</b>	<b>-196</b>	<b>0</b>	<b>28</b>	<b>-168</b>
- Participations et autres titres à long terme	-80	0	28	-52
- Parts dans les entreprises liées	-116	0	0	-116
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES NETTES</b>	<b>454 152</b>	<b>44 967</b>	<b>-25</b>	<b>499 092</b>

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'association au fonds de garantie des dépôts et certains titres subordonnés à durée indéterminée, notamment émis par BPCE SA, répondant à la définition de fonds propres prudentiel, et dont l'intention de gestion correspond davantage à celle d'un titre à revenu variable.

### 3.4.2 Tableau des filiales et participations

En milliers d'euros	Capital	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG	Quote part capital détenue en%	valeur comptable des titres détenus		CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	résultats	dividendes encaissés au cours de l'exercice	observations
				Brute	Nette				
A - renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication									
1- Filiales détenues à + de 50%									
- Atlantique Plus	4 227	699	100,00%	4 227	4 227	508	335	450	(1)
2- Participations détenues entre 10 et 50%									
- Crédit Maritime Atlantique	65 935	7 415	21,08%	13 896	13 896	28 836	1 806	44	(2)
- SCR Ouest Croissance	88 944	41 589	40,54%	46 453	46 453	12 831	10 180	2 492	(2)
3- Autres participations < à 10%									
- BPCE	467 227	18 468 029	1,81%	368 004	368 004	836 872	7 123	7	(2)
- Informatique Banque Populaire	89 733	-18 383	4,13%	3 709	3 709	291 365	-2 739	0	(2)
- BP Développement	456 117	194 729	1,04%	7 396	7 396	28 716	11 545	118	(2)
B - renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication									
Filiales françaises				540	425			798	
Filiales étrangères				0	0			0	
Participations dans les sociétés françaises				55 033	54 981			527	
Participations dans les sociétés étrangères				2	2			0	
dont participations dans les sociétés cotées				-	-			-	

(1) le capital, les capitaux propres, le PNB ou le CA, le résultat sont des chiffres 2012

(2) le capital, les capitaux propres, le PNB ou le CA, le résultat sont des chiffres 2011

### 3.5 Opérations de crédit-bail et location simple

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Mobilier	Location simple	Total	Mobilier	Location simple	Total
Encours clientèle	333 654	14 548	<b>348 202</b>	341 927	20 337	<b>362 264</b>
Biens temporairement non loués	90	0	<b>90</b>	71	0	<b>71</b>
Encours douteux	5 095	1 188	<b>6 283</b>	5 287	2 330	<b>7 617</b>
Dépréciation	-4 611	-969	<b>-6 799</b>	-5 726	-1 799	<b>-7 525</b>
Créances rattachées	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>334 228</b>	<b>14 767</b>	<b>347 776</b>	<b>341 559</b>	<b>20 868</b>	<b>362 427</b>

### 3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

#### 3.6.1 Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	01/01/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2012
<b>Valeurs brutes</b>	<b>8 222</b>	<b>404</b>	<b>0</b>	<b>8 626</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	5 231	292	0	5 523
Logiciels	2 991	112	0	3 103
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-7 002</b>	<b>-432</b>	<b>0</b>	<b>-7 434</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	-4 229	-288	0	-4 517
Logiciels	-2 773	-144	0	-2 917
Autres	0	0	0	0
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>1 222</b>	<b>-28</b>	<b>0</b>	<b>1 192</b>

### 3.6.2 Immobilisations corporelles

En milliers d'euros

	01/01/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2012
<b>Valeurs brutes</b>	<b>139 418</b>	<b>8 111</b>	<b>-4 974</b>	<b>142 556</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>138 155</b>	<b>8 111</b>	<b>-4 974</b>	<b>141 293</b>
Terrains	5 658	124	-31	5 751
Constructions	44 260	1 121	-192	45 189
Parts de SCI	1 119	0	0	1 119
Autres	87 118	6 866	-4 751	89 234
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>1 263</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 263</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-80 774</b>	<b>-6 460</b>	<b>3 852</b>	<b>-83 382</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>-79 950</b>	<b>-6 418</b>	<b>3 852</b>	<b>-82 516</b>
Constructions	-18 490	-1 630	160	-19 960
Autres	-61 460	-4 788	3 692	-62 556
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>-824</b>	<b>-42</b>	<b>0</b>	<b>-866</b>
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>58 643</b>	<b>1 651</b>	<b>-1 122</b>	<b>59 174</b>

### 3.7 Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros

	31/12/2012	31/12/2011
Bons de caisse et bons d'épargne	<b>1 997</b>	2 382
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	<b>697 817</b>	930 527
Dettes rattachées	<b>2 968</b>	6 439
<b>TOTAL</b>	<b>702 782</b>	<b>939 348</b>

### 3.8 Autres actifs et autres passifs

En milliers d'euros

	31/12/2012		31/12/2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	8 893	27	9 880	56
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	////	2 123	////	2 515
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	34 687	25 476	38 691	21 250
<b>TOTAL</b>	<b>43 581</b>	<b>27 626</b>	<b>48 571</b>	<b>23 821</b>

### 3.9 Comptes de régularisation

En milliers d'euros

	31/12/2012		31/12/2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges et produits constatés d'avance	13 476	97 001	12 966	101 409
Produits à recevoir/Charges à payer	33 857	31 657	39 608	50 813
Valeurs à l'encaissement	11 990	927	14 990	2 971
Autres	16 876	53 262	21 580	42 368
<b>TOTAL</b>	<b>76 199</b>	<b>182 847</b>	<b>89 144</b>	<b>197 744</b>

### 3.10 Provisions

#### 3.10.1 Tableau de variations des provisions

En milliers d'euros

	01/01/2012	Dotations	Reprises utilisées	31/12/2012
Provisions pour risques de contrepartie	15 730	977	-1 662	15 045
Provisions pour engagements sociaux	34 996	974	-606	35 364
Provisions pour PEL/CEL	6 716	554	-427	6 843
Autres provisions pour risques	2 740	1 375	-285	3 830
Immobilisations financières	91	110		201
Provisions pour impôts	1 226	1 049	0	2 275
Autres	1 423	216	-285	1 354
<b>TOTAL</b>	<b>60 182</b>	<b>3 880</b>	<b>-2 980</b>	<b>61 083</b>

#### 3.10.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

En milliers d'euros

	01/01/2012	Dotations	Utilisations	31/12/2012
<b>Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs</b>	<b>162 673</b>	<b>72 090</b>	<b>-57 802</b>	<b>176 961</b>
Dépréciations sur créances sur la clientèle	161 570	71 256	-57 084	175 742
Dépréciations sur autres créances	1 103	834	-718	1 219
<b>Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif</b>	<b>15 730</b>	<b>976</b>	<b>-1 662</b>	<b>15 044</b>
Provisions sur engagements hors bilan <sup>(1)</sup>	969	976	-948	997
Provisions pour risque de contrepartie clientèle <sup>(2)</sup>	14 761	0	-714	14 047
<b>TOTAL</b>	<b>178 403</b>	<b>73 066</b>	<b>-59 464</b>	<b>192 005</b>

(1) dont risque d'exécution d'engagements par signature

(2) Une provision pour risque est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance.

#### 3.10.3 Provisions pour engagements sociaux

##### • Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Banques Populaires. L'engagement de la Banque Populaire Atlantique est limité au versement des cotisations.

##### • Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la Banque Populaire Atlantique concernent les régimes suivants :

- Le régime de retraite des Banques Populaires géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CAR) concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993,
- Retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités,
- Autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la Recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

En milliers d'euros	Retraites	IFC	Médailles	Total
Engagement brut	29 963	16 150	5 396	
Actif en couverture	9 260	6 899		
<b>ENGAGEMENT NET</b>	<b>20 704</b>	<b>9 251</b>	<b>5 396</b>	<b>35 351</b>
Provision de passif	20 719	9 249	5 396	35 365
Taux actualisation	3,00%	2,80%	2,60%	
<b>Taux de rendement brut des actifs</b>	<b>4,37%</b>	<b>2,44%</b>		

Le 1er janvier 2010, la CARBP est devenue une Institution de Gestion de Retraite Supplémentaire qui assure la gestion administrative des engagements de retraite issus de la retraite bancaire. Les encours sont externalisés auprès d'un assureur. Cette externalisation n'a pas eu d'impact pour la Banque Populaire Atlantique.

Les modalités de calcul des engagements sur IFC et médailles ont été adaptées pour intégrer les conséquences du rallongement de l'âge de départ à la retraite, de nouvelles règles de turn-over ainsi qu'une stratification des hypothèses d'évolution de salaires en fonction des âges.

Les tables de mortalité utilisées sont :

- TF00/02 pour les IFC, médailles et autres avantages,
- TGH TGF 05 pour ex-CGRCE et CARBP

Le taux d'actualisation utilisé est un taux « Euro corporate Composite AA+ ».

### 3.10.4 Provisions PEL/CEL

#### • Encours des dépôts collectés

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
ancienneté de moins de 4 ans	32 433	15 920
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	291 175	325 825
ancienneté de plus de 10 ans	121 287	129 157
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>444 896</b>	<b>470 903</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>101 064</b>	<b>106 973</b>
<b>TOTAL DES ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT</b>	<b>545 960</b>	<b>577 876</b>

#### • Encours des crédits octroyés

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement	5 317	6 610
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement	31 793	34 878
<b>TOTAL DES ENCOURS DE CRÉDITS OCTROYÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT</b>	<b>37 110</b>	<b>41 488</b>

#### • Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne logement (PEL et CEL)

En milliers d'euros	31/12/2011	Dotations/ Reprises nettes	31/12/2012
Provisions constituées au titre des PEL ancienneté de moins de 4 ans	34	229	263
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	177	213	390
ancienneté de plus de 10 ans	4 196	359	4 555
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>4 407</b>	<b>802</b>	<b>5 209</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>1 866</b>	<b>-248</b>	<b>1 618</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-44	-3	-46
Provisions constituées au titre des crédits CEL	487	-424	63
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>443</b>	<b>-427</b>	<b>16</b>
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT</b>	<b>6 716</b>	<b>128</b>	<b>6 843</b>

### 3.11 Fonds pour risques bancaires généraux

En milliers d'euros	31/12/2011	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Dettes subordonnées à durée déterminée	154 396	0	0	<b>154 396</b>

Au 31 décembre 2012, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 23 864 milliers d'euros affectés au Fond Réseau Banque Populaire, 8 754 milliers d'euros affectés au Fonds de Garantie Mutuelle et 7 735 milliers d'euros affectés au Fonds Régional de Solidarité.

### 3.12 Capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves / autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBC
<b>Total au 31 décembre 2010</b>	<b>328 002</b>	<b>191 499</b>	<b>279 923</b>	<b>41 481</b>	<b>840 905</b>
Mouvements de l'exercice	75 000	0	31 264	-2 016	104 248
<b>Total au 31 décembre 2011</b>	<b>403 002</b>	<b>191 499</b>	<b>311 187</b>	<b>39 465</b>	<b>945 153</b>
Variation de capital					0
Résultat de la période			29 009	-1 317	27 692
Distribution de dividendes				-10 456	-10 456
Impact changement méthodes comptables					0
Autres mouvements			<b>-1 424</b>		-1 424
<b>TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2012</b>	<b>403 002</b>	<b>191 499</b>	<b>338 772</b>	<b>27 692</b>	<b>960 965</b>

Le capital social de la Banque Populaire Atlantique s'élève à 403 002 milliers d'euros et est composé pour 322 402 milliers d'euros de 18 964 796 parts sociales de nominal 17 euros détenues par les sociétaires et une SAS – structure de portage en miroir des sociétaires - et pour 80 600 milliers d'euros de certificats coopératifs d'investissement détenus par Natixis (CCI).

### 3.13 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

En milliers d'euros	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2012
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>1 242 801</b>	<b>935 858</b>	<b>2 889 128</b>	<b>3 329 532</b>	<b>10 906</b>	<b>8 408 225</b>
Créances sur les établissements de crédit	635 425	264 657	110 200	73 248	0	1 083 530
Opérations avec la clientèle	596 126	671 201	2 727 556	3 189 941	0	7 184 824
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 250	0	51 372	66 343	10 906	139 871
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>4 211 429</b>	<b>948 668</b>	<b>2 469 637</b>	<b>473 252</b>	<b>0</b>	<b>8 102 986</b>
Dettes envers les établissements de crédit	503 284	574 667	887 432	285 060	0	2 250 443
Opérations avec la clientèle	3 621 890	217 886	1 150 798	159 187	0	5 149 761
Dettes représentées par un titre	86 255	156 115	431 407	29 005	0	702 782

## NOTE 4 : INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN ET OPERATIONS ASSIMILEES

### 4.1 Engagements reçus et donnés

#### 4.1.1 Engagements de financement

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
<b>Engagements de financement donnés</b>		
En faveur des établissements de crédit	<b>0</b>	0
En faveur de la clientèle	<b>631 941</b>	647 575
- Ouvertures de crédits documentaires	7 840	7 831
- Autres ouvertures de crédits confirmés	598 192	610 964
- Autres engagements	25 909	28 780
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS</b>	<b>631 941</b>	<b>647 575</b>
<b>Engagements de financement reçus</b>		
d'établissements de crédit	<b>630 000</b>	370 000
de la clientèle	<b>0</b>	0
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS</b>	<b>630 000</b>	<b>370 000</b>

#### 4.1.2 Engagements de garantie

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
D'ordre d'établissements de crédit	<b>1 544</b>	2 955
- confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 544	2 955
D'ordre de la clientèle	<b>359 859</b>	427 222
- cautions immobilières	41 731	60 824
- cautions administratives et fiscales	71 090	67 266
- autres cautions et avals donnés	153 938	206 980
- autres garanties données	93 100	92 152
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS</b>	<b>361 403</b>	<b>430 177</b>
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit</b>	<b>1 369 247</b>	1 426 045
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS</b>	<b>1 369 247</b>	<b>1 426 045</b>



Au 31 décembre 2012, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 394 833 milliers d'euros de créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 371 395 milliers d'euros au 31 décembre 2011,
- 91 744 milliers d'euros de créances nanties auprès de la SFEF contre 245 776 milliers d'euros au 31 décembre 2011,
- 708 405 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BP Covered Bonds contre 1 139 037 milliers d'euros au 31 décembre 2011,

- 188 623 milliers d'euros de créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement hypothécaire contre 185 355 milliers d'euros au 31 décembre 2011,
- 434 872 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH,
- 593 998 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE Home Loans.

## 4.2 Opérations sur instruments financiers à terme

### 4.2.1 Instruments financiers et opérations de change à terme

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Couverture	Total	Juste valeur	Couverture	Total	Juste valeur
<b>Opérations fermes</b>						
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>3 794 005</b>	<b>3 794 005</b>	<b>-50 911</b>	<b>3 698 478</b>	<b>3 698 478</b>	<b>-56 977</b>
Swaps de taux d'intérêt	3 236 995	3 236 995	-50 911	3 500 088	3 500 088	-56 977
Autres contrats à terme	557 010	557 010	0	198 390	198 390	0
<b>TOTAL OPÉRATIONS FERMES</b>	<b>3 794 005</b>	<b>3 794 005</b>	<b>-50 911</b>	<b>3 698 478</b>	<b>3 698 478</b>	<b>-56 977</b>
<b>Opérations conditionnelles</b>						
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>259 734</b>	<b>259 734</b>	<b>1 049</b>	<b>470 712</b>	<b>470 712</b>	<b>4 513</b>
Options de taux d'intérêt	257 886	257 886	1 049	468 116	468 116	4 513
Options de change	1 848	1 848	0	2 596	2 596	0
<b>TOTAL OPÉRATIONS CONDITIONNELLES</b>	<b>259 734</b>	<b>259 734</b>	<b>1 049</b>	<b>470 712</b>	<b>470 712</b>	<b>4 513</b>
<b>TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET CHANGE À TERME</b>	<b>4 053 739</b>	<b>4 053 739</b>	<b>-49 862</b>	<b>4 169 190</b>	<b>4 169 190</b>	<b>-52 464</b>

Les montants nominaux des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Banque Populaire Atlantique sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et

FRA pour les opérations à terme ferme, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des opérations de change à terme.

### 4.2.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Micro couverture	Macro couverture	Total	Micro couverture	Macro couverture	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>1 516 995</b>	<b>1 720 000</b>	<b>3 236 995</b>	<b>1 379 338</b>	<b>2 120 750</b>	<b>3 500 088</b>
Swaps de taux d'intérêt	1 516 995	1 720 000	3 236 995	1 379 338	2 120 750	3 500 088
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>23 900</b>	<b>233 986</b>	<b>257 886</b>	<b>214 550</b>	<b>253 566</b>	<b>468 116</b>
Options de taux d'intérêt	23 900	233 986	257 886	214 550	253 566	468 116
<b>TOTAL</b>	<b>1 540 895</b>	<b>1 953 986</b>	<b>3 494 881</b>	<b>1 593 888</b>	<b>2 374 316</b>	<b>3 968 204</b>

Il n'y a pas eu de transferts d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

#### 4.2.3 Ventilation par durée restant à courir du portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt

En milliers d'euros	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	31/12/2012
<b>Opérations fermes</b>	<b>802 176</b>	<b>1 706 989</b>	<b>727 831</b>	<b>3 236 996</b>
Opérations de gré à gré	802 176	1 706 989	727 831	3 236 996
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>0</b>	<b>28 995</b>	<b>228 892</b>	<b>257 887</b>
Opérations de gré à gré	0	28 995	228 892	257 887
<b>TOTAL</b>	<b>802 176</b>	<b>1 735 984</b>	<b>956 723</b>	<b>3 494 883</b>

#### NOTE 5 : INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

##### 5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	51 428	-78 618	<b>-27 190</b>	50 514	-84 610	<b>-34 096</b>
Opérations avec la clientèle	285 074	-106 905	<b>178 169</b>	292 253	-94 120	<b>198 133</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 769	-15 595	<b>-7 826</b>	8 819	-25 210	<b>-16 391</b>
Dettes subordonnées	3 768	0	<b>3 768</b>	45	-2	<b>43</b>
Autres*	19 394	-53 107	<b>-33 713</b>	30 897	-57 131	<b>-26 234</b>
<b>TOTAL</b>	<b>367 433</b>	<b>-254 225</b>	<b>113 208</b>	<b>382 528</b>	<b>-261 073</b>	<b>121 455</b>

\* Dont -35 454 milliers d'euro au 31/12/2012 au titre des opérations de macro couverture contre -26 518 milliers d'euros au 31/12/2011

Les produits d'intérêt sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que les LEP.

La reprise de la provision épargne logement s'élève à 554 milliers d'euros pour l'exercice 2012, contre une reprise de 3 155 milliers d'euros pour l'exercice 2011.

##### 5.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

En milliers d'euros	Exercice 2012			Exercice 2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Opérations de crédit-bail et location financière</b>						
Loyers	134 774	////////	<b>134 774</b>	137 354	////////	<b>137 354</b>
Résultats de cession	3 379	-16 423	<b>-13 044</b>	4 096	-15 497	<b>-11 401</b>
Dépréciation	632	-800	<b>-168</b>	2 258	-585	<b>1 673</b>
Amortissement	////////	-114 703	<b>-114 703</b>	////////	-115 729	<b>-115 729</b>
Autres produits et charges	887	-245	<b>642</b>	887	-308	<b>579</b>
<b>Sous-total</b>	<b>139 672</b>	<b>-132 171</b>	<b>7 501</b>	<b>144 595</b>	<b>-308</b>	<b>12 476</b>
<b>Opérations de location simple</b>						
Loyers	10 752	////////	<b>10 752</b>	14 455	////////	<b>14 455</b>
Résultats de cession	2 170	-884	<b>1 286</b>	2 305	-1 464	<b>841</b>
Dépréciation	86	-33	<b>53</b>	358	-56	<b>302</b>
Amortissement	////////	-10 168	<b>-10 168</b>	////////	-13 481	<b>-13 481</b>
Autres produits et charges	18	-27	<b>-9</b>	29	-52	<b>-23</b>
<b>Sous-total</b>	<b>13 026</b>	<b>-11 112</b>	<b>1 914</b>	<b>17 147</b>	<b>-15 053</b>	<b>2 094</b>
<b>TOTAL</b>	<b>152 698</b>	<b>-143 283</b>	<b>9 415</b>	<b>161 742</b>	<b>-147 172</b>	<b>14 570</b>

### 5.3 Revenus des titres à revenu variable

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
Actions et autres titres à revenu variable	12	45
Parts dans les entreprises liées	4 436	4 900
<b>TOTAL</b>	<b>4 448</b>	<b>4 945</b>

### 5.4 Commissions

En milliers d'euros	Exercice 2012			Exercice 2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	9	-268	<b>-259</b>	0	-1 172	<b>-1 172</b>
Opérations avec la clientèle	67 878	-108	<b>67 770</b>	74 707	-141	<b>74 566</b>
Opérations sur titres	11 451	0	<b>11 451</b>	3 177	-15	<b>3 162</b>
Moyens de paiement	27 555	-17 983	<b>9 572</b>	35 686	-16 775	<b>18 911</b>
Opérations de change	287	0	<b>287</b>	276	0	<b>276</b>
Engagements hors-bilan	6 547	-917	<b>5 630</b>	7 945	-978	<b>6 967</b>
Prestations de services financiers	10 339	-2 057	<b>8 282</b>	9 939	-1 637	<b>8 302</b>
Activités de conseil	1 043	0	<b>1 043</b>	1 115	0	<b>1 115</b>
Autres commissions <sup>(1)</sup>	182	0	<b>182</b>	0	0	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>125 291</b>	<b>-21 333</b>	<b>103 958</b>	<b>132 845</b>	<b>-20 718</b>	<b>112 127</b>

(1) incluant les dotations, utilisations et reprises de provisions pour engagements sociaux (note 3.10.3)

### 5.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
Opérations de change	<b>427</b>	395
Instruments financiers à terme	<b>82</b>	15
<b>TOTAL</b>	<b>509</b>	<b>410</b>

### 5.6 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

En milliers d'euros	Exercice 2012		Exercice 2011	
	Placement	Total	Placement	Total
Dépréciations	1 110	<b>1 110</b>	-1 091	-1 091
Dotations	-68	<b>-68</b>	-1 107	-1 107
Reprises	1 178	<b>1 178</b>	16	16
Résultat de cession	-390	<b>-390</b>	101	101
<b>TOTAL</b>	<b>720</b>	<b>720</b>	<b>-990</b>	<b>-990</b>

### 5.7 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	Exercice 2012			Exercice 2011		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	0	0	<b>0</b>	0	-556	<b>-556</b>
Refacturations de charges et produits bancaires	73	0	<b>73</b>	134	0	<b>134</b>
Autres activités diverses	203	0	<b>203</b>	230	0	<b>230</b>
Autres produits et charges accessoires	4 365	-1 922	<b>2 443</b>	2 316	-489	<b>1 827</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 641</b>	<b>-1 922</b>	<b>2 719</b>	<b>2 680</b>	<b>-1 046</b>	<b>1 635</b>

## 5.8 Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
<b>Frais de personnel</b>		
<b>Salaires et traitements</b>	<b>-56 083</b>	-53 880
Charges de retraite et assimilées <sup>(1)</sup>	<b>-8 783</b>	-8 569
Autres charges sociales	<b>-23 376</b>	-22 361
Intéressement des salariés	<b>-760</b>	-3 463
Participation des salariés	<b>-1 662</b>	-2 368
Impôts et taxes liés aux rémunérations	<b>-5 948</b>	-5 485
<b>TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL<sup>(1)</sup></b>	<b>-96 612</b>	<b>-96 126</b>
<b>Autres charges d'exploitation</b>		
Impôts et taxes	<b>-7 061</b>	-7 081
Autres charges générales d'exploitation	<b>-55 060</b>	-57 896
<b>TOTAL DES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>-62 121</b>	<b>-64 977</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-158 733</b>	<b>-161 103</b>

(1) incluant les dotations, utilisations et reprises de provisions pour engagements sociaux (note 3.10.3)

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 485 cadres et 990 non cadres, soit un total de 1 475 salariés.

## 5.9 Coût du risque

En milliers d'euros	Exercice 2012					Exercice 2011				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
<b>Dépréciations d'actifs</b>										
Clientèle	-71 249	38 239	-1 479	479	<b>-34 010</b>	-57 977	30 544	-2 395	827	<b>-29 001</b>
<b>Provisions</b>										
Engagements hors-bilan	-977	948	////////	////////	<b>-29</b>	-515	560	////////	////////	<b>45</b>
Provisions pour risque clientèle	0	714	////////	////////	<b>714</b>	1	1 192	////////	////////	<b>1 193</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-72 226</b>	<b>39 901</b>	<b>-1 479</b>	<b>479</b>	<b>-33 324</b>	<b>-58 491</b>	<b>32 296</b>	<b>-2 395</b>	<b>827</b>	<b>-27 763</b>

## 5.10 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

En milliers d'euros	Exercice 2012				Exercice 2011			
	Participations et autres titres à long terme	Titres investiss.	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres investiss.	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
<b>Dépréciations</b>	-82	615	////////	<b>533</b>	39	738	////////	<b>777</b>
Dotations	-110	0	////////	<b>-110</b>	-70	0	////////	<b>-70</b>
Reprises	28	615	////////	<b>643</b>	109	738	////////	<b>847</b>
<b>Résultat de cession</b>	258	0	200	<b>458</b>	-62	0	2	<b>-60</b>
<b>TOTAL</b>	<b>176</b>	<b>615</b>	<b>200</b>	<b>991</b>	<b>-23</b>	<b>738</b>	<b>2</b>	<b>717</b>

## 5.11 Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels se caractérisent par leur nature inhabituelle et le fait qu'ils ne s'inscrivent pas dans le cadre des activités ordinaires de la Banque Populaire Atlantique. Ils concernent principalement en 2012 :

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>	420
Récupération impôts et taxes années antérieures suite contentieux fiscal	0	420
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	0

## 5.12 Impôt sur les bénéfices

La Banque Populaire Atlantique est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
<b>Impôts comptes individuels</b>	<b>10 566</b>	<b>15 859</b>
Impôt courant	10 252	16 701
Impôt différé ptz	-955	-1 344
Autres	220	297
Provision impôts différés passif	1 049	205

## NOTE 6 : AUTRES INFORMATIONS

### 6.1 Consolidation

En application de l'article 1er du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable, la Banque Populaire Atlantique établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international. Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

### 6.2 Rémunérations, avances, crédits et engagements

Les rémunérations versées en 2012 aux organes de direction s'élèvent à 70 milliers d'euros au titre de jetons de présence.

Le montant global des avances et crédits accordés, pendant l'exercice, aux membres des organes d'administration s'élève à 68 942 milliers d'euros (consentis à des conditions normales).

Les autres rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration et de direction à raison de leurs fonctions ne peut être fourni car cette information permettrait d'identifier un membre déterminé de ces organes (Article R123-198, 1er alinéa, du Code de commerce).

## 6.3 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires versés aux Commissaires aux Comptes sont exclusivement attachés à leur mission de certification et d'audit des comptes. Ils s'élèvent à 174 milliers d'euros en 2012 contre 168 milliers d'euros en 2011.

Ils sont répartis à parts égales entre les trois cabinets désignés pour ces missions : KPMG Audit, Deloitte et Associés, Fiduciaire Audit Conseil.

## 6.4 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issues des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires (mise en œuvre du décret n°2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Au 31 décembre 2012, la Banque Populaire Atlantique n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

## 6.5 Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque Populaire Atlantique

### 3.1.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES INDIVIDUELS



**KPMG Audit**

7, boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 Nantes Cedex 3  
France



**Fiduciaire Audit Conseil**

4, rue Fernand Forest  
B.P. 90825  
49008 Angers Cedex 01  
France



**Deloitte & Associés**

7 Impasse Augustin Fresnel  
B.P. 39  
44801 Saint-Herblain Cedex  
France

**Banque Populaire Atlantique**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2012  
Banque Populaire Atlantique  
1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain - 44919 Nantes Cedex 9  
*Ce rapport contient 38 pages*  
Référence : FN-131-27



**KPMG Audit**

7, boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 Nantes Cedex 3  
France

**Fiduciaire Audit Conseil**

4, rue Fernand Forest  
B.P. 90825  
49008 Angers Cedex 01  
France

**Deloitte & Associés**

7 Impasse Augustin Fresnel  
B.P. 39  
44801 Saint-Herblain Cedex  
France

**Banque Populaire Atlantique**

Siège social : 1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain - 44919 Nantes Cedex 9

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Banque Populaire Atlantique tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice.

## 2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### *Estimations comptables*

#### Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans la note 2.3.2 de l'annexe aux comptes annuels, votre Banque Populaire constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

#### Valorisation des titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme par votre Banque Populaire sont évalués à leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 2.3.4 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

#### Valorisation des autres titres et des instruments financiers

Votre Banque Populaire détient des positions sur titres et instruments financiers. Les notes 2.3.4 et 2.3.10 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre Banque Populaire et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

#### Provisionnement des engagements sociaux

Votre Banque Populaire constitue des provisions pour couvrir ses engagements sociaux. Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements ainsi que les hypothèses et paramètres utilisés et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie dans les notes 2.3.8 et 3.10.3 de l'annexe.



*Banque Populaire Atlantique*  
*Rapport des commissaires aux comptes sur les*  
*comptes annuels*  
*15 mars 2013*

#### Provisionnement des produits d'épargne logement

Votre Banque Populaire constitue une provision pour couvrir le risque de conséquences potentiellement défavorables des engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement. Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de cette provision et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie dans les notes 2.3.8 et 3.10.4 de l'annexe.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

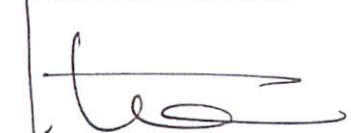
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nantes, Angers et Saint-Herblain, le 15 mars 2013

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

  
Franck Noël  
Associé

Fidaco  
Fiduciaire Audit Conseil

  
Sébastien Vialatte  
Associé

Deloitte & Associés

  
Anne Blanche  
Associée



### 3.1.4 CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ET RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Convention passée avec :	Date de signature	Objet
<b>Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce</b>		
BANQUES POPULAIRES COVERED BONDS, BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES, NATIXIS, BANQUES POPULAIRES REGIONALES CONCERNEES	convention cadre du 14/12/2007 (CA du 26/10/2007)	Convention-cadre de crédit et de garantie financière dans le cadre de l'émission de Covered Bonds
	avenant du 13/11/2009 (accord CA du 22/06/09)	Avenant cautions intra-Groupe à la convention cadre de crédit et de garantie financière du 14/12/2007
<b>Conventions visées à l'article L.225-39 du Code de commerce et filiales ou sociétés dans le périmètre BP Atl.</b>		
SAS BPAPI (EX SAPI)	CA du 30/10/2012	Augmentation du compte courant d'associé dans SAS BPAPI (augmentation de 80 KE)
SAS BPAPI (EX SAPI)	CA du 16/12/2011	Compte courant d'associé de 80 KE dans SAS BPAPI
SOCAMA ATLANTIQUE	CA du 17/12/2010	Subvention à hauteur de 280 kE au titre de l'exercice 2010
BPCE, NATIXIS, BANQUES POPULAIRES ET CAISSES D'EPARGNE	CA des 22/02/2011 et 27/09/2011	Programme de titrisation BPCE Home Loans FCT/Adhésion de Banque Populaire Atlantique : convention signée le 24/03/2011 et avenant signé le 21/10/2011
Association APROCOMI	28/02/2005	mise à disposition de moyens
SA ATLANTIQUE GERANCE	28/07/1998	rémunération activité commerciale et prestations administratives et comptables
	03/05/2005	attestation de mise à disposition des locaux
SARL ATLANTIQUE PLUS	29/06/2005	attestation de mise à disposition des locaux
SARL ATLANTIQUE PLUS et BPCE	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
CREDIT FONCIER DE FRANCE SA	14/04/2010 avenant du 01/09/2010 (autorisation CA du 28/09/2010)	convention d'indication d'affaires et avenant n°1
CREDIT MARITIME ATLANTIQUE et BPCE	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
CREDIT MARITIME MUTUEL ATLANTIQUE	24/03/2009 (CA du 22/09/09) annexes du 04/05/2010	contrat de prestation de service et annexes opérationnelles
	19/08/2009 (CA du 22/09/09)	convention de partenariat en matière d'ingénierie financière
	19/08/2009 (CA du 22/09/09)	convention de partenariat en matière d'activité promotion immobilière
	01/08/2008	convention bilatérale à l'accord-cadre Banques Populaires, - CRCMM adossées - organisation des relations financières du 12/02/2008
SOCIETE CENTRALE DE CREDIT MARITIME MUTUEL/ CAISSES REGIONALES DE CREDIT MARITIME MUTUEL/ BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES/ BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE ET BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST	12/02/2008 (CA du 22/01/08)	accord cadre Banques Populaires, -CRCMM adossées - Organisation des relations financières
SARL ETC (Espace Transaction Conseil)	01/02/2008	protocole d'accord relatif au rôle d'apporteur d'affaires de la BP Atl. auprès d'ETC
	07/11/2011	avenant au protocole d'accord
SAS LUDOVIC DE BESSE	11/07/2006	autorisation de domiciliation
SAS LUDOVIC DE BESSE et BPCE	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
SA OUEST CROISSANCE	02/07/1998	conventions : - de détachement de personnel - de gestion administrative et comptable
	12/06/2009	convention de compte courant
SA PORTZAMPARC (société de bourse)	30/001/2009	convention de délégation de RTO et de conseil en investissement
	28/10/2010	convention de placement de la SOFICA "Manon 2"
SA PORTZAMPARC GESTION	08/08/2007	mandat de gestion de trésorerie
	08/01/2009	convention de commercialisation et de délégation des OPCVM avenant n° 1 du 15/09/2009 (mise à jour liste OPCVM concernés) avenant n° 2 du 04/12/2009 (modification base de calcul des frais de gestion sur mandats de gestion)
	01/12/2010	Gestion des mandats d'arbitrage

SAS BPAPI (ex SAPI)	01/04/2006	autorisation de domiciliation
SARL SAVA	27/06/2005	attestation de mise à disposition des locaux
SOCAMA ATLANTIQUE et BPCE	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
SOCAMI ATLANTIQUE et BPCE	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
SCI LE VIGNEAU (ex SCI Coutan)	01/03/2010	attestation de mise à disposition des locaux

Conventions Groupe BPCE		
BPCE, BANQUES POPULAIRES et CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE	CA du 18/12/2012	Protocole relatif au mécanisme de contribution à la solvabilité du groupe BPCE (signature prévue début 2013)
BPCE, BANQUES POPULAIRES et CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE	CA du 27/11/2012	Convention de rémunération des excédents de collecte de parts sociales (signature prévue début 2013)
BPCE et BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	CA du 30/10/2012	Convention-cadre de cession de créances professionnelles à titre de garantie (en contrepartie des prêts octroyés par la Banque Européenne d'Investissement)
BPCE et BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	CA du 28/02/2012	Emission par BPCE d'obligations super subordonnées (TSS 2012)
BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES et 123VENTURE	convention du 26/11/2006 acceptation BP Atl. du 07/10/2009	convention pour assurer le placement du Fonds d'Investissement de Proximité (FIP) Energies Nouvelles acceptation du contrat et du mandat par la BP Atl.
BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES et KEYNECTIS	contrat cadre du 24/02/2009 adhésion BP Atl. du 12/02/2010	contrat cadre de prestations de services K-WebSign de Keynectis Informatique Banques Populaires (i-BP) et adhésion de la BP Atl.
BANQUE POPULAIRE CENTRE ATLANTIQUE	25/06/2009	convention de prestation de services
BPCE	27/10/2010	convention cadre relative aux émissions de titres obligataires entre BPCE et la BP Atl.
BPCE	27/07/2010	convention cadre relative aux prêts de titres entre BPCE et la BP Atl.
BPCE	15/07/2010	convention de répartition de rémunération entre BPCE et les Banques Populaires
BPCE	24/03/2010	adhésion aux conditions générales du site de passation d'ordres Smarttrade
BPCE	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
BPCE et BP IMAGES 10 BPCE et BP IMAGES 11	conventions du 18/06/2010 acceptations BP Atl. du 22/07/2010	convention de placement non garanti des actions émises par la SOFICA Banque Populaire Images 10 convention de placement non garanti des actions émises par la SOFICA Banque Populaire Images 11 lettres d'acceptation des conventions par la BP Atl. le 22/07/2010
BPCE et APPALOOSA FILMS BPCE et LORETTE PRODUCTIONS BPCE et Holding 123 HOLDING ISF 2009 et 123VENTURE	conventions du 12/05/2010 du 15/04/2010 du 15/06/2010 acceptations bp atl. du 22/07/2010	convention de distribution à la clientèle BP Atl. des BSA d'Appaloosa Films convention de distribution à la clientèle BP Atl. des BSA de Lorette Productions convention de placement à la clientèle BP Atl. des actions de la Holding 123 lettres d'acceptation des conventions par la BP Atl. le 22/07/2010
BPCE ET ASSURANCES BANQUE POPULAIRE VIE	convention du 19/03/2010 adhésion BP Atl. du 10/05/2010	convention de distribution commerciale entre BPCE et ABP Vie adhésion à la convention de la BP Atl.
BPCE, ASSURANCES BANQUE POPULAIRE PREVOYANCE ET ASSURANCES BANQUE POPULAIRE VIE	convention du 30/03/2010 adhésion BP Atl. du 10/05/2010	convention de distribution commerciale entre BPCE, ABP Prévoyance et ABP Vie adhésion à la convention de la BP Atl.
BPCE ET ASSURANCES BANQUE POPULAIRE IARD	convention du 19/03/2010 adhésion BP Atl. du 29/09/2010	convention de distribution commerciale relative aux contrats d'assurance IARD entre BPCE et ABP IARD adhésion à la convention de la BP Atl.
BPCE ET AXELTIS	convention du 15/03/2010 acceptation BP Atl. du 10/05/2010	convention de placement avec Axeltis relative à la distribution d'OPCVM tiers
BPCE ET NATIXIS	convention du 07/07/2010 acceptation BP Atl. du 09/09/2010	convention de distribution d'OPCVM entre BPCE et NATIXIS mandat et lettre d'acceptation de la BP Atl. du 09/09/10
BPCE, NATIXIS ET ICMOS FRANCE	convention du 12/01/2010 acceptation BP Atl. du 24/06/2010	convention de distribution d'OPCVM entre BPCE, NATIXIS et ICMOS France mandat et lettre d'acceptation de la BP Atl. du 24/06/10
NATIXIS LIFE	15/03/2007	convention de dépôt des valeurs représentatives des provisions techniques de l'entreprise d'assurances Natixis Life

**BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE**

1, rue François Sagan  
Saint-Herblain  
44919 NANTES Cedex 9

**RAPPORT SPECIAL  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES  
COMPTES DE L'EXERCICE CLOS  
LE 31 DECEMBRE 2012**



KPMG Audit

7 boulevard Albert Einstein  
B.P. 41125  
44311 Nantes Cedex 3



Fiduciaire Audit Conseil

4, rue Fernand Forest  
B.P. 90825  
49008 Angers Cedex 01



Deloitte & Associés

7 Impasse Augustin Fresnel  
B.P. 39  
44801 Saint-Herblain Cedex



## BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE

1, rue Françoise Sagan  
Saint-Herblain  
44919 NANTES Cedex 9

### Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre banque, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



KPMG Audit

7 boulevard Albert Einstein  
B.P. 41125  
44311 Nantes Cedex 3



Fiduciaire Audit Conseil

4, rue Fernand Forest  
B.P. 90825  
49008 Angers Cedex 01



Deloitte & Associés

7 Impasse Augustin Fresnel  
B.P. 39  
44801 Saint-Herblain Cedex

## **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

## **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### **Convention-cadre de crédit et de garantie financière**

#### **Conseil d'administration du 26 octobre 2007**

##### **Nature et objet :**

La Banque Populaire Atlantique est signataire d'une convention-cadre de crédit et de garantie financière conclue le 14 décembre 2007 entre :

- La société « Banques Populaires Covered Bonds », en tant que prêteur ;
- La BPCE, en tant qu'agent administratif et de contrepartie ;
- Natixis, en tant que gestionnaire de trésorerie et agent de calcul ;
- D'autres Banques Populaires désignées dans la convention comme emprunteurs initiaux et garants initiaux.

Modalités :

Cette convention-cadre organise la mise à disposition des emprunteurs d'un crédit multidevises d'un montant maximum de 25 000 000 Euros, dans le but pour chaque emprunteur de faire face à ses besoins de financements généraux et pour financer ses activités.

Les termes et conditions des avances qui seront consenties, sont définis de manière générale par la convention-cadre et le cas échéant par les termes et conditions finaux applicables à chaque avance.

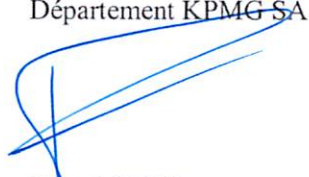
Chaque emprunteur s'engage à remettre en garantie au bénéfice du prêteur des actifs éligibles et à augmenter l'assiette de sa garantie en tant que de besoin conformément aux dispositions de la convention-cadre.

Chaque garant accepte expressément que chaque garantie accordée par lui pourra être utilisée dans le but de satisfaire les obligations garanties dont il est le débiteur, mais également toutes les obligations garanties de tous autres débiteurs au titre de la convention.


Au 31 décembre 2012, le montant du portefeuille de créances nanties au profit de BANQUE POPULAIRE COVERED BONDS s'élève à 708 405 milliers d'euros.

Nantes, Angers et Saint Herblain, le 15 mars 2013  
Les Commissaires aux Comptes


KPMG Audit  
Département KPMG SA

  
Franck NOEL  
Associé

Fiduciaire Audit Conseil

  
Sébastien VIALATTE  
Associé

Deloitte & Associés

  
Anne BLANCHE  
Associée



### 3.1.5 RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 18 DÉCEMBRE 2012

BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE

#### **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ETABLI EN APPLICATION DES ARTICLES R 225-116 ET R 225-17 DU CODE DE COMMERCE**

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

Nous vous présentons le présent rapport établi conformément aux prescriptions des articles R 225-116 et R 225-117 du Code de commerce afin de décrire les modalités et conditions de l'augmentation de capital par émission de CCI décidée par le Conseil d'Administration dans le cadre de l'utilisation de la délégation de pouvoirs consentie par l'Assemblée Générale du 25 avril 2012 dans sa 9<sup>ème</sup> résolution.

Nous vous rappelons qu'aux termes de cette résolution, les sociétaires ont consenti, pour une durée de cinq ans à compter du 25 avril 2012, une délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration dans le cadre des dispositions des articles L 225-129-2, L 225-135 et suivants du Code de commerce, à l'effet de procéder à une augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un montant maximum de 150 millions d'euros, soit par voie d'émissions au nominal de CCI, avec maintien du droit préférentiel de souscription au bénéfice des porteurs de CCI, et à souscrire en numéraire, soit par incorporations de réserves au bénéfice des porteurs de CCI, aux fins de maintien du rapport initial CCI / capital.

Par ailleurs cette même assemblée a, dans sa 8<sup>ème</sup> résolution, fixé, conformément à l'article 8 des statuts de la société, à 600 millions d'euros le montant maximum de la partie variable du capital social dans la limite duquel le capital peut librement varier à la hausse par émission de parts sociales nouvelles.

Lors de sa réunion du 18 décembre 2012, le Conseil d'Administration a décidé le principe d'une émission le 25 janvier 2013 de 2 941 177 nouvelles parts sociales, de valeur nominale de 17 euros, souscrites par la société Ludovic de Besse pour satisfaire à la demande des sociétaires et de 735 295 CCI de 17 euros au bénéfice de Natixis, unique porteur de CCI. La réalisation de ces deux opérations permettra de maintenir le rapport initial CCI / Parts sociales.

Le Conseil d'Administration a alors arrêté les modalités et conditions de l'augmentation de capital, et notamment les dates de jouissance des titres, d'ouverture et de clôture des souscriptions :

- date de l'émission des CCI et de leur souscription par Natixis : 25 janvier 2013, soit concomitamment à l'augmentation de capital souscrite par la société Ludovic de Besse ;
- date de jouissance des CCI : 1<sup>er</sup> janvier 2013 ;
- prix d'émission : 17 euros (soit à la valeur nominale).

L'ensemble des conditions de l'émission des CCI ayant été arrêtées, il appartient au Conseil d'Administration d'arrêter les termes du rapport complémentaire relatif à cette émission, conformément aux dispositions des articles L 225-129-5, R 225-116 et R 225-117 du Code de commerce.

En conséquence, nous vous précisons que l'émission de 735 295 CCI décidée par le Conseil d'Administration le 18 décembre 2012 portent le nombre de CCI à 5 476 493. Ceux-ci représentent ce jour 20% des parts sociales et CCI actuellement existants.

Les produits de l'émission de ces 735 295 CCI s'élèvent à un montant global de 93 100 381 euros.

La situation de chaque sociétaire, en ce qui concerne sa quote-part dans les capitaux propres, est régie notamment par les articles L 512-7 et L 512-8 du Code monétaire et financier, les dispositions de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ainsi que par les statuts. De ce fait, les sociétaires ne disposent pas de droit sur les réserves. L'émission des CCI ne modifient donc pas leurs droits sur les capitaux propres.

Enfin, nous vous rappelons que les CCI sont des valeurs mobilières de sociétés sans droit de vote, qu'elles sont librement négociables, et que leur rémunération, qui doit être au moins égale à celle versée aux parts sociales, est décidée par l'Assemblée Générale en fonction des résultats de l'exercice.

Un rapport complémentaire relatif à l'augmentation de capital sera émis par les commissaires aux comptes et sera à disposition au siège social.

Le Conseil d'Administration

Fait à Saint Herblain

Le 18 décembre 2012



## 3.2 COMPTES CONSOLIDÉS

### 3.2.1 COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE N (AVEC COMPARATIF AU 31 DÉCEMBRE N-1)

#### 3.2.1.1 Bilan

En milliers d'euros

ACTIF	Note	2012	2011	PASSIF	Note	2012	2011
Caisse, Banques Centrales, CCP		58 639	1 17 852	Banques centrales, CCP		0	0
Actifs à la juste valeur par le résultat	5.1	161 182	171 221	Passifs financiers à la JV par résultat	5.1	21 197	23 174
Instruments dérivés de couverture	5.2	75 483	35 358	Instruments dérivés de couverture	5.2	115 986	82 338
Actifs financiers disponibles à la vente	5.3	644 384	570 589	Dettes envers les Ets de crédit	5.13	2 314 323	2 887 786
Prêts et créances sur Ets de crédit	5.5	915 901	1 524 385	Dettes envers la clientèle	5.13	5 777 271	5 528 709
Prêts et créances sur la clientèle	5.5	8 434 190	8 318 461	Dettes représentées par un titre	5.14	704 212	920 971
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux				Ecart de Rééval. des PTF couv en tx		0	0
Actifs financ. détenus jusqu'à l'échéance		0	0	Passifs d'impôt courant		699	328
Actifs d'impôts courant		3 374	2 144	Passifs d'impôts différés	5.8	0	0
Actifs d'impôts différés	5.8	18 696	18 575	Compte de régul et passifs divers	5.15	213 302	236 898
Comptes de régul et actifs divers	5.9	84 836	133 294	Dettes / actifs destinés à être cédés		0	0
Participations dans les sociétés mises en équivalence	5.10	2 581	2 564	Prov techniques des contrats d'assurance		0	0
Immeubles de placement	5.11	480	537	Provisions pour Risques & Charges	5.16	47 981	47 018
Immobilisations corporelles	5.12	72 533	72 373	Dettes subordonnées	5.17	19 328	20 018
Immobilisations incorporelles	5.12	1 561	1 585	<b>Capitaux propres part du groupe</b>		<b>1 259 541</b>	<b>1 221 698</b>
Ecart d'acquisition		0	0	- capital et réserves liées		622 925	588 238
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>10 473 840</b>	<b>10 968 938</b>	- réserves consolidées		546 009	513 132
				- gains ou pertes latents ou différés		63 545	76 163
				- résultat de l'exercice		27 062	44 165
				Intérêts minoritaires		0	0
				<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>10 473 840</b>	<b>10 968 938</b>

### 3.2.1.2 Compte de résultat

En milliers d'euros

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	Note	2012	2011
Intérêts et produits assimilés	6.1	412 082	429 882
Intérêts et charges assimilés	6.1	-265 852	-272 330
Commissions (produits)	6.2	139 079	145 390
Commissions (charges)	6.2	-23 679	-21 736
Gains /pertes nets/IF en JV par résultat	6.3	3 181	1 727
Gains ou pertes sur actifs AFS	6.4	2 193	2 429
Produits des autres activités	6.5	6 002	10 288
Charges des autres activités	6.5	-3 694	-6 449
<b>Produit Net Bancaire</b>		<b>269 312</b>	<b>289 201</b>
Charges générales d'exploitation	6.6	-180 241	-182 483
Dotations aux amort. et aux prov. sur immob. incorp. et corp.		-7 883	-7 703
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>		<b>81 188</b>	<b>99 015</b>
Coût du risque	6.7	-39 696	-32 911
<b>Résultat Net d'Exploitation</b>		<b>41 492</b>	<b>66 104</b>
QP dans le résultat des entreprises MEE		17	-45
Gains ou pertes sur autres actifs	6.8	245	-58
Variat. des écarts d'acquisition		0	0
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>41 754</b>	<b>66 001</b>
Impôts sur le résultat	6.9	-14 692	-21 836
Résultat sur activités abandonnées		0	0
<b>Résultat net</b>		<b>27 062</b>	<b>44 165</b>
Intérêts minoritaires		0	0
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE - PART GROUPE</b>		<b>27 062</b>	<b>44 165</b>

### 3.2.1.3 Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Note	2012	2011
Résultat net		27 061	44 165
Ecarts de conversion			
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		-16 198	-46 448
Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres		-17 611	-46 448
Variations de valeur de la période rapportée au résultat		1 413	0
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture		6 940	6 261
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies		0	0
Quote part de gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		0	0
Impôts	5.8	-3 624	-2 448
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)</b>		<b>-12 882</b>	<b>-42 635</b>
<b>RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>14 179</b>	<b>1 530</b>
<b>Part du groupe</b>		<b>14 179</b>	<b>1 530</b>



### 3.2.1.4 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros

en milliers d'euros	Capital et primes liées		Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes		Variation de juste valeur des instruments					
				Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture				
Capitaux propres consolidés au 01/01/2011	365 567	195 391	470 734	130 414	-11 616	52 528	1 203 018	0	1 203 018
<b>Mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>									
Augmentation de capital distribution	28 369		41 232			-52 528			
sous total	28 369	0	41 232	0	0	-52 528	17 073	0	17 073
<b>Gains et pertes directement comptabilisées en capitaux propres</b>				-46 741	4 105		-42 636		-42 636
<b>Autres variations</b>						44			
Résultat						165			
Autres variations		-1 088	1 166						
sous total	0	-1 088	1 166	0	0	44 165	44 243	0	44 243
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2011	393 936	194 303	513 132	83 673	-7 511	44 165	1 221 698	0	1 221 698
Affectation du résultat de l'exercice 2010			33 143			-44 165	-11 022		-11 022
Capitaux propres consolidés au 01 janvier 2012	393 936	194 303	546 275	83 673	-7 511	0	1 210 676	0	1 210 676
<b>Mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>									
Augmentation de capital distribution	34 686								
sous total	34 686	0	0	0	0	0	34 686	0	34 686
<b>Gains et pertes directement comptabilisées en capitaux propres</b>				-17 432	4 550		-12 882		-12 882
<b>Autres variations</b>									
Résultat						27 062			
Autres variations			-266	265					
sous total	0	0	-266	265	0	27 062	27 061	0	27 061
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2012	428 622	194 303	546 009	66 506	-2 961	27 062	1 259 541	0	1 259 541

## 3.2.1.5 Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros

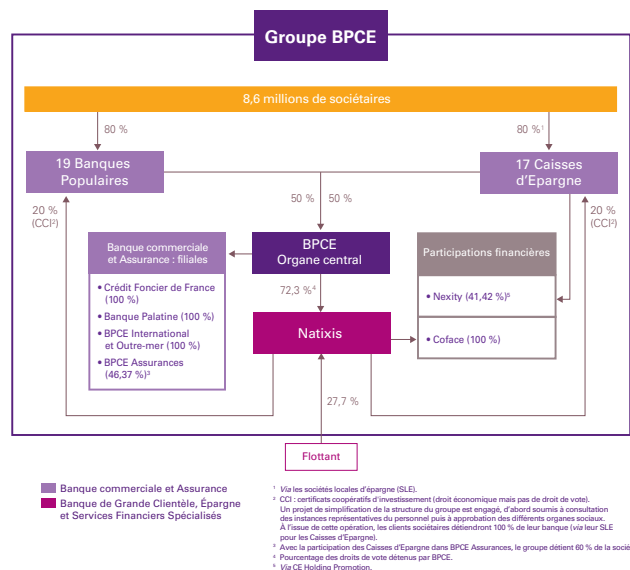
	2012	2011
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>41 753</b>	<b>66 001</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7 941	7 772
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	15 093	3 782
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-17	45
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	-2 913	-4 838
Produits/charges des activités de financement	0	2
Autres mouvements	77 056	-30 930
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts</b>	<b>97 160</b>	<b>-24 167</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-125 940	332 129
Flux liés aux opérations avec la clientèle	358 805	461 645
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	-307 893	-594 702
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	-168 336	-186 904
Impôts versés	-12 210	-18 903
<b>Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-255 574</b>	<b>-6 735</b>
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>-116 661</b>	<b>35 099</b>
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	1 206	-5 512
Flux liés aux immeubles de placement	0	892
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-7 818	-5 796
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-6 612</b>	<b>-10 416</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-12 319	61 263
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-690	-3 397
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATION DE FINANCEMENT (C)</b>	<b>-13 009</b>	<b>57 866</b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE (D)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>	<b>-136 282</b>	<b>82 549</b>
<b>Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)</b>	<b>117 852</b>	<b>126 707</b>
Caisse et banques centrales (actif)	117 852	126 707
Banques centrales (passif)	0	0
<b>Opérations à vue avec les établissements de crédit (solde net des comptes actifs et passifs)</b>	<b>83 549</b>	<b>-7 856</b>
Comptes ordinaires débiteurs	106 462	35 011
Comptes et prêts à vue	70 000	0
Comptes créditeurs à vue	-92 913	-42 867
Opérations de pension à vue	0	0
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>201 401</b>	<b>118 851</b>
<b>Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)</b>	<b>58 639</b>	<b>117 852</b>
Caisse et banques centrales (actif)	58 639	117 852
Banques centrales (passif)	0	0
<b>Opérations à vue avec les établissements de crédit (solde net des comptes actifs et passifs)</b>	<b>6 480</b>	<b>83 549</b>
Comptes ordinaires débiteurs	81 385	106 462
Comptes et prêts à vue	12 401	70 000
Comptes créditeurs à vue	-87 306	-92 913
Opérations de pension à vue	0	0
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>65 119</b>	<b>201 401</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>-136 282</b>	<b>82 550</b>

## 3.2.2 NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### NOTE I : CADRE GÉNÉRAL

#### 1.1 Le Groupe BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau des Banques Populaires, le réseau des Caisses d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.



#### Les deux réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 19 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau des Banques Populaires comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau des Caisses d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et de Prévoyance, les sociétés locales d'épargne et la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 80 % par leurs sociétaires et de 20 % par Natixis via les certificats coopératifs d'investissement (CCI).

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 80 % par les sociétés locales d'épargne (SLE) et de 20 % par Natixis via les CCI. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les coopérateurs. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

#### BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 19 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, structure cotée détenue à 72 %, qui réunit la Banque de financement et d'investissement, l'épargne et les services financiers ;
- la Banque Commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International et Outre-Mer (anciennement Financière Océor)) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

#### 1.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L512-107 6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds Réseau Banques Populaires, le Fonds Réseau Caisses d'Épargne et de Prévoyance et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds Réseau Banques Populaires** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds Réseau Caisses d'Épargne et de Prévoyance** fait l'objet d'un dépôt (450 millions d'euros) effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 168 millions d'euros au 31 décembre 2012 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds Réseau Banques Populaires, du Fonds Réseau Caisses d'Épargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des Actifs Pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossement.

Le Directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

### 1.3 Événements significatifs

Le 26 mars 2012, la Banque Populaire Atlantique a souscrit des titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI) émis par BPCE SA. Ces TSSDI sont éligibles aux fonds propres additionnels de catégorie 1 (Tier 1) dans le cadre de la nouvelle réglementation Bâle 3 (en cours de transposition dans l'Union européenne par le règlement et la 4<sup>ème</sup> directive relatifs à l'adéquation des fonds propres).

Ces instruments remplissent les 16 critères d'un instrument additionnel de catégorie 1 tel que défini à l'article 49 du projet de règlement. Ils sont notamment convertibles automatiquement en actions ordinaires de BPCE SA en cas de dégradation du ratio fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET 1) ou du ratio fonds propres de base (ratio Tier 1) du Groupe BPCE SA. Cette clause de conversion constitue un dérivé incorporé séparable, qui a été séparé du contrat hôte, lui-même classé en AFS. La juste valeur de ce dérivé incorporé au 31 décembre 2012 n'est pas significative.

### 1.4 Événements postérieurs à la clôture

BPCE SA et Natixis ont respectivement présenté à leur conseil de surveillance et conseil d'administration du 17 février 2013 un projet de simplification significative de la structure du Groupe BPCE.

L'opération envisagée consisterait en un rachat par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne de l'ensemble des certificats coopératifs d'investissement (CCI) qu'elles ont émis et qui sont actuellement intégralement détenus par Natixis. A la suite de l'annulation des CCI ainsi rachetés par chacune des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, le capital des établissements serait entièrement détenu par leurs sociétaires.

La réduction des encours pondérés de Natixis, liés à la détention des CCI, permettrait à cette dernière de reverser une partie de ses fonds propres devenus excédentaires à ses actionnaires en proposant une distribution exceptionnelle de dividendes. Enfin, afin d'assurer une allocation appropriée des ressources au sein du Groupe, BPCE SA rembourserait ses titres super subordonnés souscrits par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne et réduirait le capital de BPCE SA au bénéfice des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

L'opération sera soumise à l'approbation des conseils des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne (actionnaires à parité de BPCE SA), de BPCE SA et de Natixis qui seront appelés à se prononcer, après consultation des instances représentatives du personnel. Cette opération pourrait se réaliser au cours du troisième trimestre 2013.

## NOTE 2 : NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITÉ

### 2.1 Cadre réglementaire

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

## 2.2 Référentiel

Les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire en 2012 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Le groupe Banque Populaire Atlantique n'a pas appliqué par anticipation les textes adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2012 mais non encore entrés en vigueur à cette date :

- amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » adopté par la Commission européenne le 5 juin 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012. Cet amendement vise à enrichir l'information financière sur l'état du « Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres devront être présentés de façon à faire apparaître de façon distincte les éléments qui pourraient faire l'objet d'un recyclage en résultat net de ceux qui ne seront jamais recyclés en résultat net.
- amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » adopté par la Commission européenne le 5 juin 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 de façon rétrospective. Cet amendement apporte des modifications sur la comptabilisation et la présentation des engagements de retraite et assimilés notamment concernant les écarts actuariels qui seront reconnus immédiatement et en totalité en capitaux propres, les coûts des services passés qui seront comptabilisés immédiatement en résultat et le rendement attendu de l'actif de couverture qui sera remplacé par un produit financier déterminé en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour le passif brut. Les impacts de ces changements de méthode, hors effet d'impôt, s'élevaient au 31/12/2011 à 3 590 milliers d'euros au titre du changement de méthode de comptabilisation des écarts actuariels et - 859 milliers d'euros pour le changement de méthode de comptabilisation du coût des services passés.
- norme IFRS 13 intitulée « Évaluation de la juste valeur » adoptée par la Commission européenne le 11 décembre 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. IFRS 13 indique comment mesurer la juste valeur mais ne modifie pas les conditions d'application de la juste valeur. Cette norme est d'application prospective.

## 2.3 Recours à des estimations

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations. Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2012, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 4.1.6) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations durables des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que les dépréciations sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles (note 4.1.7) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne logement (note 4.5) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 4.10).
- les impôts différés (note 4.12) ;

## 2.4 Présentation des états financiers consolidés et date de clôture

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la Recommandation n° 2009 R 04 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2012. Les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 26 février 2013. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 16 avril 2013.

## 2.5 Comparabilité des comptes

Dans le cadre de l'harmonisation des normes comptables au sein du Groupe BPCE, certains frais généraux ayant le caractère de commissions ont été reclassés du poste « charges générales d'exploitation » vers le poste « commission (charges) ». Les montants ainsi reclassés s'élèvent à 3 958 milliers d'euros au titre de l'année 2011. Les impacts sur le PNB et les charges générales d'exploitation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011 pro forma	31/12/2011	Evolutions pro forma	Evolutions réelles
PNB	269 312	285 243	289 201	-5,59 %	-6,88 %
Charges générales exploitation et amortissements	-188 124	-186 228	-190 186	1,01 %	-1,08 %
RBE	81 188	99 015	99 015	-18,00 %	-18,00 %

Par ailleurs, les créances d'impôts différés, classés en comptes de régularisation sur l'année 2011 ont été classées sur le poste impôt différé actif au 31 décembre 2012. Ce montant représentait 6 941 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

## NOTE 3 : PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

### 3.1 Périmètre de consolidation et méthodes de consolidation

#### 3.1.1 Contrôle exercé par le groupe

Les états financiers consolidés du Groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable sur la gestion.

Pour apprécier la nature du contrôle exercé par le groupe sur une entité, le périmètre des droits de vote à prendre en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

#### Contrôle exclusif

Le contrôle exclusif s'apprécie par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise et résulte soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote, soit de la possibilité de désigner ou de révoquer la majorité des membres des organes de direction ou du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles en vertu d'un contrat de gestion ou de clauses statutaires.

#### Contrôle conjoint

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage du contrôle entre un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, aucun actionnaire n'étant susceptible d'imposer seul ses décisions aux autres, et l'existence d'un accord contractuel prévoyant les modalités d'exercice du contrôle conjoint, à savoir l'accord unanime des parties participant au contrôle lors des décisions stratégiques.

#### Influence notable

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La situation d'influence notable est présumée lorsque le groupe détient, directement ou indirectement, au moins 20 % des droits de vote.

#### 3.1.2 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation résultent de la nature du contrôle exercé par le groupe sur les entités consolidables.

#### Intégration globale

Les entreprises sous contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

#### Intégration proportionnelle

Les entreprises que le groupe contrôle conjointement avec un nombre limité de co-investisseurs sont consolidées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

#### Mise en équivalence

Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

### 3.2 Cas particuliers

#### Cas particulier des entités ad hoc

Les structures juridiques distinctes, créées spécifiquement pour gérer une opération ou un ensemble d'opérations similaires (entités ad hoc) sont consolidées dès lors qu'elles sont contrôlées en substance par le groupe, et ce, même en l'absence de lien en capital.

Le contrôle en substance s'apprécie au regard des critères suivants :

- les activités de l'entité sont menées pour le compte exclusif du groupe, de telle sorte que ce dernier en tire des avantages ;
- le groupe détient le pouvoir de décision et de gestion sur les activités courantes de l'entité ou sur les actifs qui la composent ; de tels pouvoirs peuvent avoir été délégués par la mise en place d'un mécanisme d'autopilotage ;
- le groupe a la capacité de bénéficier de la majorité des avantages de l'entité ;
- le groupe est exposé à la majorité des risques relatifs à l'entité.

Sont exclues du périmètre les entités exerçant leur activité dans le cadre d'une relation fiduciaire, avec une gestion pour compte de tiers et dans l'intérêt des différentes parties prenantes. Sont également exclues du périmètre les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe.

#### Cas particulier des activités de capital-investissement

Les normes IAS 28 et IAS 31, traitant des participations dans les entreprises associées et les co-entreprises, reconnaissent les spécificités de l'activité de capital-investissement. Elles autorisent les sociétés exerçant cette activité à ne pas mettre en équivalence leurs participations dont le taux de détention est compris entre 20 % et 50 %, dès lors que ces participations sont classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

### 3.3 Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

#### 3.3.1 Entité consolidante

L'entité consolidante est constituée de la Banque Populaire Atlantique, de la Caisse de Crédit Maritime Mutuel Atlantique, de la SOCAMA Atlantique et de la SOCAMI Atlantique.

#### 3.3.2 Elimination des opérations réciproques

L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidé a été éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

## NOTE 4 : PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

### 4.1 Actifs et passifs financiers

#### 4.1.1 Prêts et créances

Le poste « Prêts et créances » inclut les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que certains titres non cotés sur un marché actif lorsqu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction (voir note 4.1.2).

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentés des coûts directement liés à l'émission et diminués de produits directement attribuables à l'émission. Lors des arrêts ultérieurs, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la juste valeur initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts de transaction directement liés à l'émission des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Les actifs présentant des arriérés de paiement sont des actifs financiers sains présentant des incidents de paiement. A titre d'exemple :

- un instrument de dette peut présenter un arriéré lorsque l'émetteur obligataire ne paie plus son coupon ;
- un prêt est considéré comme étant en arriéré de paiement si une des échéances ressort comptablement impayée ;
- un compte ordinaire débiteur déclaré sur la ligne « Prêts et créances » est considéré comme étant en arriéré de paiement si l'autorisation de découvert, en durée ou en montant, est dépassée à la date de l'arrêt.

En cas de restructuration suite aux difficultés financières du débiteur, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Le volume des crédits restructurés accordés à des conditions hors marché n'est pas significatif et n'a donc pas donné lieu à information dans l'annexe.

Les coûts externes consistent essentiellement en commissions versées à des tiers dans le cadre de la mise en place des prêts. Ils sont essentiellement constitués des commissions versées aux apporteurs d'affaires. Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients,

des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés au prorata temporis sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

#### 4.1.2 Titres

A l'actif, les titres sont classés selon les quatre catégories définies par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.

#### Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette catégorie comprend :

- les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance ;
- et les actifs et les passifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IAS 39.

Les conditions d'application de cette option sont décrites dans la note 4.1.4 « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ». La juste valeur initiale des titres classés dans cette catégorie est déterminée par application du cours offert à l'achat (cours bid). En date d'arrêt comptable, ces actifs sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur de la période sont enregistrées dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

#### Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Le Groupe Banque Populaire Atlantique ne détient pas d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

#### Prêts et créances

Le portefeuille de « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non dérivés à revenu fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. Ces actifs ne doivent par ailleurs pas être exposés à un risque de pertes substantielles non lié à la détérioration du risque de crédit.

Certains titres peuvent être classés dans cette catégorie lorsqu'ils ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond au nominal augmenté des coûts de transaction et diminué de la décote et des produits de transaction. Ils suivent dès lors les règles de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des prêts et créances.

Lorsque un actif financier enregistré en prêts et créances est cédé avant son échéance, le résultat de cession est enregistré dans le poste "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".



### Actifs financiers disponibles à la vente

Cette catégorie comprend les actifs financiers qui ne relèvent pas des portefeuilles précédents.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction inclus.

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (sauf pour les actifs monétaires en devises, pour lesquels les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 4.1.6.

En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les titres à revenu fixe sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés ». Les revenus des titres à revenu variable sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

### Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

### Règles appliquées en cas de cession partielle

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue.

### 4.1.3 Instruments de dettes et de capitaux propres émis

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

### Dettes émises

Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués en juste valeur par résultat) sont initialement comptabilisées à leur valeur d'émission, comprenant les frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

### Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres super-subordonnés.

Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti.

### Parts sociales

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit incondicional de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont considérées comme des capitaux propres.

### 4.1.4 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

L'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 novembre 2005 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs et passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

#### Elimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie. Ce traitement s'applique notamment à certains prêts structurés consentis aux collectivités locales.

#### Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance

L'option s'applique dans le cas d'un groupe d'actifs et/ou de passifs géré et évalué à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le reporting interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

Ce cas trouve notamment à s'appliquer dans le cadre des activités de marché exercées par Natixis.

#### Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat « hybride », financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IAS 39 (exemple d'une option de remboursement incorporée dans un instrument de dette). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé. Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

#### 4.1.5 Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat (parfois appelée le « sous-jacent ») ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

A l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période. Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

##### Dérivés de transaction

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

##### Dérivés de couverture

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

##### Couverture de juste valeur

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un

engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la période restant à courir par rapport à la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

##### Couverture de flux de trésorerie

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures (taux fixes futurs, prix futurs, change, etc...)).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres, la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

##### Cas particuliers de couverture de portefeuilles (macro-couverture)

###### *Documentation en couverture de flux de trésorerie*

Le Groupe Banque Populaire Atlantique documente sa macro-couverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, sur la base :

- des actifs et passifs pour lesquels les flux d'intérêts sont aujourd'hui incertains (stocks de prêts et emprunts à taux variable). L'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions). Dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu. De la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux révisable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable). L'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument sont identiques à celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des dérivés hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

#### Documentation en couverture de juste valeur

Le Groupe Banque Populaire Atlantique documente sa macro-couverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associé aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macro-couverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources et des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macro-couverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la micro-couverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macro-couverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ».

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;
- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macro-couverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au nominal des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

#### 4.1.6 Détermination de la juste valeur

##### Principes généraux

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat et les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur en date de clôture. La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif peut être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normales. Lors de sa comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier est normalement égale au prix de négociation, soit la valeur de la contrepartie versée ou reçue.

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif constituent la meilleure indication de la juste valeur. Les entités doivent privilégier les cotations sur des marchés actifs lorsque celles-ci existent.

En cas d'absence de cotation, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés aux données spécifiques à l'entité.

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

##### Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)

Il s'agit notamment des titres cotés et des dérivés sur marchés organisés, comme les futures et les options, qui se situent dans des zones de liquidité pouvant être démontrées comme telles (marché actif). L'ensemble des transactions négociées par Natixis sur des marchés listés entre dans cette catégorie.

Un marché est considéré comme actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire, et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales.

L'absence de marché actif et de données observables peut être documentée à partir des critères suivants :

- baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché ;
- grandes difficultés pour obtenir des cotations ;
- nombre réduit de contributeurs ou pas de contribution des principaux acteurs du marché ;
- forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- prix éloignés de la valeur intrinsèque de l'actif et/ou écarts importants entre le bid et le ask (large fourchette de cotation).

Ces critères doivent être adaptés aux caractéristiques des actifs visés et ils peuvent être complétés de tout élément de preuve complémentaire visant à démontrer que l'actif n'est plus coté sur un marché actif. En l'absence de transactions récentes, cette démonstration nécessite en tout état de cause un recours au jugement.

##### Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)

###### Instruments simples

Un certain nombre de produits, en particulier les dérivés de gré à gré, swaps de taux standard, accords de taux futurs, caps, floors et options simples sont valorisés à partir de modèle de valorisation. Les valorisations obtenues peuvent s'appuyer sur des paramètres observables et sur des modèles reconnus comme des standards de place (méthode d'actualisation des cash flows futurs, technique d'interpolation) pour l'instrument financier concerné.

Pour ces instruments, le caractère répandu des modèles et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

###### Instruments complexes

Certains instruments financiers complexes, et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle interne reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options, de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Le Groupe Banque Populaire Atlantique détient peu d'instruments complexes.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

La juste valeur des instruments issue de modèles de valorisation est ajustée afin de tenir compte des risques de contrepartie, de modèle, et de paramètre.

Figurent notamment en niveau 2 :

- essentiellement les dérivés simples de gré à gré ;
- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée sur la base de données de marché observables : ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;

##### Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;

- la plupart des instruments issus de titrisations : les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

### Cas particuliers

#### Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs effectués représentent la meilleure estimation à la date d'arrêt et sont basés sur des modèles tenant compte d'un certain nombre d'hypothèses.

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la valeur de marché. Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs à taux variable pour lesquels les changements d'intérêt n'ont pas d'incidence notable sur la juste valeur; dans la mesure toutefois où la sensibilité au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementée) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

#### Juste valeur du portefeuille de crédits

La juste valeur des crédits est déterminée sur la base de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir au taux de la production du mois pour les prêts de même catégorie et ayant les mêmes maturités. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

#### Juste valeur des dettes

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux de marché en vigueur à la date de clôture.

### 4.1.7 Dépréciation des actifs financiers

#### Dépréciation des titres

Les titres autres que ceux classés en portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sont dépréciés individuellement dès lors qu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements générateurs de pertes intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier qui puisse être estimé de façon fiable.

Les règles de dépréciation sont différentes selon que les titres sont des instruments de capitaux propres ou des instruments de dettes.

Pour les instruments de capitaux propres, une baisse durable ou une diminution significative de la valeur constituent des indicateurs objectifs de dépréciation.

Compte tenu des précisions apportées par l'IFRIC en juillet 2009 et des recommandations des régulateurs boursiers, le groupe a été conduit à réviser les critères qui permettent de caractériser les situations de pertes de valeur pour les instruments de capitaux propres cotés.

Une baisse de plus de 50 % ou depuis plus de 36 mois de la valeur d'un titre par rapport à son coût historique caractérise désormais une situation de dépréciation durable se traduisant par la constatation d'une charge.

Ces critères de dépréciations sont, par ailleurs, complétés par l'examen ligne à ligne des actifs subissant une baisse de plus de 30 % ou depuis plus de 6 mois de leur valeur par rapport à leur coût historique ou en cas d'événements susceptibles de caractériser un déclin significatif ou prolongé. Si le groupe estime que la valeur de l'actif ne pourra être recouvrée en totalité une charge de dépréciation est enregistrée dans ce cas au compte de résultat.

Pour les instruments de capitaux propres non cotés, une analyse qualitative de leur situation est effectuée sur la base des méthodes de valorisation décrites dans la note 4.1.6.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est irréversible et ne peut être reprise par résultat. Les pertes sont inscrites dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Les gains latents subséquents à une dépréciation sont différés en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.

Pour les instruments de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les TSSDI, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

La dépréciation des instruments de dettes peut être reprise par résultat en cas d'amélioration de la situation de l'émetteur. Ces dépréciations et reprises sont inscrites dans le poste « Coût du risque ».

#### Dépréciation des prêts et créances

La norme IAS 39 définit les modalités de calcul et de comptabilisation des pertes de valeur constatées sur les prêts.

Une créance est dépréciée si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui identifient un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Au niveau individuel, les critères d'appréciation du caractère avéré d'un risque de crédit incluent l'existence d'impayés depuis plus de trois mois (six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales) ou, indépendamment de l'existence d'un impayé, l'existence d'un risque avéré de crédit ou de procédures contentieuses

- ces événements génèrent des pertes avérées (incurred losses) sur le montant des flux de trésorerie futurs estimés des prêts et la mesure de ces pertes doit être fiable.

Les dépréciations sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan.

Deux types de dépréciations sont enregistrés en coût du risque :

- les dépréciations sur base individuelle ;
- les dépréciations sur base de portefeuilles.

#### Dépréciation sur base individuelle

Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances. Les garanties sont prises en compte pour déterminer le montant des dépréciations et, lorsqu'une garantie couvre intégralement le risque de défaut, l'encours n'est pas déprécié.

#### Dépréciation sur base de portefeuilles

Les dépréciations sur base de portefeuilles couvrent les encours non dépréciés au niveau individuel. Conformément à la norme IAS 39, ces derniers sont regroupés dans des portefeuilles de risques homogènes qui sont soumis collectivement à un test de dépréciation.

Les encours des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne sont regroupés en ensembles homogènes en termes de sensibilité à l'évolution du risque sur la base du système de notation interne du groupe. Les portefeuilles soumis au test de dépréciation sont ceux relatifs aux contreparties dont la notation s'est significativement dégradée depuis l'octroi et qui sont de ce fait considérés comme sensibles. Ces encours font l'objet d'une dépréciation, bien que le risque de crédit ne puisse être individuellement alloué aux différentes contreparties composant ces portefeuilles et dans la mesure où les encours concernés présentent collectivement une indication objective de perte de valeur.

Le montant de la dépréciation est déterminé en fonction de données historiques sur les probabilités de défaut à maturité et les pertes attendues, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt.

#### 4.1.8 Reclassements d'actifs financiers

Plusieurs reclassements sont autorisés :

##### **Reclassements autorisés antérieurement aux amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptés par l'Union européenne le 15 octobre 2008 :**

Figurent notamment parmi ces reclassements, les reclassements de titres disponibles à la vente vers la catégorie « Titres détenus jusqu'à l'échéance » :

Tout titre à revenu fixe répondant à la définition des « Titres détenus jusqu'à l'échéance » ayant une maturité définie, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre jusqu'à son échéance. Le groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention jusqu'à maturité.

##### **Reclassements autorisés depuis l'amendement des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptés par l'Union européenne le 15 octobre 2008 :**

Ce texte définit les modalités des reclassements vers d'autres catégories d'actifs financiers non dérivés à la juste valeur (à l'exception de ceux inscrits en juste valeur sur option) :

- **reclassement de titres de transaction vers les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance »**

Tout actif financier non dérivé peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe est en mesure de démontrer l'existence de « circonstances rares » ayant motivé ce reclassement. L'IASB a, pour mémoire, qualifié la crise financière du second semestre 2008 de « circonstance rare ».

Seuls les titres à revenu fixe ou déterminable peuvent faire l'objet d'un reclassement vers la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ». L'établissement doit par ailleurs avoir l'intention et la capacité de détenir ces titres jusqu'à maturité. Les titres inscrits dans cette catégorie ne peuvent être couverts contre le risque de taux d'intérêt

- **reclassement de titres de transaction ou de titres disponibles à la vente vers la catégorie « Prêts et créances »**

Tout actif financier non dérivé répondant à la définition de « Prêts et créances » et, en particulier, tout titre à revenu fixe non coté sur un marché actif, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre sur un futur prévisible ou à maturité. Le groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention à moyen ou long terme.

Les reclassements sont réalisés à la juste valeur à la date du reclassement, cette valeur devenant le nouveau coût amorti pour les instruments transférés vers des catégories évaluées au coût amorti.

Un nouveau TIE est alors calculé à la date du reclassement afin de faire converger ce nouveau coût amorti vers la valeur de remboursement, ce qui revient à considérer que le titre a été reclassé avec une décote.

Pour les titres auparavant inscrits parmi les actifs financiers disponibles à la vente, l'étalement de la nouvelle décote sur la durée de vie résiduelle du titre sera généralement compensé par l'amortissement de la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres à la date du reclassement et reprise sur base actuarielle au compte de résultat.

En cas de dépréciation postérieure à la date de reclassement d'un titre auparavant inscrits parmi les actifs financiers disponibles à la vente, la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres à la date du reclassement est reprise immédiatement en compte de résultat.



#### 4.1.9 Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

#### Opérations de pension livrée

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti et non à la juste valeur.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée.

Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée à son nominal dans la catégorie « Prêts et créances ».

#### Opérations de prêts de titres secs

Les prêts de titres ne peuvent être assimilés à un transfert d'actif financier au sens de la norme IAS 39. Par conséquent, ces opérations ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés. Les titres prêtés restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

#### Opérations de restructuration d'actifs financiers

Le groupe considère que des opérations de restructuration ayant entraîné des modifications substantielles de l'actif emportent décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Tel serait notamment le cas :

- de restructurations ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- de restructurations visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation simple, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

#### Opérations de restructuration de passifs financiers

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme comptable IAS 39 fixe un seuil de 10% sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10%, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

#### 4.2 Immeubles de placement

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles (voir note 4.3).

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités ».

#### 4.3 Immobilisations

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les immobilisations acquises en location financement et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise,
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.



Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leurs sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	15-40 ans
Fondations / ossatures	20- 60 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-30 ans
Aménagements techniques	10-30 ans
Aménagements intérieurs	8-30 ans

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Le traitement comptable des immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement (crédit-bail preneur) est précisé au paragraphe 4.9.

#### 4.4 Actifs destinés à être cédés et dettes liées

En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IAS 39.

#### 4.5 Provisions

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux, aux provisions épargne logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

#### Engagements sur les contrats d'épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des

souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;

- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour le groupe, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées dans la marge d'intérêt.

#### 4.6 Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

#### 4.7 Commissions sur prestations de services

Les commissions sont comptabilisées en résultat, en fonction du type des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;

- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

#### 4.8 Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

A la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers disponibles à la vente est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en capitaux propres ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont évalués au cours de change à la date de clôture. Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

#### 4.9 Opérations de location-financement et assimilées

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement. Le Groupe Banque Populaire Atlantique réalise exclusivement des contrats de location-financement.

Ce contrat se définit comme un contrat de location ayant en substance pour effet de transférer au preneur les risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Il s'analyse comme une acquisition d'immobilisation par le locataire financée par un crédit accordé par le bailleur.

La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations permettant de distinguer un contrat de location financement d'un contrat de location simple :

- Le contrat transfère la propriété du bien au preneur au terme de la durée de location ;
- Le preneur a l'option d'acheter les biens à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à l'issue du contrat de telle sorte que l'exercice de l'option est raisonnablement certain dès la mise en place du contrat ;
- La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif ;
- A l'initiation du contrat, la valeur actualisée des paiements minimaux s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;
- La nature de l'actif est tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans lui apporter de modification majeure.

Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui peuvent conduire à un classement en location financement :

- Si le preneur résilie le contrat de location, les pertes subies par le bailleur suite à la résiliation sont à la charge du preneur (moins-valeur sur le bien...) ;
- Les profits et les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- Le preneur a la faculté de poursuivre la location pour un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

A l'activation du contrat, la créance de location financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentés de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Conformément à la norme IAS 17, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat (calcul d'un nouveau plan d'amortissement) et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations sur les opérations de location financement sont déterminées selon la même méthode que celle décrite pour les prêts et créances.

Les revenus des contrats de location financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Les revenus du contrat de location financement sont reconnus en résultat par le biais du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentée de la valeur résiduelle non garantie, et
- La valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux c'est-à-dire les coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Dans les comptes du locataire, les contrats de crédit-bail et de location avec option d'achat se traduisent par l'acquisition d'une immobilisation financée par emprunt.

#### **4.10 Avantages au personnel**

Le groupe accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en quatre catégories :

##### **4.10.1 Avantages à court terme**

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation et primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice.

Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

##### **4.10.2 Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

##### **4.10.3 Indemnités de fin de contrat de travail**

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

##### **4.10.4 Avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux du groupe qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charges et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du « corridor », c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier lié à l'actualisation des engagements, les rendements attendus des actifs de couverture et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus.

#### 4.1.1 Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers disponibles à la vente,
- et aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie,

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

#### NOTE 5 : NOTES RELATIVES AU BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées en milliers d'euros.

#### 5.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces actifs et passifs sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, et de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IAS 39.

##### 5.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	45 287	45 287	0	41 906	41 906
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>0</b>	<b>45 287</b>	<b>45 287</b>	<b>0</b>	<b>41 906</b>	<b>41 906</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>0</b>	<b>799</b>	<b>799</b>	<b>0</b>	<b>2 369</b>	<b>2 369</b>
Prêts à la clientèle	0	104 185	104 185	0	116 278	116 278
<b>Prêts</b>	<b>0</b>	<b>104 185</b>	<b>104 185</b>	<b>0</b>	<b>116 278</b>	<b>116 278</b>
<b>Dérivés de transaction</b>	<b>10 911</b>		<b>10 911</b>	<b>10 668</b>	<b>0</b>	<b>10 668</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT</b>	<b>10 911</b>	<b>150 271</b>	<b>161 182</b>	<b>10 668</b>	<b>160 553</b>	<b>171 221</b>

##### Conditions de classification des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

En milliers d'euros	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Actifs financiers à la juste valeur sur option
Titres à revenu fixe	45 287	0	0	<b>45 287</b>
Actions et autres titres à revenu variable	799	0	0	<b>799</b>
Prêts et opérations de pension	104 185	0	0	<b>104 185</b>
<b>TOTAL</b>	<b>150 271</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150 271</b>

## Prêts et créances à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit

Le tableau ci-après présente la part de la juste valeur imputable au risque de crédit des prêts et créances comptabilisés à la juste valeur sur option. Lorsque des achats de protection ont été effectués en lien avec la mise en place de ces prêts, la juste valeur des dérivés de crédit liés est également indiquée.

En milliers d'euros	31/12/2012				31/12/2011			
	Exposition au risque de crédit	Dérivés de crédit liés	Variation de juste valeur imputable au risque de crédit	Variation de juste valeur des dérivés de crédit liés	Exposition au risque de crédit	Dérivés de crédit liés	Variation de juste valeur imputable au risque de crédit	Variation de juste valeur des dérivés de crédit liés
Prêts à la clientèle	104 185	0	0	0	116 278	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>104 185</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>116 278</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

La variation de juste valeur de ces actifs financiers imputable au risque de crédit n'est pas significative

### 5.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2012	31/12/2011
<b>Total des dérivés de transaction</b>	<b>21 197</b>	<b>17 564</b>
Dettes représentées par un titre	0	4 999
Autres passifs financiers	0	612
<b>Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat</b>	<b>0</b>	<b>5 611</b>
<b>PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT</b>	<b>21 197</b>	<b>23 175</b>

### Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit

En milliers d'euros	31/12/2012				31/12/2011			
	Juste valeur	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence	Différence imputable au risque de crédit	Juste valeur	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence	Différence imputable au risque de crédit
	(1)	(2)	(1) - (2)		(1)	(2)	(1) - (2)	
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	0	0	0	0	612	750	-138	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	4 999	5 000	-1	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>5 611</b>	<b>5 750</b>	<b>-139</b>	

Le montant contractuellement dû à l'échéance des emprunts s'entend du montant du capital restant dû à la date de clôture de l'exercice, augmenté des intérêts courus non échus. Pour les titres, la valeur de remboursement est généralement retenue.

La variation de juste valeur imputable au risque de crédit propre (valorisation du spread émetteur) n'est pas significative.

### 5.1.3 Instruments dérivés de transaction

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	690 067	9 414	20 749	830 597	4 570	15 978
Instruments de change	279 776	157	157	401 349	367	367
<b>Opérations fermes</b>	<b>969 843</b>	<b>9 571</b>	<b>20 906</b>	<b>1 231 946</b>	<b>4 937</b>	<b>16 345</b>
Instruments de taux	257 886	1 340	291	468 116	5731	1 218
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>257 886</b>	<b>1 340</b>	<b>291</b>	<b>468 116</b>	<b>5 731</b>	<b>1 218</b>
<b>Dérivés de crédit</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION</b>	<b>1 227 729</b>	<b>10 911</b>	<b>21 197</b>	<b>1 700 062</b>	<b>10 668</b>	<b>17 563</b>

## 5.2 Instruments dérivés de couverture

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	2 256 928	65 943	104 559	2 329 491	28 414	66 631
Instruments de change						
<b>Opérations fermes</b>	<b>2 256 928</b>	<b>65 943</b>	<b>104 559</b>	<b>2 329 491</b>	<b>28 413</b>	<b>66 631</b>
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>2 256 928</b>	<b>65 943</b>	<b>104 559</b>	<b>2 329 491</b>	<b>28 413</b>	<b>66 632</b>
Instruments de taux	250 000	9 540	11 427	300 000	6 945	15 706
Instruments de change						
<b>Opérations fermes</b>	<b>250 000</b>	<b>9 540</b>	<b>11 427</b>	<b>300 000</b>	<b>6 945</b>	<b>15 706</b>
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>250 000</b>	<b>9 540</b>	<b>11 427</b>	<b>300 000</b>	<b>6 945</b>	<b>15 706</b>
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE</b>	<b>2 506 928</b>	<b>75 483</b>	<b>115 986</b>	<b>2 629 491</b>	<b>35 358</b>	<b>82 338</b>

### 5.3 Actifs financiers disponibles à la vente

Il s'agit des actifs financiers non dérivés qui n'ont pas été classés dans l'une des autres catégories (actifs financiers à la juste valeur, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou prêts et créances).

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Obligations et autres titres à revenu fixe	128 999	35 538
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>128 999</b>	<b>35 538</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>517 825</b>	<b>537 101</b>
<b>Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>646 824</b>	<b>572 639</b>
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	-2 440	-2 051
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE</b>	<b>644 384</b>	<b>570 587</b>
<b>GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE (AVANT IMPÔT)</b>	<b>70 161</b>	<b>86 095</b>

### 5.4 Juste valeur des actifs et passifs financiers

#### Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros	31/12/2012			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
Instruments dérivés	33	11 817	0	11 850
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>33</b>	<b>11 817</b>	<b>0</b>	<b>11 850</b>
Titres	46 086	0	0	46 086
Autres actifs financiers	0	104 185	0	104 185
<b>Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat</b>	<b>46 086</b>	<b>104 185</b>	<b>0</b>	<b>150 271</b>
Titres	665 214	44 049	0	709 263
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>665 214</b>	<b>44 049</b>	<b>0</b>	<b>709 263</b>
Instruments dérivés de couverture	0	75 483	0	75 483
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>				
Instruments dérivés	769	21 164	0	21 933
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>769</b>	<b>21 164</b>	<b>0</b>	<b>21 933</b>
Instruments dérivés de couverture	0	115 986	0	115 986



Au 31 décembre 2011, la répartition était la suivante :

En milliers d'euros	31/12/2011			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
ACTIFS FINANCIERS				
Instruments dérivés	0	10 668	0	10 668
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	10 668	0	10 668
Titres	44 275	0	0	44 275
Autres actifs financiers	0	116 278	0	116 278
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	44 275	116 278	0	160 553
Titres	570 334	253	0	570 587
Actifs financiers disponibles à la vente	570 334	253	0	570 587
Instruments dérivés de couverture	0	35 358	0	35 358
PASSIFS FINANCIERS				
Instruments dérivés	0	17 563	0	17 563
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	17 563	0	17 563
Autres passifs financiers	0	5 611	0	5 611
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	5 611	0	5 611
Instruments dérivés de couverture	0	82 338	0	82 338

### 5.5 Prêts et créances

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie.

#### 5.5.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Prêts et créances sur les établissements de crédit	915 901	1 524 385
<b>TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>	<b>915 901</b>	<b>1 524 385</b>

#### Décomposition des prêts et créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Comptes ordinaires débiteurs	93 786	140 867
Comptes et prêts	820 673	1 080 235
Prêts subordonnés et prêts participatifs	1 442	5 283
Titres assimilés à des prêts et créances	0	298 000
<b>TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SAINS SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>	<b>915 901</b>	<b>1 524 385</b>

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 435 030 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (904 683 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

Les fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes ordinaires débiteurs » s'élèvent à 369 184 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (184 178 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

#### 5.5.2 Prêts et créances sur la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Prêts et créances sur la clientèle	8 673 494	8 544 033
Dépréciations individuelles	-223 497	-208 635
Dépréciations sur base de portefeuilles	-15 807	-16 937
<b>TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>	<b>8 434 190</b>	<b>8 318 461</b>

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle s'élève à 8 653 927 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (8 520 991 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

## Décomposition des prêts et créances sur la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>292 464</b>	<b>282 753</b>
Crédits de trésorerie	401 294	408 092
Crédits à l'équipement	2 789 521	2 793 904
Crédits au logement	4 286 574	4 189 536
Crédits à l'exportation	4 869	5 058
Autres crédits	101 042	103 476
Prêts subordonnés	1 493	1 235
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>7 584 793</b>	<b>7 501 301</b>
Titres assimilés à des prêts et créances	13 403	1 444
Autres prêts et créances sur la clientèle	377 900	369 045
Prêts et créances dépréciés	404 934	389 490
<b>TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>	<b>8 673 494</b>	<b>8 544 033</b>

## 5.6 Reclassements d'actifs financiers

Le Groupe Banque Populaire Atlantique a procédé à un reclassement d'une ligne de titres AFS vers la catégorie L&R pour un montant de 9 916 milliers d'euros. Ce reclassement n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat ou les capitaux propres du Groupe.

## 5.7 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Le Groupe Banque Populaire Atlantique ne détient pas d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

## 5.8 Impôts courants et impôts différés

### Analyse des actifs et passifs d'impôts différés par nature

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Plus-values latentes sur OPCVM	0	0
GIE fiscaux	-2 275	-1 226
Provisions pour passifs sociaux	11 111	11 510
Provisions pour activité d'épargne-logement	2 663	2 638
Autres provisions non déductibles	0	0
Provisions sur base de portefeuilles	5 442	5 831
Autres sources de différences temporelles	-336	-5 349
<b>Impôts différés liés aux décalages temporels générés par l'application des règles fiscales</b>	<b>16 605</b>	<b>13 404</b>
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	-2 103	1 522
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en résultat	4 194	3 649
Autres éléments de valorisation du bilan		
<b>Impôts différés liés aux modes de valorisation du référentiel IFRS</b>	<b>2 091</b>	<b>5 171</b>
<b>Impôts différés nets</b>	<b>18 696</b>	<b>18 575</b>
<b>Comptabilisés :</b>		
A l'actif du bilan	18 696	18 575
Au passif du bilan	0	0

### Analyse des impôts différés comptabilisés directement en capitaux propres au cours de l'exercice

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-16 199	-1 234	-17 433	-46 448	-293	-46 740
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture	6 940	-2 390	4 550	6 261	-2 155	4 106
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-9 259</b>	<b>-3 624</b>	<b>-12 883</b>	<b>-40 187</b>	<b>-2 448</b>	<b>-42 635</b>

## 5.9 Comptes de régularisation et actifs divers

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Comptes d'encaissement	12 576	15 908
Charges constatées d'avance	5 788	14 960
Produits à recevoir	13 769	43 152
Autres comptes de régularisation	14 073	22 878
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>46 206</b>	<b>96 899</b>
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	0	- 2 604
Débiteurs divers	38 630	38 999
<b>Actifs divers</b>	<b>38 630</b>	<b>36 395</b>
<b>TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>	<b>84 836</b>	<b>133 294</b>

## 5.10 Participations dans les entreprises mises en équivalence

Les participations du groupe mises en équivalence concernent uniquement la société de bourse De Portzamparc.

### 5.1.1 Immeubles de placement

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<b>Immeubles de placement</b>						
Comptabilisés au coût historique	1 458	-978	480	1 458	-921	537
<b>TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT</b>	<b>1 458</b>	<b>-978</b>	<b>480</b>	<b>1 458</b>	<b>-921</b>	<b>537</b>

### 5.1.2 Immobilisations

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Terrains et constructions	39 164	-9 128	30 036	62 215	-21 975	40 240
Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	126 533	-84 036	42 497	100 137	-68 004	32 133
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>165 697</b>	<b>-93 164</b>	<b>72 533</b>	<b>162 352</b>	<b>-89 979</b>	<b>72 373</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Droit au bail	5 927	-4 558	1 369	4 950	-3 626	1 324
Logiciels	3 776	-3 584	192	3 655	-3 436	219
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	685	-643	42
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>9 703</b>	<b>-8 142</b>	<b>1 561</b>	<b>9 290</b>	<b>-7 705</b>	<b>1 585</b>

### 5.1.3 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

#### 5.1.3.1 Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Comptes à vue	87 158	81 541
Dettes rattachées	2	0
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>	<b>87 160</b>	<b>81 541</b>
Emprunts et comptes à terme	2 137 386	2 777 422
Opérations de pension	62 303	0
Dettes rattachées	27 474	28 823
<b>Dettes à termes envers les établissements de crédit</b>	<b>2 227 163</b>	<b>2 806 245</b>
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>	<b>2 314 323</b>	<b>2 887 786</b>

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 1 350 038 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (1 735 317 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

#### 5.1.3.2 Dettes envers la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	<b>1 613 609</b>	<b>1 704 139</b>
Livret A	426 124	302 708
Livret Jeune	19 464	17 477
Livret B	570 937	599 659
PEL/CEL	614 105	656 338
Livret de développement durable	413 057	291 949
PEP	222 185	220 265
Autres comptes d'épargne à régime spécial	157 752	149 218
Dettes rattachées	0	32 394
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>2 423 624</b>	<b>2 270 008</b>
Comptes et emprunts à vue	9 894	7 414
Comptes et emprunts à terme	1 660 469	1 499 068
Dettes rattachées	69 675	48 080
<b>Autres comptes de la clientèle</b>	<b>1 740 038</b>	<b>1 554 562</b>
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE</b>	<b>5 777 271</b>	<b>5 528 709</b>

Les comptes à terme incluent notamment 57 867 milliers d'euros d'emprunts souscrits auprès de la SFEF (Société de Financement de l'Economie Française).

La juste valeur des dettes envers la clientèle s'élève à 5 820 043 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (5 574 343 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

#### 5.14 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	701 299	914 728
<b>Total</b>	<b>701 299</b>	<b>914 728</b>
Dettes rattachées	2 913	6 243
<b>TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>	<b>704 212</b>	<b>920 971</b>

La juste valeur des dettes représentées par un titre s'élève à 742 394 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (921 871 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

#### 5.15 Comptes de régularisation et passifs divers

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Comptes d'encaissement	1 053	3 115
Produits constatés d'avance	99 280	104 524
Charges à payer	36 034	53 849
Autres comptes de régularisation créditeurs	43 709	45 792
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>180 076</b>	<b>207 280</b>
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	2 123	1 022
Créditeurs divers	31 104	28 597
<b>Passifs divers</b>	<b>33 227</b>	<b>29 619</b>
<b>TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>	<b>213 303</b>	<b>236 899</b>

#### 5.16.1 Encours collectés au titre de l'épargne logement

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL) ancienneté de moins de 4 ans	45 986	20 191
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	329 532	365 270
ancienneté de plus de 10 ans	135 727	144 303
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>511 245</b>	<b>529 764</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>110 166</b>	<b>116 581</b>
<b>TOTAL DES ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT</b>	<b>621 412</b>	<b>646 345</b>

#### 5.16 Provisions

Les provisions concernent principalement les engagements sociaux et les risques sur les produits d'épargne logement.

En milliers d'euros	31/12/11	Augmentation	Utilisation	Autres mouvements	31/12/12
<b>Provisions pour engagements sociaux</b>	<b>35 751</b>	<b>1 362</b>	<b>-807</b>	<b>0</b>	<b>36 306</b>
Provisions pour activité d'épargne-logement	7 663	698	-627	-1	7 733
Provisions pour engagements hors bilan	2 090	2 244	-1 947	-1	2 386
Provisions pour litiges	1 089	73	-49	0	1 113
Autres	425	253	-235	91	443
<b>Autres provisions</b>	<b>11 267</b>	<b>3 268</b>	<b>-2 858</b>	<b>89</b>	<b>11 675</b>
<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>47 018</b>	<b>4 630</b>	<b>-3 665</b>	<b>89</b>	<b>47 981</b>

**5.16.2 Encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement**

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement	5 618	6 995
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement	33 612	36 646
<b>TOTAL DES ENCOURS DE CRÉDITS OCTROYÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT</b>	<b>39 230</b>	<b>43 641</b>

**5.16.3 Provisions constituées au titre de l'épargne logement**

En milliers d'euros	31/12/11	Dotations/ Reprises nettes	31/12/12
<b>Provisions constituées au titre des PEL</b>			
ancienneté de moins de 4 ans	42	331	373
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	278	204	482
ancienneté de plus de 10 ans	4 825	299	5 125
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>5 145</b>	<b>835</b>	<b>5 980</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>			
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-52	-1	-52
Provisions constituées au titre des crédits CEL	494	-451	42
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>442</b>	<b>-452</b>	<b>-10</b>
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT</b>	<b>7 662</b>	<b>73</b>	<b>7 734</b>

**5.17 Dettes subordonnées**

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Dépôts de garantie à caractère mutuel	19 328	20 018
<b>TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES</b>	<b>19 328</b>	<b>20 018</b>

La juste valeur des dettes subordonnées s'élève à 19 328 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (20 018 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

**Evolution des dettes subordonnées au cours de l'exercice**

En milliers d'euros	31/12/11	Autres mouvements	31/12/12
Dépôts de garantie à caractère mutuel	20 018	-690	19 328
<b>TOTAL</b>	<b>20 018</b>	<b>-690</b>	<b>19 328</b>

**5.18 Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis****Parts sociales et certificats coopératifs d'investissements**

Le capital social consolidé du Groupe Banque Populaire Atlantique s'élève à 428 622 milliers d'euros au 31 décembre 2012 contre 393 936 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Il se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Certificats coopératifs d'investissement	80 600	80 600
Capital Banque Populaire Atlantique	296 285	259 842
Capital Crédit Maritime Mutuel Atlantique	50 270	52 039
<b>Capital Sociétés de Caution Mutuelle</b>	<b>1 467</b>	<b>1 454</b>

## NOTE 6 : NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

### 6.1 Intérêts, produits et charges assimilés

Ce poste enregistre les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille d'actifs détenus jusqu'à l'échéance, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées.

Il enregistre également les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers disponibles à la vente et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

En milliers d'euros	Exercice 2012			Exercice 2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	312 251	-108 770	<b>203 481</b>	319 554	-94 994	224 560
Prêts et créances avec les établissements de crédit	18 276	-64 730	<b>-46 454</b>	45 457	-85 034	-39 577
Opérations de location-financement	16 452	0	<b>16 452</b>	16 386	0	16 386
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	////	-13 428	<b>-13 428</b>	-631	-23 280	-23 911
Instruments dérivés de couverture	51 885	-78 924	<b>-27 039</b>	36 910	-69 022	-32 112
Actifs financiers disponibles à la vente	10 448	0	<b>10 448</b>	1 409		1 409
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	<b>0</b>	7 455		7 455
Actifs financiers dépréciés	2 770	0	<b>2 770</b>	2 823		2 823
Autres produits et charges d'intérêts	0	0	<b>0</b>	519		519
<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS</b>	<b>412 082</b>	<b>-265 852</b>	<b>146 230</b>	<b>429 882</b>	<b>-272 330</b>	<b>157 552</b>

Les charges d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent 71 milliers d'euros au titre de la dotation nette à la provision épargne logement (reprise de 3 193 milliers d'euros au titre de l'exercice 2011).

Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 5 993 milliers d'euros au titre de la rémunération des fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que les LEP (3 265 milliers d'euros au titre de l'exercice 2011).

### 6.2 Produits et charges de commissions

Les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

En milliers d'euros	Exercice 2012			Exercice 2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	9	-254	<b>-245</b>	0	-1 193	<b>-1 193</b>
Opérations avec la clientèle	49 661	-127	<b>49 534</b>	82 145	-149	<b>81 996</b>
Prestation de services financiers	11 119	-2 575	<b>8 544</b>	4 883	-15	<b>4 868</b>
Vente de produits d'assurance vie	25 310		<b>25 310</b>	39 004	-18 390	<b>20 614</b>
Moyens de paiement	30 773	-19 663	<b>11 110</b>	300	-7	<b>293</b>
Opérations sur titres	1 575	-23	<b>1 552</b>	7 525	-1 176	<b>6 349</b>
Activités de fiducie	10 110	0	<b>10 110</b>	10 415	-806	<b>9 609</b>
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	9 168	-1 037	<b>8 131</b>	1 118	0	<b>1 118</b>
Autres commissions	1 354	0	<b>1 354</b>	0	1	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>139 079</b>	<b>-23 679</b>	<b>115 400</b>	<b>145 390</b>	<b>-21 735</b>	<b>123 655</b>



### 6.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

La ligne « Résultat sur opérations de couverture » comprend la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro-couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
Résultats sur instruments financiers de transaction	-1 702	-1 220
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	4 140	2 422
Résultats sur opérations de couverture	305	106
- Inefficacité de la couverture de juste valeur	-31	0
*Variation de juste valeur de l'instrument de couverture	-12 483	-15 308
*Variation de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	12 452	15 308
- Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	336	106
Résultats sur opérations de change	438	419
<b>TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT</b>	<b>3 181</b>	<b>1 727</b>

### 6.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

Ce poste enregistre les dividendes des titres à revenu variable, les résultats de cession des actifs financiers disponibles à la vente et des autres actifs financiers non évalués à la juste valeur; ainsi que les pertes de valeur des titres à revenu variable enregistrées en raison d'une dépréciation durable.

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
Résultats de cession	-1 125	-37
Dividendes reçus	3 707	2 716
Dépréciation durable des titres à revenu variable	-389	-250
<b>TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE</b>	<b>2 193</b>	<b>2 429</b>

### 6.5 Produits et charges des autres activités

Figurent notamment dans ce poste :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges liés à l'activité d'assurance (en particulier les primes acquises, les charges de prestation et les variations de provisions techniques des contrats d'assurance) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

En milliers d'euros	Exercice 2012			Exercice 2011		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
<b>Produits et charges sur immeubles de placement</b>	<b>0</b>	<b>-58</b>	<b>-58</b>	<b>0</b>	<b>-69</b>	<b>-69</b>
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	0	-699	-699	0	-556	-556
Charges refacturées et produits rétrocédés	49	0	49	92	0	92
Autres produits et charges divers d'exploitation	5 718	-2 794	2 924	9 889	-5 824	4 065
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	235	-143	92	307	0	307
<b>Autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>6 002</b>	<b>-3 636</b>	<b>2 366</b>	<b>10 288</b>	<b>-6 380</b>	<b>3 908</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>6 002</b>	<b>-3 694</b>	<b>2 308</b>	<b>10 288</b>	<b>-6 449</b>	<b>3 839</b>

## 6.6 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
<b>Charges de personnel</b>	<b>-110 406</b>	<b>-109 189</b>
Impôts et taxes	-7 997	-7 595
Services extérieurs	-61 838	-65 698
Autres	0	-1
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>-69 835</b>	<b>-73 294</b>
<b>TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-180 241</b>	<b>-182 483</b>

La décomposition des charges de personnel est présentée en note 8.1.

## 6.7 Coût du risque

Ce poste enregistre la charge nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations constituées sur base de portefeuilles de créances homogènes.

Il porte aussi bien sur les prêts et créances que sur les titres à revenu fixe supportant un risque avéré de contrepartie. Les pertes liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance de la contrepartie figurent également dans ce poste.

En milliers d'euros	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Exercice 2012
<b>Opérations interbancaires</b>					
Opérations avec la clientèle	-82 365	43 800	-1 500	673	-39 392
Autres actifs financiers	-7				-7
Engagement par signature	-2 244	1 947			-297
<b>TOTAL COÛT DU RISQUE 2012</b>	<b>-84 616</b>	<b>45 747</b>	<b>-1 500</b>	<b>673</b>	<b>-39 696</b>

En milliers d'euros	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Exercice 2011
<b>Opérations interbancaires</b>					
Opérations avec la clientèle	-67 594	36 987	-2 623	894	-32 336
Autres actifs financiers					
Engagement par signature	-1 560	985			-575
<b>TOTAL COÛT DU RISQUE 2011</b>	<b>-69 154</b>	<b>37 972</b>	<b>-2 623</b>	<b>894</b>	<b>-32 911</b>

## 6.8 Gains et pertes sur autres actifs

Ce poste comprend les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidées.

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	355	51
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	-110	-109
<b>TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS</b>	<b>245</b>	<b>-58</b>

## 6.9 Impôts sur le résultat

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
Impôts courants	-11 496	-17 282
Impôts différés	-3 196	-4 554
<b>IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT</b>	<b>-14 692</b>	<b>-21 836</b>

## NOTE 7 : EXPOSITIONS AUX RISQUES ET RATIOS RÉGLEMENTAIRES

Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

Sauf information contraire, les notes explicatives sont présentées en milliers d'euros.

### 7.1 Gestion du capital et adéquation des fonds propres

Le groupe est soumis au respect de la réglementation prudentielle française qui transpose en droit français les directives européennes « Adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit » et « Conglomérats financiers ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, les méthodes de calcul dites « Bâle II » du ratio de solvabilité sont définies par l'arrêté du 20 février 2007 du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie comme le rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et la somme :

- des exigences de fonds propres au titre du risque de crédit calculées en utilisant l'approche standard ou l'approche des notations internes selon l'entité du groupe concernée ;
- des exigences de fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel.

Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément au Règlement n° 90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière du 23 février 1990 relatif aux fonds propres.

En milliers d'euros	31/12/12	31/12/11
Capitaux propres part du Groupe	1 195 427	1 146 150
<b>Fonds propres de base (Tier One) avant déduction</b>	<b>1 195 427</b>	<b>1 146 150</b>
<b>Fonds propres complémentaires (Tier 2) avant déduction</b>	<b>44 985</b>	<b>39 524</b>
<b>Déductions des fonds propres</b>	<b>-303 835</b>	<b>-299 131</b>
<b>Fonds propres prudentiels</b>	<b>936 577</b>	<b>886 543</b>

Les fonds propres prudentiels sont répartis en deux catégories auxquelles sont apportées un certain nombre de déductions.

Les **fonds propres de base (Tier 1)** sont déterminés à partir des capitaux propres comptables du groupe, hors gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres filtrés, augmentés des intérêts minoritaires, des émissions de Tier One hybrides (principalement des dettes subordonnées à durée indéterminée) et déduction faite des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles.

Certains éléments de fonds propres de base sont plafonnés. Notamment, les instruments hybrides, les intérêts minoritaires et les actions de préférence, pris ensemble, ne peuvent représenter plus de 50 % des fonds propres de base.

Les **fonds propres complémentaires (Tier 2)** sont subdivisés en deux niveaux :

- les fonds propres complémentaires de premier niveau correspondent à des dettes subordonnées à durée indéterminée et à certains instruments financiers ;
- les fonds propres complémentaires de second niveau incluent notamment des dettes subordonnées à long terme et certaines actions de préférence. Le montant des dettes subordonnées inclus dans le Tier 2 est progressivement réduit au cours des 5 dernières années restant à courir jusqu'à leur échéance, au rythme de 20% par année.

Les fonds propres complémentaires ne sont pris en compte que dans la limite de 100 % du montant des fonds propres de base. Les fonds propres complémentaires de deuxième niveau ne peuvent être retenus que dans la limite de 50 % des fonds propres de base.

Les déductions des fonds propres sont principalement composées des éléments de fonds propres (participations et créances subordonnées) dans les entités du secteur bancaire dont le groupe détient plus de 10 % du capital ou les participations du secteur bancaire mises en équivalence. Ces déductions sont imputées à parité entre les fonds propres de base et les fonds propres complémentaires.

En application de l'arrêté ministériel du 20 février 2007, le groupe est tenu de respecter en permanence un ratio de solvabilité au moins égal à 8 %.

Au cours de l'année 2012, le Groupe Banque Populaire Atlantique a respecté les ratios prudentiels de solvabilité. Au 31 décembre 2012, le ratio de solvabilité s'établit à 17,78 % contre 16,08 % au 31 décembre 2011.

### 7.2 Risque de crédit et risque de contrepartie

Les informations relatives à la gestion du risque de crédit requises par la norme IFRS 7 et présentées dans le rapport sur la gestion des risques incluent :

#### 7.2.1 Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et il peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

#### 7.2.2 Exposition globale au risque de crédit et au risque de contrepartie

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe Banque Populaire Atlantique au risque de crédit. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

En milliers d'euros	Encours net 31/12/2012	Encours net 31/12/2011
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable)	160 383	168 852
Instruments dérivés de couverture	75 483	35 358
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	128 999	35 537
Opérations interbancaires	915 901	1 524 385
Opérations avec la clientèle	8 434 190	8 318 461
<b>Exposition des engagements au bilan</b>	<b>9 714 956</b>	<b>10 082 593</b>
Garanties financières données	400 139	467 526
Engagements par signature	692 432	688 190
<b>Exposition des engagements par signature et des garanties financières données</b>	<b>1 092 571</b>	<b>1 155 716</b>
<b>EXPOSITION GLOBALE AU RISQUE DE CRÉDIT</b>	<b>10 807 527</b>	<b>11 238 309</b>

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

### Dépréciations et provisions pour risque de crédit

En milliers d'euros	31/12/11	Dotation	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Autres variations (1)	31/12/12
Opérations avec la clientèle	225 572	83 826	-51 380	-18 715	1	239 304
Autres actifs financiers	86	7	0	0	0	93
<b>Dépréciations déduites de l'actif</b>	<b>225 658</b>	<b>83 833</b>	<b>-51 380</b>	<b>-18 715</b>	<b>1</b>	<b>239 397</b>
<b>Exposition des engagements par signature et des garanties financières données</b>	<b>2 090</b>	<b>2 244</b>	<b>-1 947</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>2 386</b>
<b>TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS POUR RISQUE DE CRÉDIT</b>	<b>227 748</b>	<b>86 077</b>	<b>-53 327</b>	<b>-18 715</b>	<b>0</b>	<b>241 783</b>

### 7.2.3 Actifs financiers présentant des impayés

Les actifs présentant des arriérés de paiement sont des actifs financiers sains présentant des incidents de paiement.

Les montants présentés dans le tableau ci-dessous n'incluent pas les impayés techniques, c'est-à-dire notamment les impayés résultant d'un décalage entre la date de valeur et la date de comptabilisation au compte du client.

Les actifs présentant des arriérés de paiement (capital restant dû et intérêts courus pour les crédits et montant total du découvert pour les comptes ordinaires) se répartissent par ancienneté de l'arriéré de la façon suivante :

En milliers d'euros	Encours non dépréciés présentant des impayés				Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours 31/12/2012
	<= 90 jours	> 90 jrs <= 180jrs	> 180 jrs <= 1 an	> 1 an		
Prêts et avances	61 277	17 536	6 845	3 394	165 630	254 682
<b>TOTAL</b>	<b>61 277</b>	<b>17 536</b>	<b>6 845</b>	<b>3 394</b>	<b>165 630</b>	<b>254 682</b>

En milliers d'euros	Encours non dépréciés présentant des impayés				Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours 31/12/2011
	<= 90 jours	> 90 jrs <= 180jrs	> 180 jrs <= 1 an	> 1 an		
Prêts et avances	49 782	14 299	29 121	3 539	166 633	263 374
<b>TOTAL</b>	<b>49 782</b>	<b>14 299</b>	<b>29 121</b>	<b>3 539</b>	<b>166 633</b>	<b>263 374</b>

Les garanties, sûretés personnelles ou sûretés réelles, comprennent en particulier les cautions, nantissements, gages, warrants ainsi que les privilèges et les hypothèques.

Les garanties couvrent pour l'essentiel des prêts et des créances sur la clientèle, sous forme d'hypothèques ou de cautions sur les résidences (prêts aux particuliers), de gages sur les biens financés et de nantissements sur les instruments financiers.

### Prêts et créances restructurés

Le volume des prêts et créances restructurés (renégociation suite à des difficultés financières du débiteur) figurant en encours sains est peu significatif et ne donne pas lieu à information dans l'annexe.

### 7.2.4 Mécanismes de réduction du risque de crédit :

#### Actifs obtenus par prise de possession de garanties

Le Groupe Banque Populaire Atlantique n'a pas obtenu d'actifs par prise de possession de garantie.

### 7.3 Risque de marché

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;

- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesures et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

### 7.4 Risque de taux d'intérêt global et risque de change

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêts. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de change est présentée dans le rapport sur la gestion des risques.

### 7.5 Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

### Echéances des emplois et ressources par durée restant à courir

En milliers d'euros	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminée	Total
Instruments dérivés de transaction	21 933	////	////	////	////	21 933
Instruments dérivés de couverture	115 998	////	////	////	////	115 998
Dettes envers les établissements de crédit	559 115	638 667	1 012 854	330 657	0	2 541 293
Dettes envers la clientèle	3 995 280	234 678	1 352 192	196 141	0	5 778 291
Dettes représentées par un titre	87 503	156 115	437 106	37 197	0	717 921
Dettes subordonnées	7 612	515	3 714	7 487	0	19 328
<b>Passifs financiers par échéance</b>	<b>4 787 441</b>	<b>1 029 975</b>	<b>2 805 866</b>	<b>571 482</b>	<b>0</b>	<b>9 194 764</b>
Engagements de financements donnés en faveur des ets de crédit	0	766	0	0	0	766
Engagements de financements donnés en faveur de la clientèle	415 468	225 880	50 675	2 029	0	694 052
<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>415 468</b>	<b>226 646</b>	<b>50 675</b>	<b>2 029</b>	<b>0</b>	<b>694 818</b>
Engagements de garantie en faveur des ets de crédit	0	0	1 544	0	0	1 544
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	11 378	16 625	178 237	192 355	709 824	1 108 419
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS</b>	<b>11 378</b>	<b>16 625</b>	<b>179 781</b>	<b>192 355</b>	<b>709 824</b>	<b>1 109 963</b>

## NOTE 8 : AVANTAGES AU PERSONNEL

### 8.1 Charges de personnel

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
Salaires et traitements	-64 995	-62 411
Charges des régimes à prestations et cotisations définies	-9 676	-9 115
Autres charges sociales et fiscales	-33 088	-31 572
Intéressement et participation	-2 647	-6 091
<b>TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>-110 406</b>	<b>-109 189</b>

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 552 cadres et 1 126 non cadres, soit un total de 1 678 personnes.

### 8.2 Engagements sociaux

Le Groupe Banque Populaire Atlantique accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux :

- Le régime de retraite des Banques Populaires, géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CAR), concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993.
- Retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- Autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la CARBP est devenue une Institution de Gestion de Retraite Supplémentaire qui assure la gestion administrative des engagements de retraite issus de la retraite bancaire. Les encours sont externalisés auprès d'un assureur. Cette externalisation n'a pas eu d'impact pour la Banque Populaire Atlantique.

En milliers d'euros	Retraite	IFC	Médailles	Total
Engagement brut	30 533	17 094	5 396	
Actif en couverture	9 260	7 472		
<b>Engagement net</b>	<b>21 274</b>	<b>9 622</b>	<b>5 396</b>	<b>36 292</b>
Provision de passif	21 289	9 620	5 396	36 306
Taux actualisation	3,00%	2,80%	2,60%	
Taux de rendement brut des actifs	4,37%	2,44%		

Les tables de mortalité utilisées sont :

- TF00/02 pour les IFC, médailles et autres avantages,
- TGHTGF 05 CARBP.

Au 31 décembre 2012, les actifs de couverture du régime de retraite de la CARBP sont répartis à hauteur de 61,4 % en obligations, 35,8 % en actions, et 2,8 % en actifs monétaires. Les rendements attendus des actifs du régime sont calculés en pondérant le rendement anticipé sur chacune des catégories d'actifs par leur poids respectif dans la juste valeur des actifs.

La Norme IAS 19 amendée est applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Au titre de la quote-part du Groupe Banque Populaire Atlantique, la provision pour le régime de la CAR-BP au 31/12/2012 est de 20 653 milliers d'euros. En IAS 19 révisé le montant de la provision pour ce régime en date du 31/12/2012 serait de 26 903 milliers d'euros. L'impact de cette norme sur le montant comptabilisé de la provision au 31/12/2012 est de 6 250 milliers d'euros ventilés entre 3 composantes :

- 5 047 milliers d'euros au titre du solde des écarts actuariels à l'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2012.
- -140 milliers d'euros au titre de la modification de la charge nette de provision par résultat
- 1342 milliers d'euros au titre de l'imputation des écarts actuariels de l'exercice 2012 en capitaux propres (autres éléments de résultat global).

## NOTE 9 : ENGAGEMENTS

Sauf information contraire, les notes explicatives sont présentées en milliers d'euros.

### 9.1 Engagements de financement et de garantie

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné.

#### Engagements de financement

En milliers d'euros	31/12/12	31/12/11
<b>Engagements de financement donnés en faveur</b>	<b>694 818</b>	<b>719 613</b>
des établissements de crédit	766	766
de la clientèle	694 052	718 847
- Ouvertures de crédit confirmées	694 052	718 847
<b>Engagements de financement reçus</b>	<b>668 000</b>	<b>405 000</b>
d'établissements de crédit	668 000	405 000

#### Engagements de garantie

	31/12/12	31/12/11
<b>Engagements de garantie donnés</b>	<b>2 880 166</b>	<b>3 355 146</b>
d'ordre des établissements de crédit	2 492 826	2 890 659
d'ordre de la clientèle	387 340	464 487
<b>Engagements de garantie reçus</b>	<b>1 242 827</b>	<b>1 115 897</b>
d'établissements de crédit	742 132	720 477
de la clientèle	500 695	395 420

Les engagements de garantie donnés incluent les engagements par signature ainsi que les instruments financiers donnés en garantie.

Les instruments financiers donnés en garantie incluent notamment les créances affectées en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement.



## 9.2 Actifs financiers donnés en garantie

Au 31 décembre 2012, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 437 808 milliers d'euros de créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP (401 344 milliers d'euros au 31 décembre 2011),
- 91 744 milliers d'euros de créances nanties auprès de la SFEF (245 776 milliers d'euros au 31 décembre 2011),
- 708 405 milliers d'euros de crédits immobiliers auprès de BP Covered Bonds contre 1 139 037 milliers d'euros au 31 décembre 2011,
- 203 325 milliers d'euros de créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement hypothécaire contre 185 355 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

- 434 872 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH,
- 593 998 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE Home Loans.

## 9.3 Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer

Le Groupe Banque Populaire Atlantique n'a pas comptabilisé de montants d'actifs reçus en garantie et enregistrés à l'actif du bilan dans le cadre de contrats de garantie financière assortis d'un droit de réutilisation.

## NOTE 10 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

### 10.1 Transactions avec les sociétés consolidées

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée dans le périmètre de consolidation du groupe (cf. note 11).

En milliers d'euros	31/12/12		31/12/11	
	Banque Populaire Atlantique	Entités consolidées	Banque Populaire Atlantique	Entités consolidées
Crédits				
Autres actifs financiers	222 322	19 296	269 317	55 630
Autres actifs financiers				
<b>Total des actifs avec entités consolidées</b>	<b>222 322</b>	<b>19 296</b>	<b>269 317</b>	<b>55 630</b>
Dettes				
Autres passifs financiers	19 296	222 119	55 633	269 161
Autres passifs				
<b>Total des passifs avec entités consolidées</b>	<b>19 296</b>	<b>222 119</b>	<b>55 633</b>	<b>269 161</b>
Intérêts, produits et charges assimilées	6 570	-6 883	5 505	-5 370
Commissions	0	0	161	-99
<b>Total du PNB réalisé avec les entités consolidées</b>	<b>6 570</b>	<b>-6 883</b>	<b>5 666</b>	<b>-5 469</b>
Engagements donnés		702 570		771 500
Engagements reçus	702 570		771 500	
Engagements sur instruments financiers à terme	40 000	40 000	40 000	40 000
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS AVEC LES ENTITÉS LIÉES</b>	<b>742 570</b>	<b>742 570</b>	<b>811 500</b>	<b>811 500</b>

### 10.2 Transactions avec les dirigeants

Les principaux dirigeants sont les membres du conseil d'administration de la Banque Populaire Atlantique et de la Caisse de Crédit Maritime Mutuel Atlantique.

Les rémunérations versées en 2012 aux organes de direction s'élèvent à 98 milliers d'euros au titre de jetons de présence.

Le montant global des avances et crédits accordés, pendant l'exercice, aux membres des organes d'administration s'élève à 71 037 milliers d'euros (consentis à des conditions normales).

Les autres rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration et de direction à raison de leurs fonctions ne peut être fourni car cette information permettrait d'identifier un membre déterminé de ces organes (Article R123-198, 1er alinéa, du Code de Commerce).

## NOTE 11 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### 11.2 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2012

#### 11.1 Evolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2012

Le périmètre de consolidation du Groupe Banque Populaire Atlantique n'a pas évolué par rapport au 31 décembre 2011.

Les sociétés dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées selon le principe de la significativité ascendante. Selon ce principe, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Etablissements	Nationalité	% Contrôle	% intérêt	Contribution au résultat consolidé part du Groupe	Méthode de consolidation
	F/E				MEE/IP/IG
<b>Entité mère (Ets de crédit)</b>					
BP Atlantique	F	NS	NS	26 748	NS
Caisse Crédit Maritime Atlantique	F	NS	NS	486	NS
SOCAMA Atlantique	F	NS	NS	16	NS
SOCAMI Atlantique	F	NS	NS	129	NS
<b>Filiales (Ets à caractère financier)</b>					
EURL Atlantique Plus	F	100	100	-125	IG
SAS Ludovic De Besse	F	100	100	-209	IG
SA Portzamparc	F	23,53	23,53	17	MEE

Les participations suivantes ont été exclues du périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif

Etablissements	Activité	Nationalité	% Contrôle	% intérêt
		F/E		
SA Atlantique Gérance	société de gestion SCPI	F	99,99	99,99
SA Ouest Croissance	Société de capital risque	F	40,54	40,54
SAS Ouest Croissance Gestion	Société de gestion SCR	F	35,57	35,57
EURL SAVA	Activité de marchands de biens	F	100,00	100,00
SAS SAPI	Société holding immobilière	F	100,00	100,00
SCI Coutan	Société civile immobilière	F	100,00	100,00
SCI Anjou Vendée	Société civile immobilière	F	100,00	100,00
SCI Lilas Brasserie	Société civile immobilière	F	23,53	23,53

### 3.2.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS



**KMPG Audit**

7 Boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3



**Fiduciaire Audit Conseil**

4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 ANGERS CEDEX



**Deloitte & Associés**

Impasse Augustin Fresnel  
BP 39  
44801 SAINT HERBLAIN CEDEX

**Banque Populaire Atlantique**

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012  
Banque Populaire Atlantique  
1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain  
44919 Nantes Cedex 9  
*Ce rapport contient 65 pages*



**KMPG Audit**

7 Boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3



**Fiduciaire Audit Conseil**

4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 ANGERS CEDEX



**Deloitte & Associés**

Impasse Augustin Fresnel  
BP 39  
44801 SAINT HERBLAIN CEDEX

## **Banque Populaire Atlantique**

Siège social : 1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain  
44919 Nantes Cedex 9

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Banque Populaire Atlantique, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Estimations comptables

#### Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans la note 4.1.7 de l'annexe aux comptes consolidés, votre Groupe constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et provisions sur base individuelle et collective.

#### Dépréciations relatives aux actifs financiers disponibles à la vente

Votre Groupe comptabilise des dépréciations sur des actifs disponibles à la vente (note 4.1.7 de l'annexe) :

- pour les instruments de capitaux propres lorsqu'il existe une indication objective de baisse prolongée ou de baisse significative de la valeur de ces actifs ;
- pour les instruments de dette lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification d'indices de perte de valeur, la valorisation des lignes les plus significatives, ainsi que les estimations ayant conduit, le cas échéant, à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations.

#### Valorisation et dépréciation des autres instruments financiers

Votre Groupe détient des positions sur titres et sur autres instruments financiers. La note 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par le Groupe et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

### Provisionnement des engagements sociaux

Votre Groupe constitue des provisions pour couvrir ses engagements sociaux. Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements ainsi que les hypothèses et paramètres utilisés et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie dans les notes 4.10 et 8.2 de l'annexe.

### Provisionnement des produits d'épargne logement

Votre Groupe constitue une provision pour couvrir le risque de conséquences potentiellement défavorables des engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement. Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de cette provision et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie dans les notes 4.5 et 5.16 de l'annexe.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les Commissaires aux Comptes

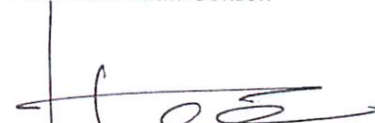
Nantes, Angers et Saint-Herblain, le 15 mars 2013

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



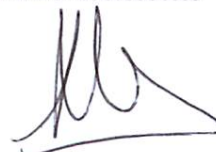
Franck Noël  
Associé

Fidaco  
Fiduciaire Audit Conseil



Sébastien Vialatte  
Associé

Deloitte et Associés



Anne Blanche  
Associée



# 4 - DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

## 4.1 PERSONNE RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE RAPPORT

**Olivier de MARIGNAN**

Directeur Général

## 4.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

**Olivier de MARIGNAN**

Directeur Général

